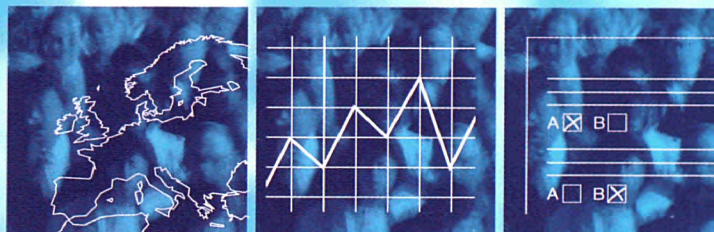




Union européenne
Politique régionale
et cohésion

Études de développement régional

La notoriété des politiques régionales en Europe



Zones éligibles aux Objectifs régionaux des Fonds structurels (1994-1999)

Objectif 1 (1994-1999)

Adaptation économique des régions en retard de développement

Objectif 2 (1994-1996)

Reconversion économique des zones en déclin industriel

Objectif 5b (1994-1999)

Diversification économique des zones rurales

Objectif 6 (1995-1999)

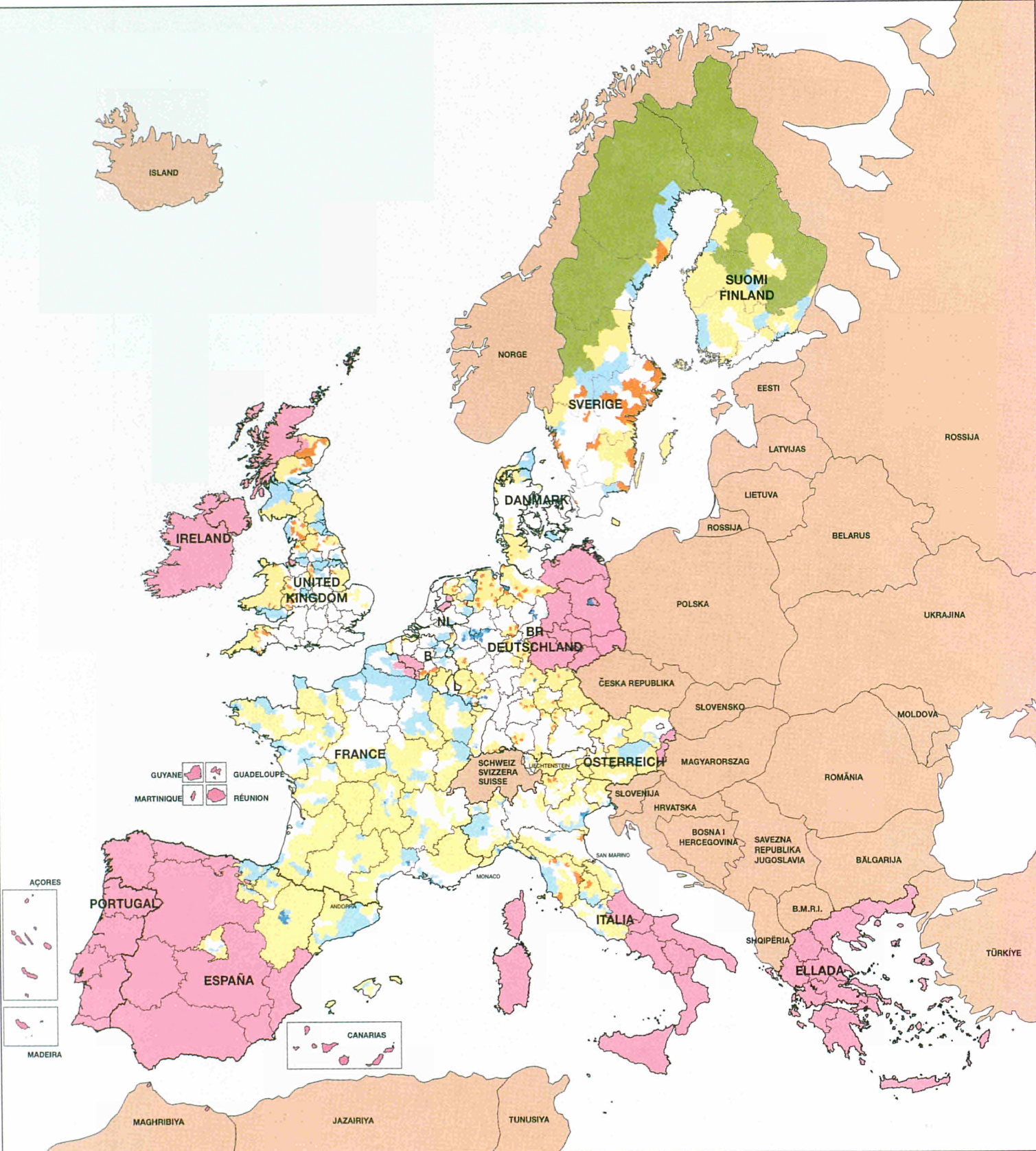
Développement des zones très peu peuplées de Suède et de Finlande

Zones partiellement éligibles

à l'Objectif 2

Zones partiellement éligibles

à l'Objectif 5b



Les listes des régions éligibles au titre des Fonds structurels sont publiées au Journal officiel des Communautés européennes. La présente carte n'est qu'indicative.

Union européenne

Politique régionale et cohésion

Études de développement régional

La notoriété des politiques régionales en Europe

Commission européenne

Publications déjà parues dans la série «Études de développement régional»:

- 01 — Demographic evolution in European regions (Demeter 2015)
- 02 — Socioeconomic situation and development of the regions in the neighbouring countries of the Community in Central and Eastern Europe
- 03 — Les politiques régionales dans l'opinion publique
- 04 — Urbanization and the functions of cities in the European Community
- 05 — The economic and social impact of reductions in defence spending and military forces on the regions of the Community
- 06 — New location factors for mobile investment in Europe
- 07 — Trade and foreign investment in the Community regions: the impact of economic reform in Central and Eastern Europe
- 08 — Estudio prospectivo de las regiones atlánticas — Europa 2000
Study of prospects in the Atlantic regions — Europe 2000
Étude prospective des régions atlantiques — Europe 2000
Estudio prospectivo de las regiones atlánticas — Europa 2000
- 09 — Financial engineering techniques applying to regions eligible under Objectives 1, 2 and 5b
- 10 — Interregional and cross-border cooperation in Europe
- 11 — Estudio prospectivo de las regiones del Mediterráneo Oeste
Évolution prospective des régions de la Méditerranée - Ouest
Evoluzione delle prospettive delle regioni del Mediterraneo occidentale
- 12 — Valeur ajoutée et ingénierie du développement local
- 13 — The Nordic countries — what impact on planning and development in the Union?
- 14 — Development prospects of the central Mediterranean regions (Mezzogiorno-Greece)
- 17 — Étude prospective des régions de l'arc alpin et périalpin
Studio delle prospettive delle regioni dell'arco alpino e perialpino
- 18 — The prospective development of the northern seaboard
- 20 — Evolución prospectiva de las regiones interiores (y de los espacios rurales de baja densidad de población en la Comunidad)
Évolution prospective des régions intérieures (et des espaces ruraux de faible densité de population de la Communauté)
- 23 — La notoriété des politiques régionales en Europe
- 24 — Cohesion and the development challenge facing the lagging regions
- 25 — In den Regionen für die Regionen Europas — über die Aneignung eines neuen gewerkschaftlichen Arbeitsfeldes

À paraître:

- 15 — The spatial consequences of the integration of the new German Länder into the Community
- 16 — The impact of the development of the countries of Central and Eastern Europe on the Community territory
- 19 — L'impact sur le développement régional et l'aménagement de l'espace communautaire des pays du Sud et de l'Est méditerranéens (PSEM)
- 21 — The regional impact of the Channel Tunnel throughout the Community
- 22 — The perspective development of the central and capital cities and regions
- 25 — At regional level on behalf of Europe's regions — Developing a new field of trade union activity

Une fiche bibliographique figure à la fin de l'ouvrage.

Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés européennes, 1996

ISBN 92-827-6973-9

© CECA-CE-CEEA, Bruxelles • Luxembourg, 1996

Reproduction autorisée, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source.

Printed in Belgium

Préface

Chaque année, la Direction générale des Politiques régionales de la Commission européenne (DG XVI) lance un certain nombre d'études dans le domaine de la politique régionale et de l'aménagement du territoire. Ces études ont pour but d'être la base de la conception interne de cette politique, de la préparation des programmes et des initiatives et de l'analyse de l'impact des activités projetées ou en cours. Les études les plus importantes ou les plus innovatrices sont désormais publiées dans une série intitulée «Études de développement régional».

La DG XVI espère, ainsi, stimuler le débat et les actions sur les résultats obtenus dans un contexte plus ample. Les études publiées s'adressent aux élus et aux décideurs aux niveaux européen, régional et local ainsi qu'aux universitaires et aux experts compétents dans les larges domaines des sujets abordés.

En publiant les résultats de ces études, la Commission espère enrichir et stimuler le débat public et favoriser un échange de connaissances et d'opinions sur les questions déterminantes pour la cohésion économique et sociale de la Communauté, et donc pour l'avenir de l'Europe.

Le lecteur est informé que les rapports figurant dans les études ne reflètent pas nécessairement la position officielle de la Commission, mais représentent l'avis des auteurs de l'étude.

Le présent sondage d'opinion a été réalisé à la demande de la Commission européenne (Direction Générale "Politiques Régionales" - Unité F/2).

Il a été mené dans l'ensemble de l'Union européenne en mai-juin 1995 par seize instituts spécialisés, sous la coordination générale de l'INRA (EUROPE) - European Coordination Office, dont le siège est situé à Bruxelles.

Le questionnaire, les noms des instituts impliqués dans la recherche et les informations techniques (méthode d'échantillonnage, composition de l'échantillon,...) figurent en annexe.

Le présent rapport a été rédigé par Marco Pelucchi et la Commission européenne décline toute responsabilité en la matière.

La langue originale du rapport est l'italien.

Sommaire

Liste des tableaux.....	vii
Liste des graphiques.....	ix
Synthèse.....	xi
Summary (résumé en anglais).....	xvii
INTRODUCTION	1
1. LES RÉGIONS EN EUROPE.....	3
1.1. L'identification régionale.....	5
1.2. Le degré d'attachement.....	11
2. LE DÉVELOPPEMENT DES RÉGIONS LES MOINS FAVORISÉES	17
2.1. La politique nationale pour le développement des régions les moins favorisées	19
2.1.1. Sa notoriété.....	19
2.1.2. Comment est-elle perçue?	23
2.1.3. Son intérêt potentiel	28
2.2. La politique communautaire pour le développement des régions les moins favorisées.....	32
2.2.1. Sa notoriété.....	32
2.2.2. Son intérêt potentiel	36
2.2.3. Quels sont les objectifs attendus?.....	40
3. LE FONDS EUROPÉEN DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL (FEDER).....	47
3.1. La notoriété du FEDER	49
3.2. Comment le FEDER s'est-il fait connaître?	54
4. LE RÔLE DES RÉGIONS DANS LE PROCESSUS DE DÉCISION COMMUNAUTAIRE.....	59
4.1. Influence des régions sur le processus de décision communautaire	61
4.2. Le Comité des Régions	65
4.2.1. Sa notoriété.....	65
4.2.2. Ses pouvoirs	67
5. LES MOYENS DE COMMUNICATION.....	73
5.1. Qui lit quoi	75
6. LES AIDES AUX RÉGIONS LES MOINS FAVORISÉES ET L'ÉVENTUELLE ADHÉSION DES PAYS DE L'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE À L'UNION EUROPÉENNE	81
6.1. Réactions aux hypothèses formulées.....	83
ANNEXES	89

Liste des tableaux

1.	LES RÉGIONS EN EUROPE	3
1.1.	Correspondance entre les niveaux NUTS et les divisions administratives nationales	5
1.2. (1)	L'identification régionale	6
1.2. (2)	L'identification régionale	9
1.2. (3)	L'identification régionale	10
1.3. (1)	Degré d'attachement	12
1.3. (2)	Degré d'attachement	14
1.3. (3)	Degré d'attachement	16
2.	LE DÉVELOPPEMENT DES RÉGIONS LES MOINS FAVORISÉES	17
2.1. (1)	Notoriété de la politique régionale nationale	20
2.1. (2)	Notoriété de la politique régionale nationale	21
2.1. (3)	Notoriété de la politique régionale nationale	22
2.2. (1)	Jugement sur la politique régionale nationale	23
2.2. (2)	Jugement sur la politique régionale nationale	25
2.2. (3)	Jugement sur la politique régionale nationale	26
2.3. (1)	Intérêt potentiel de la politique régionale nationale	27
2.3. (2)	Intérêt potentiel de la politique régionale nationale	29
2.3. (3)	Intérêt potentiel de la politique régionale nationale	31
2.4. (1)	Notoriété de la politique régionale européenne	33
2.4. (2)	Notoriété de la politique régionale européenne	34
2.4. (3)	Notoriété de la politique régionale européenne	35
2.5. (1)	Intérêt potentiel de la politique régionale européenne	37
2.5. (2)	Intérêt potentiel de la politique régionale européenne	39
2.5. (3)	Intérêt potentiel de la politique régionale européenne	40
2.6. (1)	Objectifs attendus de la politique régionale européenne	42
2.6. (2)	Objectifs attendus de la politique régionale européenne	44
2.6. (3)	Objectifs attendus de la politique régionale européenne	45
3.	LE FONDS EUROPÉEN DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL (FEDER)	47
3.1. (1)	Connaissance des activités du FEDER	50
3.1. (2)	Connaissance des activités du FEDER	51
3.1. (3)	Connaissance des activités du FEDER	52
3.2. (1)	Origine de la connaissance des activités du FEDER	53
3.2. (2)	Origine de la connaissance des activités du FEDER	56
3.2. (3)	Origine de la connaissance des activités du FEDER	58

4.	LE RÔLE DES RÉGIONS DANS LE PROCESSUS DE DÉCISION COMMUNAUTAIRE.....	59
4.1. (1)	Influence régionale sur le processus décisionnel	62
4.1. (2)	Influence régionale sur le processus décisionnel	63
4.2. (1)	Notoriété du Comité des Régions.....	64
4.2. (2)	Notoriété du Comité des Régions.....	66
4.2. (3)	Notoriété du Comité des Régions.....	67
4.3. (1)	Pouvoir du Comité des Régions	67
4.3. (2)	Pouvoir du Comité des Régions	70
4.3. (3)	Pouvoir du Comité des Régions	71
5.	LES MOYENS DE COMMUNICATION.....	73
5.1. (1)	Moyenne d'information - Qui lit quoi	76
5.1. (2)	Moyenne d'information - Qui lit quoi	78
6.	LES AIDES AUX RÉGIONS LES MOINS FAVORISÉES ET L'ÉVENTUELLE ADHÉSION DES PAYS DE L'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE À L'UNION EUROPÉENNE	81
6.1. (1)	Réactions aux hypothèses données.....	84
6.1. (2)	Réactions aux hypothèses données.....	86

Liste des graphiques

1.	LES RÉGIONS EN EUROPE.....	3
1.1. (a)	L'identification régionale.....	7
1.1. (b)	L'identification régionale.....	7
1.2.	Degré d'attachement (scores moyens).....	11
2.	LE DÉVELOPPEMENT DES RÉGIONS LES MOINS FAVORISÉES.....	17
2.1.	Notoriété de la politique régionale nationale.....	19
2.2.	Jugement sur la politique régionale nationale.....	24
2.3.	Intérêt potentiel de la politique régionale nationale.....	28
2.4.	Notoriété de la politique régionale européenne.....	32
2.5.	Intérêt potentiel de la politique régionale européenne.....	36
2.6.	Objectifs attendus de la politique régionale européenne.....	41
3.	LE FONDS EUROPÉEN DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL (FEDER).....	47
3.1.	Notoriété des activités du FEDER.....	49
3.2.	Origines de la connaissance des activités du FEDER.....	54
4.	LE RÔLE DES RÉGIONS DANS LE PROCESSUS DE DÉCISION COMMUNAUTAIRE.....	59
4.1.	Influence régionale sur le processus décisionnel.....	61
4.2.	Notoriété du Comité des Régions.....	65
4.3. (a)	Pouvoir du Comité des Régions.....	68
4.3. (b)	Pouvoir du Comité des Régions.....	68
5.	LES MOYENS DE COMMUNICATION.....	73
5.1.	Où vous avez entendu parler de l'Union européenne.....	75
6.	LES AIDES AUX RÉGIONS LES MOINS FAVORISÉES ET L'ÉVENTUELLE ADHÉSION DES PAYS DE L'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE À L'UNION EUROPÉENNE.....	81
6.1. (a)	Réactions aux hypothèses données.....	83
6.1. (b)	Réactions aux hypothèses données.....	85

Synthèse

1. LES RÉGIONS EN EUROPE

1.1. L'identification régionale

A une époque où l'U.E. élargit ses frontières, la notion de région pour les Européens n'a perdu ni sa signification, ni son intérêt, et le degré d'identification régionale est encore très élevé.

Malgré la spécificité de chaque Etat, le sentiment d'appartenance régionale existe à tous les niveaux; on note toutefois une tendance générale à identifier la région d'appartenance à la zone physique et probablement socio-culturelle la plus proche (inférieure à NUTS 3).¹

Au niveau de l'Europe des 15 (U.E. 15), on peut affirmer que plus de 90% des personnes interrogées identifient leur région à une entité géographique d'une superficie inférieure à leur pays; du point de vue socio-démographique, le plus grand nombre de citations est enregistré pour les zones plus petites (inférieures à NUTS 3) et pour celles comprises entre NUTS 2 et NUTS 1.

1.2. Le degré d'attachement

Comme en 1992, on observe cette année également un plus grand attachement des personnes interrogées à leur ville/région/pays qu'à l'U.E. ou à l'Europe dans son ensemble. Ces différences dans le degré d'attachement n'impliquent cependant pas une exclusivité dans l'appartenance: l'attachement à une "zone" ne signifie pas un refus des autres structures d'identification.

L'adhésion des trois nouveaux Etats membres (Autriche, Finlande et Suède) n'a pas modifié le résultat global. On enregistre en effet le même résultat aussi bien au niveau de l'U.E.15 que de l'U.E.12 dans toutes les "zones géographiques" où le degré d'attachement a été mesuré.

Globalement, il faut souligner le fait qu'indépendamment de l'espace géographique considéré, les personnes plus âgées font preuve d'un plus grand degré d'attachement que les plus jeunes.

Comme il fallait logiquement s'y attendre - et c'était déjà le cas en 1992 - les personnes qui ont une attitude positive à l'égard de l'U.E., qui sont favorables à l'unification et à l'appartenance à la Communauté manifestent un degré d'attachement plus élevé à l'Union et à l'Europe géographique.

2. LE DÉVELOPPEMENT DES RÉGIONS LES MOINS FAVORISÉES

2.1. La politique nationale pour le développement des régions les moins favorisées

2.1.1. Sa notoriété

Ces dernières années, le degré de connaissance des politiques nationales en faveur des régions les moins développées a diminué.

En effet, aussi bien au niveau de l'U.E.15 que de l'U.E.12, seulement 38% des citoyens déclarent avoir connaissance de l'adoption de ce type de politique dans leur pays, contre 46% en 1992. De plus, un Européen sur trois n'est pas en mesure d'affirmer si son Etat s'est doté ou non de ce type de politique. Il en résulte que plus de 60% des Européens n'ont pas connaissance, de manière précise ou non, d'une politique nationale régionale.

¹ Pour rendre comparables les différentes réponses fournies dans chaque Etat, nous avons essayé de les classer selon la "Nomenclature des Unités Territoriales (NUTS)" d'Eurostat (voir Tabl. 1.1.)

C'est au Luxembourg et dans les pays méditerranéens que l'on a enregistré la baisse la plus sensible du taux de connaissance par rapport à 1992.

Comme en 1992, la notoriété est directement proportionnelle à l'âge de fin d'études, au niveau de revenus et aux capacités de leadership.

2.1.2. *Comment est-elle perçue?*

Lorsque la politique nationale pour le développement des régions les moins favorisées est connue, elle est appréciée par la grande majorité des citoyens dans tous les pays. Les opinions varient d'un pays à l'autre, même si elles reflètent la tendance européenne générale.

Au niveau socio-démographique, si l'on compare les résultats de cette année à ceux de 1992, on peut affirmer que, d'une manière générale, le nombre de personnes qui approuvent pleinement la politique nationale a diminué, mais que le nombre d'Européens qui se déclarent assez d'accord avec cette politique a augmenté.

En termes de sous-populations, il semblerait qu'une attitude globalement favorable à l'U.E. ou l'utilisation de sources d'information locales contribuent davantage à la formulation d'opinions positives.

2.1.3. *Son intérêt potentiel*

Lorsque cette politique n'est pas connue, la grande majorité des citoyens dans tous les Etats estiment que leur pays devrait l'adopter.

Si l'on compare les données de cette année au niveau de l'U.E.12 et de l'U.E.15, on note que l'adhésion des trois nouveaux Etats a légèrement réduit le pourcentage de personnes favorables.

Cette année également, on peut souligner le fait que, comme en 1992, l'intérêt pour ces politiques est plus accentué dans certains sous-groupes comme les leaders d'opinion et les personnes dont le niveau de revenus et d'instruction est plus élevé. Même chez les personnes de gauche ou celles dont l'attitude à l'égard de l'U.E. est positive, on enregistre les taux d'approbation les plus élevés.

2.2. La politique communautaire pour le développement des régions les moins favorisées

2.2.1. *Sa notoriété*

En synthèse, on peut affirmer, comme c'était déjà le cas en 1992, qu'il existe un certain parallélisme entre la notoriété de la politique régionale nationale (38%) et celle de la politique européenne (42%).

La différence la plus significative se situe au niveau du taux de "sans opinion", qui est plus élevé dans le cas des politiques communautaires.

Ce parallélisme s'observe également au niveau des différentes couches sociologiques.

2.2.2. *Son intérêt potentiel*

Lorsque cette politique n'est pas connue, la grande majorité des citoyens dans tous les Etats estime que l'Union européenne devrait s'en doter. L'opposition formelle à ce type de politique ne s'élève qu'à 8%, même s'il est opportun de souligner qu'un citoyen sur cinq est incapable d'exprimer une opinion à ce sujet.

En termes de "*profils socio-démographiques*", les seules variations par rapport à 1992 concernent le croisement des réponses avec la sensibilité politique: les personnes qui se déclarent de gauche font preuve d'un plus grand intérêt que celles qui se déclarent de droite.

Pour le reste, le cadre d'ensemble n'a pas changé: les leaders d'opinion, les personnes dont le niveau de revenus est plus élevé et les Européistes convaincus manifestent un plus grand intérêt pour ce type de politique.

2.2.3. Quels sont les objectifs attendus?

Un nouvel objectif a été introduit cette année parmi les objectifs que la politique communautaire pour les régions les moins favorisées devrait poursuivre: "la création de nouveaux emplois". Compte tenu de l'ensemble des réponses, cet objectif a obtenu le plus grand nombre de citations (75%).

Il est indiqué comme l'objectif le plus important dans 14 des 15 Etats de l'Union, la Finlande, la Suède et la France occupant la tête du classement.

Les "chances égales", qui en 1992 occupaient la première place, se trouvent cette année en deuxième position.

La création de nouveaux emplois recueille le plus grand nombre d'adhésions (entre 70% et 80%) même au niveau de chaque variable socio-démographique.

On note également que la nécessité de créer de nouveaux emplois est directement proportionnelle à l'âge, mais inversement proportionnelle au niveau d'instruction et de revenus et aux capacités de leadership.

3. LE FONDS EUROPÉEN DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL (FEDER)

3.1. La notoriété des activités du FEDER

Le niveau de notoriété du FEDER a globalement augmenté par rapport à 1992, même s'il reste encore relativement bas.

Ces dernières années, la notoriété de ce fonds s'est accrue dans neuf des douze pays d'adhésion "historique": la Belgique et la Hollande sont les pays où l'on a enregistré les plus fortes augmentations.

Une amélioration est donc encore possible surtout dans les Etats où on a enregistré les valeurs les plus faibles.

En termes de profils socio-démographiques, on observe, comme c'était déjà le cas en 1992, que la notoriété du FEDER n'est pas homogène à tous les niveaux. Encore une fois, les capacités de leader d'opinion et un niveau d'instruction ou de revenus plus élevé sont synonymes de plus grande information.

3.2. Comment le FEDER s'est-il fait connaître?

La radio et la télévision restent les principales sources d'information sur le FEDER pour les citoyens de 12 pays sur 15 de l'U.E., mais subissent une baisse sensible d'importance par rapport à 1992 (67% contre 80%).

La presse obtient quant à elle un score très intéressant (61%) au niveau global, mais les résultats sont moins homogènes et oscillent sensiblement d'un pays à l'autre.

L'incidence des "affiches d'information" est faible au niveau européen (15%) mais ce n'est pas le cas dans tous les pays. En effet, au Portugal (37%) et en Irlande (32%), qui sont des pays assez pauvres, les affiches constituent un moyen de communication assez répandu, mais dans tous les cas beaucoup moins diffus que la radio, la télévision ou la presse écrite.

Les sources liées à des avantages (aides, emplois ou conseils) reçus personnellement ou par d'autres personnes n'ont qu'une importance toute relative. Comme il fallait logiquement s'y attendre, les trois nouveaux membres de l'Union enregistrent globalement un score inférieur à celui de l'U.E12.

Du point de vue des critères sociologiques, on a observé que les leaders d'opinion citent plus fréquemment la presse écrite comme source d'information ou, contrairement à 1992, la radio et la télévision et qu'ils sont plus nombreux à avoir personnellement bénéficié de l'activité du FEDER.

Les affiches publicitaires sont citées avec plus de fréquence par les hommes, par les jeunes et par les personnes dont le revenu est élevé.

Le rôle de la presse écrite s'accroît à mesure qu'augmentent le niveau de revenus et l'attitude favorable à l'Union; en outre, la presse écrite est citée plus fréquemment par les personnes qui "consomment" des moyens de communication à caractère local/régional.

4. LE RÔLE DES RÉGIONS DANS LE PROCESSUS DE DÉCISION COMMUNAUTAIRE

4.1. Influence des régions sur le processus de décision communautaire

L'intérêt pour un pouvoir accru des régions au niveau communautaire se confirme.

Au niveau général, cette année également, trois Européens sur quatre (77%) sont favorables à la possibilité que les régions aient leur mot à dire sur le fonctionnement de l'Union européenne. L'adhésion des trois nouveaux Etats n'a donc pas produit de changements, malgré le fait que le pourcentage de personnes favorables à l'Union soit globalement plus réduit dans ces pays (71%).

Les pays d'Europe méridionale, dans le présent sondage également, ont enregistré les scores les plus élevés en ce qui concerne ce processus de décision ascendant, tandis que les plus petits Etats sont moins favorables.

Ici également, comme c'était déjà le cas en 1992, les leaders d'opinion et les personnes qui ont une attitude favorable à l'égard de l'U.E. expriment plus fréquemment une opinion favorable à cette proposition.

4.2. Le Comité des Régions (CdR): sa notoriété et ses pouvoirs

4.2.1. Sa notoriété

Le Comité des Régions, qui a été institué par le Traité de Maastricht sur l'Union européenne en 1992, est un organe communautaire inconnu de la grande majorité (67%) des citoyens européens. Au niveau des trois nouveaux Etats, qui ont adhéré à l'Union européenne après l'institution du CdR, le pourcentage de personnes qui ne le connaissent pas tombe à 57%, probablement en raison du fait qu'elles en ont entendu parler dès le début comme de l'un des organes communautaires. La Finlande est le seul Etat où plus de la moitié des citoyens ont entendu parler de ce Comité.

Comme il fallait sans doute logiquement s'y attendre, les personnes les plus ouvertes et favorables à l'U.E. ont également été les plus attentives aux changements et, donc, les plus informées à ce sujet.

Au niveau des médias, il semblerait que les médias à diffusion régionale parlent du CdR plus fréquemment que les médias nationaux.

4.2.2. Ses pouvoirs

Un tiers des Européens qui connaissent le CdR estime que le Comité devrait avoir plus de pouvoirs au sein de la Communauté, tandis qu'un autre tiers (34%) n'a pas d'idées précises à ce sujet. Un pourcentage aussi élevé de "sans opinion" est l'indice d'une mauvaise information sur les tâches et fonctions actuelles de cet organe.

Les partisans les plus acharnés de la thèse selon laquelle le CdR devrait avoir plus de pouvoirs sont les même pays (Grèce, France et Italie) qui estiment que les régions devraient avoir davantage voix au chapitre au niveau communautaire.

Au niveau des profils démographiques, on enregistre une répartition assez homogène entre les personnes qui voudraient attribuer plus de pouvoirs au CdR, celles qui pensent qu'il en a déjà suffisamment et celles qui sont incapables d'exprimer une opinion.

La plus forte concentration de personnes favorables à l'augmentation des pouvoirs s'observe chez les personnes dotées de capacités de leadership, celles qui ont un revenu élevé et celles qui sont favorables et bien disposées à l'égard de l'Union.

Les femmes, les personnes qui perçoivent un faible revenu et celles qui ne possèdent pas de capacités de leadership constituent les catégories qui regroupent le plus grand nombre d'indécis.

5. LES MOYENS D'INFORMATION UTILISÉS

5.1. Qui lit quoi ?

Une analyse des moyens d'information à partir desquels les personnes interrogées tirent leurs informations relatives aux questions communautaires permet de relever que la source la plus citée est, comme il fallait s'y attendre, la télévision nationale (64%). Même les autres médias à caractère national (radio, revues/périodiques, quotidiens) sont plus utilisés que les médias locaux ou étrangers.

Quelle que soit la source d'information, la hiérarchie d'intensité d'utilisation reste inchangée: en première position viennent les moyens de communication à caractère national. Ceux-ci sont suivis des médias locaux /régionaux (au niveau européen, ils n'atteignent pas 20% de diffusion) et, loin derrière, des moyens de communication étrangers.

Au niveau de chaque Etat, la tendance est celle qui a été citée, mais il existe certaines spécificités particulières à chaque pays.

Par exemple, les télévisions et les quotidiens locaux sont surtout cités dans les pays du nord de l'Europe, tandis que près de trois citoyens autrichiens sur quatre citent la radio nationale comme source d'information.

On observe enfin que 20% des Danois, des Italiens et des Portugais n'ont pas entendu parler de l'Union européenne au cours de la période qui a immédiatement précédé l'enquête.

Du point de vue des variables socio-démographiques, il faut souligner que le nombre de citations, et donc le niveau d'information, augmente à mesure que s'accroît le niveau de revenus et d'instruction et également l'aptitude au leadership d'opinion.

Le fait d'être favorable à l'U.E. et d'avoir une attitude positive à son égard amène les individus à être plus attentifs aux informations qui concernent la Communauté et donc à citer plus fréquemment les médias qui rapportent ce genre d'informations.

6. LES AIDES AUX RÉGIONS LES MOINS FAVORISÉES ET L'ÉVENTUELLE ADHÉSION DES PAYS DE L'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE À L'UNION EUROPÉENNE

6.1. Réactions aux hypothèses formulées

Si les pays de l'ex-bloc communiste devaient adhérer à l'Union européenne, deux Européens sur quatre estiment qu'il faudrait continuer d'aider les régions les moins favorisées, mais en adoptant des critères plus stricts. Un tiers d'entre eux estime au contraire que rien ne devrait changer, même si les coûts de ces aides devaient être plus élevés.

Des pays comme la Grèce, qui bénéficient actuellement d'importantes aides communautaires, sont les pays qui s'opposent le plus aux changements éventuels.

On a en outre observé que les plus opposés à l'entrée dans l'Union des pays de l'Est sont les Français (18% de personnes défavorables).

Toutes les catégories socio-démographiques préfèrent l'hypothèse qui prévoit une modification des critères d'aide en entraînant une limitation des coûts.

On observe que les personnes qui ont un revenu plus élevé sont plus favorables à la modification des critères et que, parmi les "adversaires" de l'Union, il existe un pourcentage élevé de personnes opposées à l'entrée des "pays ex-communistes".

SUMMARY

1. THE REGIONS OF EUROPE

1.1. Regional identification

At a time when the frontiers of the European Union are expanding, the concept of "region" has lost neither its significance nor its importance for Europeans, and the degree to which they identify with their regions is still very high.

The particular characteristics of each State notwithstanding, the feeling of belonging to a region is felt at all levels; there is, however, a general tendency to see one's region as the area closest in physical, and perhaps also socio-cultural, terms (below NUTS Level 3).¹

In the Union of Fifteen, more than 90% of those questioned identified their region as a geographical area smaller than their country; from a socio-demographic viewpoint, the largest number of responses related to smaller areas (below NUTS 3) and to areas between NUTS level 2 and NUTS level 1.

1.2. The degree of attachment

As in 1992, those questioned showed a greater attachment to their town/region/country than to the Union, or to Europe as a whole. Such differences in the degree of attachment do not mean however that the sense of belonging is an exclusive one: attachment to an area does not mean a rejection of other structures with which to identify.

The accession of the three new Member States (Austria, Finland and Sweden) has not changed the overall position. In all of the areas where attachment levels were measured, the outcome is the same in the Union of Fifteen as in the Union of Twelve.

Overall, it must be stressed that, irrespective of the area in question, older people felt a much greater sense of attachment than did younger people.

As might be expected - and as exemplified in 1992 - those who viewed the European Union favourably and who supported both unification and membership showed a greater degree of attachment to the Union and to Europe.

2. THE DEVELOPMENT OF THE LEAST FAVOURED REGIONS

2.1. National policy to develop the least favoured regions

2.1.1. Awareness of the policy

Awareness of national policies for the least favoured regions has decreased in recent years.

In both the Union of Fifteen and the Union of Twelve only 38% of citizens said that they knew of such a policy in their country, as against 46% in 1992. Furthermore, one respondent in three is incapable of saying whether his State has such a policy or not. More than 60% of those questioned, therefore, have little or no knowledge of a national regional policy.

¹ To make the various answers supplied by the Member States comparable, we have attempted to classify them in accordance with Eurostat's "Nomenclature of Territorial Statistical Units (NUTS) (see Table 1.1.).

Luxembourg and the Mediterranean countries recorded the lowest drop in awareness from the 1992 level.

As in 1992, awareness is directly proportionate to school-leaving age, income level and leadership qualities.

2.1.2. *How is it perceived?*

Most citizens in all countries, once they know about the national policy to develop the least favoured regions, are in favour of it. Opinions vary from one country to another, but a general European trend is evident.

In socio-demographic terms, a comparison of this year's results with those of 1992 shows that the number of people who fully approve of the national policy has fallen, while the number of those broadly in favour has risen.

There seems to be a generally favourable attitude to the Union in specific subgroups where the use of local information sources contributes more to the formation of positive attitudes.

2.1.3. *Its potential importance*

Where people are unaware of the policy, the vast majority in all Member States think their country should adopt one.

A comparison of this year's data for the Union of Twelve and for the Union of Fifteen, shows that the accession of the three new Member States has slightly reduced the percentage of those in favour.

For this year again, as in 1992, the importance of this policy is greater for certain sub-groups such as opinion-makers and those with a higher level of income and education. Even those on the left politically and those who view the Union favourably record high approval levels.

2.2. Community policy to develop the least favoured regions

2.2.1. *Awareness of the policy*

In short, there are certain parallels, as in 1992, between the awareness of the national regional policy (38%) and its European counterpart (42%).

The greatest difference is to be found among the "Don't knows", which is higher for Community policies.

The parallels are also found across the various social strata.

2.2.2. *Its potential importance*

The vast majority of those in all Member States who don't know about the policy think that the European Union should have one. Formal opposition to such a policy is only 8%, although it should also be noted that one person in five was in the "Don't know" category.

In socio-demographic terms, the only changes compared to 1992 involve the correlation of the responses with political allegiance: those on the left were more interested than those on the right.

Otherwise, the overall picture remained unchanged: opinion-makers, higher income earners and convinced Europeans showed greater interest in this type of policy.

2.2.3. *What are its objectives?*

A new Objective, "the creation of new jobs", was added to the Community objectives for the least favoured regions. In terms of overall responses, this objective was the one most often cited (75%).

It was considered the most important objective in 14 of the 15 Member States, with Finland, Sweden and France ranked highest on the list.

Equal opportunities, which in 1992 took first place, dropped to second this year.

The creation of new jobs was the preferred choice in all socio-demographic classes (between 70% and 80%).

The need to create new jobs was directly proportional to the respondent's age, but inversely proportional to income and education levels and leadership qualities.

3. THE EUROPEAN REGIONAL DEVELOPMENT FUND (ERDF)

3.1. Awareness of ERDF activities

Awareness of the ERDF increased overall compared to 1992, although it is still relatively low.

Awareness of the Fund increased in recent years in nine States of the Twelve: Belgium and the Netherlands saw the greatest increase in awareness.

There is still room for improvement, especially in the States with the lowest scores.

As in 1992, awareness of the ERDF is not uniform across socio-demographic categories. The opinion-makers, high earners and well-educated are, once again, the best informed.

3.2. How does the ERDF publicize itself?

Radio and television remain the most important sources of information about the ERDF for people in twelve of the 15 Member States, although the figure has dropped appreciably since 1992 (67% as against 80%).

The press scores highly overall (61%) but the results vary significantly from one country to another.

Publicity billboards have little impact at Community level (15%), although this is not true of all countries. In two relatively poor countries, Portugal (37%) and Ireland (32%), the billboards are quite a widespread means of communication, but are still less widespread than radio, television or the press.

Information sources linked to benefits received personally or by other people (aid, jobs, advice, etc) are of relatively minor importance. As might be expected, the three new Member States of the Union record a lower score overall than the Twelve.

In sociological terms, opinion makers most frequently mention the written press as a source of information or, unlike 1992, radio and television. More of them have also benefited personally from the activities of the ERDF.

Publicity posters are more often mentioned by men, young people and high earners.

The role of the press increases in line with income levels and a favourable disposition towards the Union. The press is also more often mentioned by those who make use of local or regional information sources.

4. THE ROLE OF THE REGIONS IN COMMUNITY DECISION-MAKING

4.1. The influence of the regions on the Community's decision-making process

Interest in greater power for the regions at Community level is manifest.

This year also, three persons in four (77%) think that the regions should have a say in the way the Union is run. The accession of the three new Member States has brought no changes on that score,

despite the fact that the percentage of those favourably disposed to the Union is lower overall in those countries (71%).

The countries of southern Europe recorded the highest scores in this survey as regards decision-making from the bottom-up, while the smallest Member States were less in favour.

As in 1992, opinion formers and those favourably disposed to the Union were more often in favour of the proposal.

4.2. Awareness of the Committee of the Regions, and its powers

4.2.1. Awareness of the Committee

The Committee of the Regions, which was established by the Maastricht Treaty on European Union in 1992, is unknown to a large majority of Union citizens (67%). In the three new Member States, which acceded to the Union after the Committee was established, the percentage of those knowing nothing about it drops to 57%, probably because they heard tell of it as a Community body right from the start. Finland is the only country where more than half of the population has heard of the Committee.

As might be expected, those most open to and in favour of the Union were also the most aware of the changes, and thus, the best informed.

The regional media refer to the Committee more often than the national media.

4.2.2. The Committee's powers

A third of those who know about the Committee of the Regions think that it should have more power within the Community, while a second third (34%) have no hard and fast opinion in this regard. A quite high percentage in the "Don't know" category points to insufficient information on the tasks and actual functions of this body.

Those most in favour of granting the Committee more powers are found in the countries (Greece, France and Italy) which also feel that the regions should have a greater say at Community level.

The demographic breakdown between those who would like to see more power granted to the Committee, those who think it already has enough and those who don't know is much the same.

The highest concentration in favour of increasing the Committee's powers is seen among leaders, high income earners and those well disposed to the Union.

The largest number of undecideds is found among women, low income earners and those without leadership qualities.

5. THE INFORMATION SOURCES USED

5.1. Who reads what?

As was to be expected, most of those questioned said that they drew their information about Community issues from national television (64%). The other national media (radio, magazines, newspapers) are also more used than local or foreign media.

Whatever the source of information, the "frequency of use" index remains unchanged: the national media hold pride of place, followed by the local or regional media (which, in Europe as a whole, do not amount to even 20%), with foreign sources of information trailing far behind.

At Member State level, the trend is as described above, but each country has its own specific characteristics.

For example, television and local newspapers are most cited in northern European countries, while almost three quarters of Austrians mention national radio as an information source.

Lastly, 20% of Danes, Italians and Portuguese had not heard the Union mentioned in the period immediately preceding the survey.

In socio-demographic terms, the number of responses, and thus the level of information, increases as respondents' income, education and opinion-forming qualities improve.

Where individuals favour the Union and look upon it positively, they are more attentive to information about the Community and can thus mention more often the media that report such information.

6. AID FOR THE LEAST FAVOURED REGIONS AND THE POSSIBLE ACCESSION OF EASTERN AND CENTRAL EUROPEAN COUNTRIES TO THE EUROPEAN UNION

6.1. Reactions to the scenarios offered

If the former communist countries were to join the Union, two European citizens in four think that the least favoured regions should continue to be assisted, but that stricter criteria should be adopted. A third feel, on the contrary, that nothing should change, even if the costs associated with this aid have to rise.

Countries such as Greece, which currently receive significant Community aid, are most opposed to any changes.

The French are the most opposed to the accession of eastern-European countries (18% against).

All socio-demographic categories would like to see a change in the aid criteria that would limit the cost.

Higher income earners are the most in favour of amending the criteria and a high percentage of those opposed to the Union are also opposed to the accession of the former communist countries.

INTRODUCTION

Le sondage d'opinion analysé dans le présent rapport a été effectué dans le cadre de l'EUROBAROMETRE n° 43.1 bis, à la demande de la Direction générale des Politiques régionales de la Commission européenne (Unité F/2), entre le 19 mai et le 26 juin 1995, simultanément dans les quinze pays de l'Union européenne.

Les résultats exposés ici sont ceux d'un sondage d'opinion relatif au développement des régions les moins favorisées de l'Union européenne. Dans ce contexte, les concepts d'identification régionale et d'attachement à la région ainsi que le degré de connaissance et le rôle du Comité des Régions ont également fait l'objet d'une analyse.

Ce sondage s'inscrit dans le prolongement de l'enquête EUROBAROMETRE de même nature réalisée en automne 1991.

Dans chaque pays, ces questions ont été soumises à un échantillon représentatif de la population nationale âgée de 15 ans au moins. Au total, quelque 15.800 personnes ont été interrogées, soit, au minimum, 1.000 personnes par pays, sauf au Luxembourg (500), en Allemagne (2.000: 1.000 en Allemagne de l'Est et 1.000 en Allemagne de l'Ouest) et au Royaume-Uni (1.300: 1.000 en Grande-Bretagne et 300 en Irlande du Nord). (cf. fiche technique en annexe)

Il est opportun de préciser que les chiffres relatifs à l'Union européenne dans son ensemble, sont une moyenne pondérée des chiffres nationaux. Pour chaque pays, la pondération utilisée est la part de la population nationale de plus de 15 ans au sein de la population communautaire de plus de 15 ans.

Il convient de rappeler que, compte tenu des arrondis effectués, les sommes des pourcentages indiqués dans les tableaux peuvent, dans certains cas, donner un résultat légèrement différent de 100% (par exemple, 99% ou 101%).

Il se peut, dans d'autres cas, que les sommes des pourcentages dépassent 100%, dans la mesure où ils se réfèrent à des questions pour lesquelles la personne interrogée pouvait fournir plusieurs réponses.

Il importe aussi de préciser que, dans ce rapport, l'abréviation "SR" signifie "Sans Réponse" (i.e. "refus de répondre à la question posée") et l'abréviation "NSP", "Ne Sait Pas".

Dans les annexes sont reprises les explications nécessaires à la compréhension des principales variables socio-démographiques analysées.

1. LES RÉGIONS EN EUROPE

1. LES RÉGIONS EN EUROPE

1.1. L'identification régionale

Dans le cadre de la présente étude relative au développement des régions les moins favorisées de l'Union européenne (U.E.), il a été estimé opportun d'analyser également le concept de "région". En effet, bien que l'Europe élargisse actuellement ses frontières, la notion de région n'a perdu ni sa signification ni son intérêt et le degré d'identification régionale est encore très élevé.

C'est la raison pour laquelle nous avons décidé de demander aux citoyens ce qu'ils considéraient être leur région et quelle signification ils attribuaient à cette expression.

Comme on pouvait facilement le prévoir, les réponses ont été multiples, mais surtout différentes et spécifiques pour chaque pays. Pour rendre comparables les différentes réponses fournies dans chaque Etat, nous avons essayé de les classer selon la "Nomenclature des Unités Territoriales Statistiques (NUTS)" d'Eurostat.

Il faut rappeler que le niveau NUTS 1 représente une première subdivision à partir de l'ensemble du pays, que NUTS 2 constitue une division en zones de moindres dimensions et que NUTS 3 correspond à une nouvelle fragmentation du niveau précédent.

Tableau 1.1.

Correspondance entre les niveaux NUTS et les divisions administratives nationales

	NUTS 1		NUTS 2		NUTS 3	
B	Régions	3	Provinces	11	Arrondissements	43
DK		1		1	Amter	15
D	Länder	16	Regierungsbezirke	38	Kreise	445
GR	Groups of development regions	4	Development regions	13	Nomoi	51
E	Agrupación de comunidades autonomas	7	Comunidades autonomas + Ceuta y Mellila	17 + 1	Provincias + Ceuta y Mellila	50 + 2
F	Z.E.A.T. + DOM	8 + 1	Regions + DOM	22 + 4	Départements + DOM	96 + 4
IRL		1		1	Regional Authority Regions	8
I	Gruppi di Regioni	11	Regioni	20	Provinciae	103
L		1		1		1
NL	Landsdelen	4	Provincies	12	COROP regio's	40
A	Gruppen von Bundesländern	3	Bundesländer	9	Gruppen von Politischen Bezirken	35
P	Continente + Regiões autonomas	1 + 2	Commissaoes de Coordenação regional + Regiones autonomas	5 + 2	Grupos de Concelhos	30
SF	Manner-Suomi/Ahvenanmaa	2	Suuralueet	6	Maakunnat	19
S		1	Riksområden	8	Län	24
UK	Standard regions	11	Groups of Counties	35	Counties/Local authority regions	65
U.E.15		77		206		1031

Une analyse des réponses au niveau de chaque pays fait apparaître que dans 12 pays sur 15 la plupart des citoyens estiment que leur région est une zone plus petite que celle reprise dans la définition de NUTS 3. Parmi ces pays, l'identification régionale à des zones de superficie limitée est la plus forte en Grèce (83%), en Finlande (76%) et au Danemark (70%) tandis qu'elle est minime en Autriche (33%) et en Hollande (35%).

80% des Espagnols et 43% des Français estiment que leur région est une zone égale ou supérieure au niveau NUTS 2.

En Allemagne, les citoyens se répartissent en parts presque égales sur quatre niveaux. En effet, 21% d'entre eux estiment que leur région est une zone inférieure à NUTS 3, 22% pensent qu'elle représente une zone comprise entre NUTS 3 et NUTS 2, 19% entre NUTS 2 et NUTS 1, 23% entre NUTS 1 et le pays tout entier. On observe également que 11% des Allemands fournissent une définition qui ne peut être classée selon ces critères. Il s'agit du pourcentage le plus élevé au niveau européen.

Tableau 1.2 (1)
L'identification régionale

Question:		Les gens appellent souvent la partie du pays dans laquelle ils vivent, ou bien l'endroit où ils ont grandi, "leur région", la région à laquelle ils appartiennent. Veuillez me dire ce que vous considérez comme étant "votre région"?					
		(Non applicable au Luxembourg)					
A.	Toutes les régions, zones, surfaces plus petites que celles reprises dans la définition NUTS 3						
B.	Soit comme région NUTS 3 existante, au plus grande, mais pas égale / plus grande que NUTS 2						
C.	Soit comme région NUTS 2 existante, au plus grande, mais pas égale / plus grande que NUTS 1						
D.	Soit comme région NUTS 1 existante, au plus grande, mais pas le pays tout entier						
E.	Noms de ou combinaisons de pays						
F.	Toutes références à l'Europe						
G.	Ne peut classer						

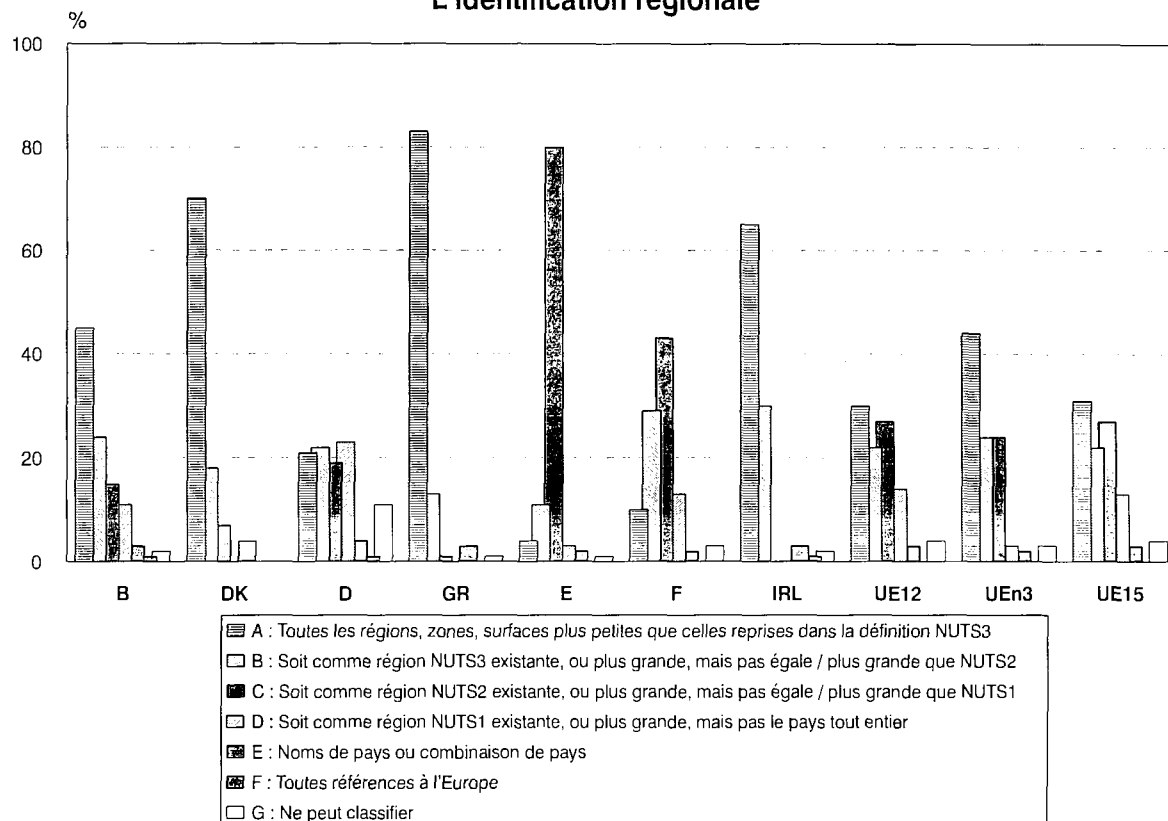
Les résultats sont exprimés en pourcentages calculés sur le nombre de réponses "valables" (c.à d "Ne sait pas" et "Sans réponse" exclus)

		A	B	C	D	E	F	G
Croisements selon les pays								
B	Belgique	45	24	15	11	3	1	2
DK	Danemark	70	18	7	0	4	0	0
	ex-RFA	20	20	22	21	5	1	12
	ex-RDA	21	32	5	30	2	0	10
D	Allemagne	21	22	19	23	4	1	11
GR	Grèce	83	13	1	0	3	0	1
E	Espagne	4	11	80	3	2	0	1
F	France	10	29	43	13	2	0	3
IRL	Irlande	65	30	0	0	3	1	2
I	Italie	46	26	13	9	3	1	3
L	Luxembourg							
NL	Pays-Bas	35	23	24	4	6	1	8
P	Portugal	41	30	25	3	1	0	0
UK	Royaume-Uni	44	16	13	24	2	0	1
	U.E.12	30	22	27	14	3	0	4
A	Autriche	33	32	23	0	5	1	7
S	Suède	35	21	36	5	0	0	2
SF	Finlande	76	19	3	1	1	0	0
	U.E. nouveaux 3	44	24	24	3	2	0	3
	U.E. 15	31	22	27	13	3	0	4

Seul un pourcentage minime (moins de 1%) de citoyens européens fait référence à l'Europe comme à la "région" à laquelle ils s'identifient.

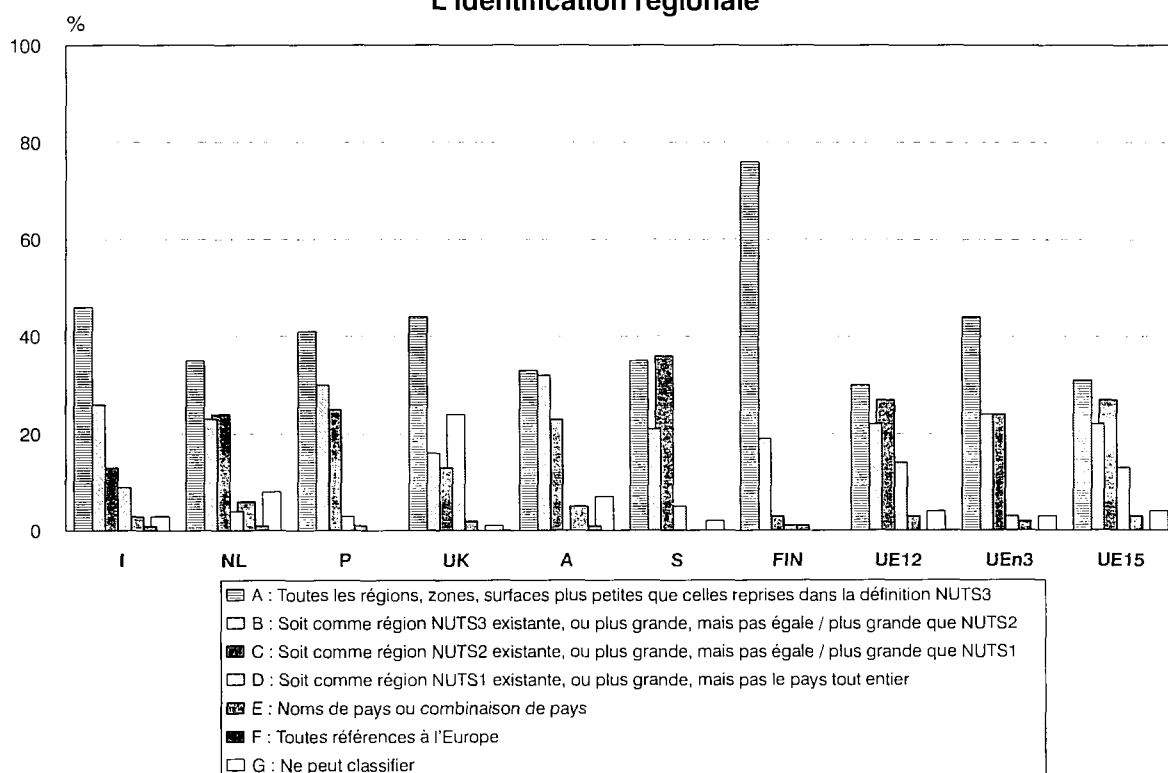
GRAPHIQUE 1.1(a) : LES REGIONS EN EUROPE

L'identification régionale



GRAPHIQUE 1.1(b) : LES REGIONS EN EUROPE

L'identification régionale



Au niveau de l'U.E.15, on peut affirmer que plus de 90% des personnes interrogées identifient leur région à une entité géographique d'une superficie inférieure à leur pays.

L'analyse de ces aspects sous l'angle socio-démographique permet de relever que les regroupements qui recueillent en général le plus grand nombre de citations sont les zones les plus petites, inférieures à NUTS 3, et les zones intermédiaires, comprises entre NUTS 2 et NUTS 1. Cette tendance s'observe dans toutes les variables socio-économiques analysées.

Une analyse plus détaillée permet d'affirmer que les hommes et les femmes ont une façon identique de percevoir la région qu'ils considèrent comme la leur.

Les personnes âgées de 25 à 54 ans identifient moins leur région à une zone de superficie moindre que les très jeunes et les plus âgés, mais se sentent plus intégrées qu'eux aux zones comprises entre NUTS 1 et l'ensemble du pays.

L'âge de fin d'études n'a qu'une incidence marginale sur la conception de "région d'appartenance", même si les personnes qui ont interrompu leurs études avant l'âge de 15 ans et celles qui étudient encore considèrent, de manière encore plus marquée que les individus qui ont étudié plus longtemps, que leur région est une zone inférieure à NUTS 3. En revanche, les personnes qui ont arrêté d'étudier après l'âge de 20 ans identifient davantage leur région à une zone inférieure à NUTS 1.

Tableau 1.2. (2)
L'identification régionale

	A	B	C	D	E	F	G
Croisements selon le sexe, l'âge, l'âge de fin d'étude.							
Hommes	30	22	27	13	3	1	4
Femmes	31	22	27	14	3	0	4
15 -24 ans	34	20	28	12	2	0	4
25 - 39 ans	29	21	29	14	3	0	4
40 - 54 ans	27	24	26	15	3	1	5
55 et plus	33	22	26	13	2	0	4
15 ans ou moins	34	22	27	12	2	0	3
16 - 19 ans	29	22	25	15	3	0	6
20 ans et plus	26	22	30	14	4	1	4
Encore étudiant	34	20	30	10	2	1	4
Croisements selon l'échelle politique harmonisée l'index de leadership							
Gauche	29	20	31	13	3	0	4
Centre	31	23	27	13	3	0	4
Droite	30	23	25	15	3	1	4
NSP/refus	34	20	25	12	2	0	6
Leadership ++	32	23	22	14	4	0	5
Leadership +	29	22	28	13	3	0	5
Leadership -	31	23	26	14	2	0	4
Leadership --	33	20	30	12	2	0	4
Croisements selon l'index d'attitude/UE attitude envers l'unification, attitude envers l'appartenance à l'Union européenne.							
Attitude positive/UE	31	21	26	14	3	1	4
Attitude ambivalente/UE	30	23	28	12	2	0	5
Attitude négative/UE	31	21	27	14	3	0	4
Pour l'unification	30	22	27	14	3	0	4
Contre l'unification	31	24	25	13	2	0	5
L'appartenance à l'UE est une bonne chose	31	21	26	14	3	1	4
L'appartenance à l'UE n'est ni une bonne chose, ni mauvaise	29	24	26	13	2	0	5
L'appartenance à l'UE est une mauvaise chose	29	20	32	13	2	0	3
Croisements selon le niveau de revenus, l'index d'urbanisation subjective							
Niveau de revenus ++	25	21	29	14	4	1	6
Niveau de revenus +	29	24	28	13	2	0	4
Niveau de revenus -	31	23	25	15	2	0	4
Niveau de revenus --	32	22	25	13	3	0	5
Rural/village	34	22	25	12	2	0	5
Petit ou moyen centre	28	23	28	13	3	0	4
Grand centre	29	20	28	16	3	1	4

Du point de vue politique, la plupart des personnes qui se définissent "de centre" ou "de droite" identifient leur région à une zone de dimensions limitées, tandis que la plupart des personnes "de gauche" s'identifient aux zones plus étendues mais inférieures à NUTS 1.

L'attitude à l'égard de l'U.E., l'approbation ou le refus de l'unification et la disposition envers l'appartenance à l'U.E. n'influencent pas la manière qu'ont les individus de percevoir leur région; il faut observer que, parmi les individus bien disposés à l'égard de l'U.E., certaines personnes citent l'Europe comme étant leur "région".

Le niveau de revenus semblerait en revanche influencer la manière des individus d'identifier leur région: les personnes dont le niveau de revenus est inférieur citent surtout les zones de moindres dimensions tandis que les personnes dont le revenu est moyen/élevé ou élevé citent les zones comprises entre NUTS 2 et NUTS 1.

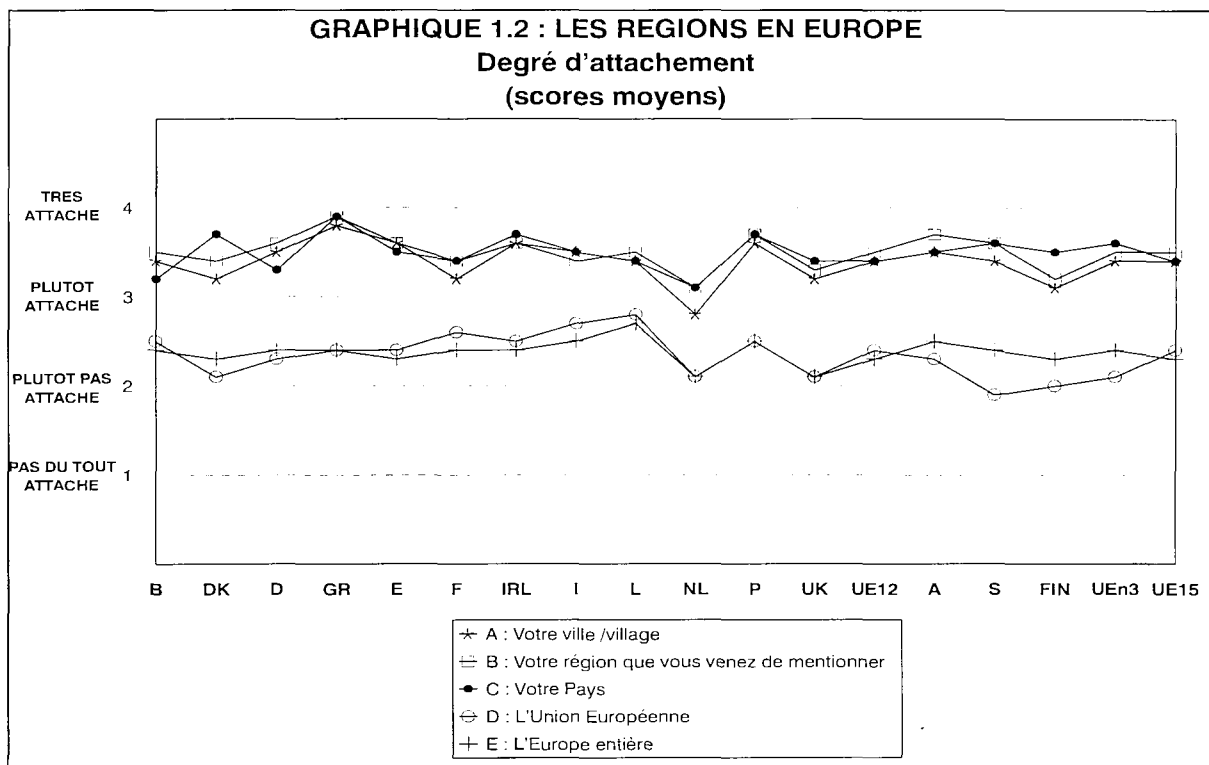
Contrairement à ce que l'on pourrait croire, les personnes qui utilisent des moyens de communication de masse nationaux ou étrangers identifient davantage leur région aux zones inférieures à NUTS 3 que les personnes qui utilisent des médias locaux/régionaux.

Tableau 1.2. (3)
L'identification régionale

	A	B	C	D	E	F	G
Croisement selon la source d'information							
Magazines/périodiques étrangers	31	18	28	8	9	1	7
Magazines/périodiques nationaux	30	23	26	12	4	0	5
Magazines/périodiques régionaux/locaux	24	26	24	16	3	0	6
Journaux étrangers	28	14	27	11	11	1	8
Journaux nationaux	32	22	27	13	3	0	4
Journaux régionaux/locaux	25	24	29	14	2	1	5
Radio étrangère	27	16	29	10	10	2	7
Radio nationale	28	23	30	13	3	1	3
Radio régionale/locale	25	22	27	15	3	1	6
Télévision étrangère	31	20	24	11	7	1	7
Télévision nationale	30	22	29	13	3	0	3
Télévision régionale /locale	24	23	28	16	2	1	6

1.2. Degré d'attachement

Cette année également, comme en 1992, on note aussi bien au niveau des Etats qu'au niveau de l'U.E., deux degrés d'attachement différents.



Dans tous les pays, on observe un degré d'attachement des individus à leur ville/région/pays plus élevé que le degré d'attachement à l'U.E. ou à l'Europe dans son ensemble. Dans aucun pays, en effet, à l'exception de la Hollande pour ce que les individus y considèrent comme étant "leur ville/village", le lien avec les entités inférieures ou égales à l'Etat ne descend en dessous du niveau "plutôt attaché", tandis que ce seuil n'est jamais dépassé lorsque l'on parle de lien avec l'Europe communautaire ou géographique.

Au niveau de chaque variable (attachement au village/ville, région, pays...), il existe des différences entre chaque pays et, au sein d'un même pays, entre les résultats de 1992 et ceux de cette année.

Une comparaison des résultats des deux enquêtes permet de noter que dans six pays (Belgique, France, Irlande, Italie, Luxembourg et Grèce) le degré d'attachement des individus à leur ville/village a augmenté, tandis que la Hollande, où la recherche précédente avait déjà mis en évidence le degré d'attachement le plus faible, le Danemark, l'Espagne et le Portugal enregistrent un affaiblissement de ce lien.

Malgré l'adhésion des trois nouveaux Etats membres, au niveau européen (U.E.15), le degré d'attachement des individus à leur village/ville (3.4) est resté inchangé par rapport à l'U.E. 12.

Au groupe de pays pour lesquels la recherche précédente avait déjà relevé le plus fort degré d'attachement se sont ajoutés cette année l'Irlande (3.6) et l'Autriche (3.5).

Cette année également, on enregistre en Hollande le degré d'attachement le moins fort (2.8), un niveau inférieur au faible 3.1 de la Finlande.

Tableau 1.3. (1)
Degré d'attachement

Question	
Les gens peuvent se sentir attachés à des degrés divers à leur ville/village, à leur région, à leur pays, à l'Union Européenne ou à l'Europe entière. Veuillez me dire dans quelle mesure vous vous sentez attaché à....?	
A.	Votre ville /village
B.	Votre région que vous venez de mentionner
C.	Votre pays
D.	L'Union européenne
E.	L'Europe entière

Les résultats sont exprimés comme scores moyens: très attaché (4,0), plutôt attaché (3,0), plutôt pas attaché (2,0), pas du tout attaché (1,0).

Croisements selon les pays

		A		B		C		D		E	
		1992	1995	1992	1995	1992	1995	1992	1995	1992	1995
B	Belgique	3,3	3,4	3,2	3,5	3,0	3,2	2,4	2,5	2,4	2,4
DK	Danemark	3,4	3,2	3,6	3,4	3,8	3,7	2,3	2,1	2,7	2,3
	ex-RFA	3,5	3,5	3,6	3,5	3,4	3,3	2,4	2,4	2,5	2,4
	ex-RDA	3,5	3,5	3,6	3,6	3,3	3,3	2,3	2,2	2,4	2,3
D	Allemagne	3,5	3,5	3,6	3,6	3,4	3,3	2,4	2,3	2,5	2,4
GR	Grèce	3,7	3,8	3,8	3,9	3,8	3,9	2,5	2,4	2,5	2,4
E	Espagne	3,7	3,6	3,7	3,6	3,5	3,5	2,7	2,4	2,6	2,3
F	France	3,1	3,2	3,3	3,4	3,4	3,4	2,6	2,6	2,5	2,4
IRL	Irlande	3,5	3,6	3,6	3,6	3,7	3,7	2,2	2,5	2,2	2,4
I	Italie	3,4	3,5	3,4	3,4	3,4	3,5	2,7	2,7	2,7	2,5
L	Luxembourg	3,3	3,4	3,5	3,5	3,5	3,4	2,6	2,8	2,6	2,7
NL	Pays-Bas	2,9	2,8	3,0	3,1	3,2	3,1	2,1	2,1	2,2	2,1
P	Portugal	3,7	3,6	3,7	3,7	3,7	3,7	2,5	2,5	2,3	2,5
UK	Royaume-Uni	3,2	3,2	3,4	3,3	3,5	3,4	2,2	2,1	2,2	2,1
	U.E.12	3,4	3,4	3,5	3,5	3,4	3,4	2,5	2,4	2,5	2,3
A	Autriche		3,5		3,7		3,5		2,3		2,5
S	Suède		3,4		3,6		3,6		1,9		2,4
SF	Finlande		3,1		3,2		3,5		2,0		2,3
	U.E. nouveaux 3		3,4		3,5		3,6		2,1		2,4
	U.E.15		3,4		3,5		3,4		2,4		2,3

Le degré d'attachement à la région d'appartenance est plus marqué chez les habitants de la Grèce (3.9), du Portugal (3.7) et de l'Autriche (3.7). Par région d'appartenance, on entend la région que la personne interrogée a précédemment indiqué comme étant "sa région".

Les citoyens européens les moins liés à leur région d'origine sont encore une fois les Hollandais et les Finlandais.

La Belgique est le pays où le lien des personnes interrogées avec leur région s'est le plus renforcé ces dernières années, en passant d'un score de 3.2 à 3.5.

Toujours en ce qui concerne le degré d'attachement des individus à leur région, l'entrée des trois nouveaux Etats n'a pas modifié le résultat global au niveau européen: 3.5 en 1992, 3.5 en 1995 aussi bien au niveau de l'U.E.12 que de l'U.E.15.

Les scores relatifs à l'attachement au pays sont du même ordre de grandeur que ceux que nous avons observé pour les deux variables précédentes.

Encore une fois, le plus fort attachement a été observé en Grèce (3.9), ensuite au Danemark, en Irlande et au Portugal (3.7).

En Belgique, en Italie et en Grèce, nous avons noté un renforcement du lien des citoyens avec leur pays, tandis que l'entrée de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède n'a pas apporté de changements au niveau de l'U.E.

Comme on pouvait sans doute le prévoir, compte tenu de leur adhésion récente à l'U.E., la Suède (1.9), la Finlande (2.0) et l'Autriche (2.3) occupent les dernières places dans le degré d'attachement à l'U.E., tandis que d'autres pays (le Royaume-Uni, la Hollande et le Danemark (2.1)) manifestent - comme c'était déjà le cas en 1992 - un certain désintérêt.

Au Luxembourg (2.8), en Belgique et en Irlande (2.5), le lien avec l'U.E. s'est renforcé, tandis qu'il est resté inchangé ou s'est affaibli dans les neuf autres pays. Ce fait est à l'origine d'une légère diminution du degré d'attachement global à l'U.E. (de 2.5 à 2.4) au niveau de l'U.E.12; le faible degré d'attachement qui caractérise les nouveaux pays a contribué à un résultat analogue au niveau de l'U.E.15 (2.4).

En ce qui concerne l'influence des critères socio-démographiques, on peut formuler les considérations suivantes.

Indépendamment du sexe et de l'espace géographique considéré, le degré d'attachement est homogène et il n'existe pas de changements significatifs par rapport à l'enquête précédente.

Cette année également, le degré d'attachement est fonction de l'âge: les personnes les plus âgées sont plus attachées que les plus jeunes.

En termes d'âge de fin d'études, on note, comme c'était déjà le cas en 1992, que les personnes dont le niveau de scolarisation est plus élevé ou celles qui étudient encore ont un lien moins étroit avec leur pays, région ou ville/village mais plus fort avec l'U.E ou avec l'Europe dans sa globalité.

Des considérations analogues peuvent être faites en ce qui concerne le niveau de revenus des personnes interrogées: les personnes dont les revenus sont plus élevés sont relativement moins attachées à leur ville/village, région ou pays que les personnes dont les revenus sont inférieurs, tandis que la situation s'inverse lorsqu'il s'agit du degré d'attachement à l'U.E. ou à l'Europe géographique.

En 1995 également, comme c'était déjà le cas en 1992, la différenciation en termes d'urbanisation, sur la base des déclarations subjectives, ne semble pas être particulièrement discriminante.

Tableau 1.3. (2)
Degré d'attachement

	A		B		C		D		E	
	1992	1995	1992	1995	1992	1995	1992	1995	1992	1995
Croisements selon le sexe, l'âge, l'âge de fin d'étude.										
Hommes	3,4	3,3	3,5	3,4	3,4	3,4	2,5	2,4	2,5	2,4
Femmes	3,4	3,4	3,5	3,5	3,4	3,5	2,4	2,3	2,4	2,3
15 -24 ans	3,3	3,3	3,4	3,3	3,3	3,2	2,5	2,4	2,5	2,3
25 - 39 ans	3,3	3,3	3,4	3,4	3,3	3,3	2,4	2,3	2,4	2,3
40 - 54 ans	3,4	3,4	3,5	3,5	3,4	3,5	2,5	2,4	2,5	2,4
55 et plus	3,5	3,5	3,6	3,6	3,6	3,6	2,5	2,4	2,5	2,3
15 ans ou moins	3,6	3,6	3,6	3,6	3,6	3,6	2,4	2,3	2,4	2,3
16 - 19 ans	3,3	3,3	3,4	3,4	3,4	3,4	2,4	2,3	2,4	2,3
20 ans et plus	3,2	3,2	3,4	3,3	3,3	3,4	2,6	2,5	2,6	2,5
Encore étudiant	3,3	3,3	3,3	3,3	3,3	3,2	2,6	2,4	2,6	2,4
Croisements selon l'échelle politique harmonisée l'index de leadership										
Gauche	3,4	3,3	3,5	3,4	3,3	3,3	2,5	2,4	2,5	2,4
Centre	3,3	3,4	3,5	3,5	3,4	3,4	2,5	2,4	2,5	2,3
Droite	3,4	3,4	3,5	3,5	3,5	3,5	2,5	2,3	2,4	2,3
NSP/refus	3,5	3,4	3,5	3,5	3,4	3,4	2,4	2,3	2,4	2,3
Leadership ++	3,4	3,4	3,5	3,5	3,4	3,4	2,7	2,6	2,7	2,6
Leadership +	3,3	3,4	3,4	3,5	3,4	3,4	2,5	2,4	2,5	2,4
Leadership -	3,4	3,4	3,5	3,5	3,4	3,4	2,4	2,3	2,4	2,3
Leadership --	3,4	3,4	3,5	3,5	3,4	3,4	2,3	2,2	2,3	2,2
Croisements selon l'index d'attitude/UE attitude envers l'unification, attitude envers l'appartenance à l'Union européenne.										
Attitude positive/UE	3,4	3,4	3,5	3,5	3,4	3,4	2,7	2,7	2,7	2,6
Attitude ambivalente/UE	3,4	3,4	3,5	3,5	3,4	3,4	2,1	2,2	2,1	2,1
Attitude négative/UE	3,2	3,4	3,4	3,5	3,4	3,5	1,5	1,6	1,7	1,7
Pour l'unification		3,4		3,5		3,4		2,6		2,5
Contre l'unification		3,3		3,5		3,4		1,8		1,9
L'appartenance à l'UE est une bonne chose		3,4		3,5		3,4		2,6		2,6
L'appartenance à l'UE n'est ni une bonne chose, ni mauvaise		3,4		3,5		3,4		2,2		2,1
L'appartenance à l'UE est une mauvaise chose		3,4		3,5		3,5		1,7		1,8
Croisements selon le niveau de revenus, l'index d'urbanisation subjective										
Niveau de revenus ++	3,3	3,3	3,4	3,4	3,4	3,4	2,5	2,5	2,5	2,5
Niveau de revenus +	3,3	3,4	3,5	3,5	3,4	3,4	2,5	2,4	2,5	2,4
Niveau de revenus -	3,4	3,4	3,5	3,5	3,5	3,4	2,4	2,3	2,4	2,3
Niveau de revenus --	3,5	3,4	3,5	3,5	3,5	3,5	2,4	2,3	2,4	2,3
Rural/village	3,4	3,4	3,5	3,5	3,4	3,5	2,4	2,4	2,4	2,3
Petit ou moyen centre	3,3	3,3	3,4	3,4	3,4	3,4	2,5	2,4	2,5	2,4
Grand centre	3,4	3,4	3,5	3,4	3,4	3,4	2,5	2,4	2,5	2,4

En ce qui concerne l'attitude à l'égard de l'U.E., on ne note plus les légères différences observées précédemment dans le degré d'attachement à la ville/village ou région entre les personnes qui ont une attitude positive et celles qui ont une attitude négative, tandis qu'une légère différenciation dans le degré d'attachement au pays a été observée: les personnes qui ont une attitude négative sont légèrement plus attachées.

L'attitude à l'égard de l'U.E. influence en revanche de manière significative le degré d'attachement à l'Union et à l'Europe dans son ensemble. Comme il fallait logiquement s'y attendre - et cela avait déjà été le cas en 1992 - les personnes qui ont une attitude positive sont celles dont le degré d'attachement est le plus élevé, tandis que celles qui ont une attitude ambivalente ou négative se révèlent toujours moins attachées à l'Europe, quelle que soit sa définition.

Le fait d'être favorable ou défavorable à l'unification européenne n'a pas d'incidence sur le degré d'attachement aux entités nationales mais constitue un facteur discriminant en ce qui concerne le lien avec l'U.E. ou l'Europe géographique: les partisans de l'unification ressentent plus fortement ce lien que les personnes qui y sont opposées.

Il en va de même pour l'opinion sur l'appartenance à l'U.E. Les individus qui estiment qu'elle est une bonne chose ont un attachement supérieur à l'U.E. ou à l'Europe dans son ensemble que ceux qui pensent qu'elle n'est ni une bonne, ni une mauvaise chose ou qu'elle est une mauvaise chose, tandis que l'on n'observe pas de différences entre ces trois groupes en ce qui concerne l'attachement aux zones géographiques de moindre importance.

Les idées politiques ne semblent avoir qu'une faible incidence sur le degré d'attachement. Cependant, les personnes de droite sont légèrement plus attachées à leur pays et relativement moins attachées à l'Europe.

En ce qui concerne les types de média (revues/périodiques, journaux, radio, chaînes de télévision) utilisés pour s'informer, on observe que les personnes qui préfèrent les médias régionaux/locaux se caractérisent par un degré d'attachement plus élevé à leur ville/village et région. Les personnes qui consomment des médias nationaux ont un degré d'attachement supérieur à leur pays tandis que celles qui utilisent des médias étrangers ont un attachement plus marqué que les autres pour l'U.E. et l'Europe géographique.

Tableau 1.3. (3)
Degré d'attachement

	A 1995	B 1995	C 1995	D 1995	E 1995
Croisement selon la source d'information					
Magazines/périodiques étrangers	3,1	3,2	3,2	2,7	2,7
Magazines/périodiques nationaux	3,3	3,4	3,4	2,6	2,6
Magazines/périodiques régionaux/locaux	3,5	3,5	3,4	2,5	2,5
Journaux étrangers	3,1	3,2	3,2	2,6	2,7
Journaux nationaux	3,3	3,4	3,4	2,5	2,5
Journaux régionaux/locaux	3,4	3,5	3,4	2,4	2,4
Radio étrangère	3,2	3,4	3,2	2,6	2,7
Radio nationale	3,3	3,5	3,5	2,5	2,5
Radio régionale/locale	3,4	3,5	3,4	2,5	2,5
Télévision étrangère	3,2	3,3	3,2	2,5	2,6
Télévision nationale	3,4	3,5	3,4	2,4	2,4
Télévision régionale /locale	3,4	3,5	3,4	2,5	2,4

En résumé, on peut donc affirmer que le degré d'attachement s'accroît avec l'âge, indépendamment de la zone géographique considérée.

Les personnes dont le niveau d'instruction ou de revenus est plus élevé sont légèrement plus attachées à l'U.E. ou à l'Europe et moins attachées aux niveaux nationaux ou inférieurs.

On peut en outre affirmer que les attitudes à l'égard de l'U.E., l'unification et l'appartenance à l'Union sont de bons indicateurs du degré d'attachement à l'U.E. ou à l'Europe toute entière.

2. LE DÉVELOPPEMENT DES RÉGIONS LES MOINS FAVORISÉES

2. LE DÉVELOPPEMENT DES RÉGIONS LES MOINS FAVORISÉES

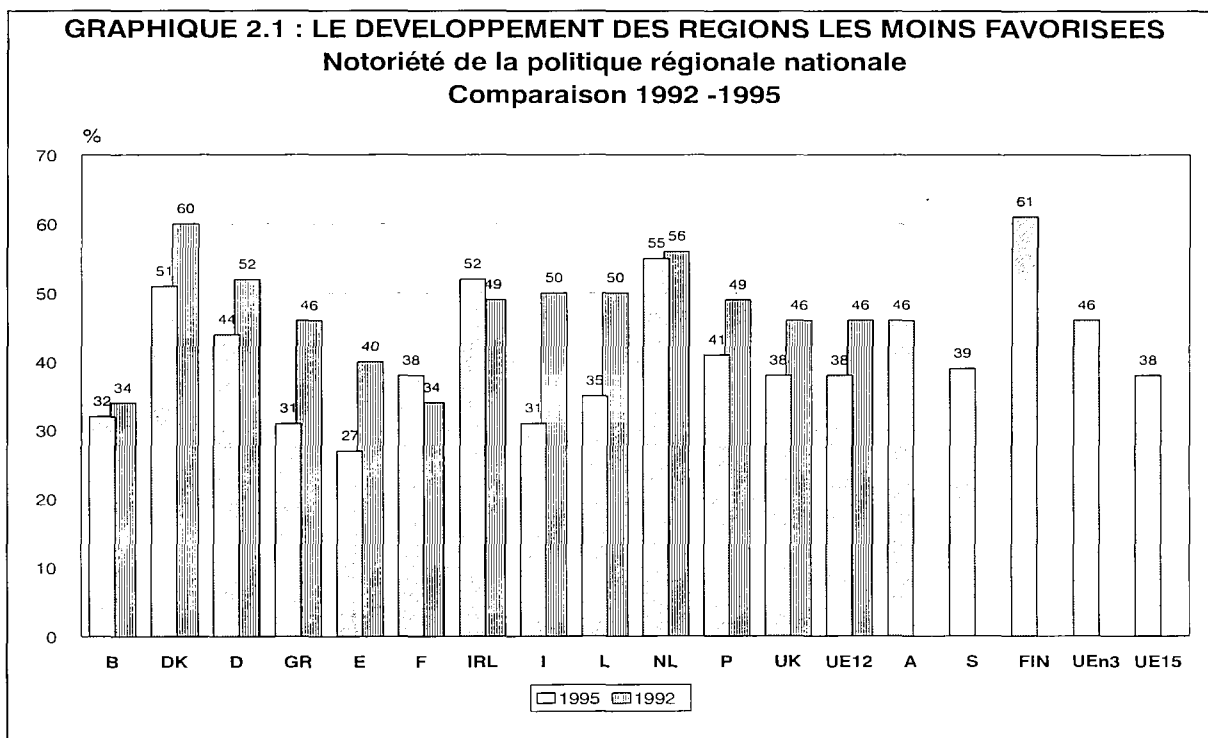
2.1. La politique nationale pour le développement des régions les moins favorisées

2.1.1. Sa notoriété

Le degré de connaissance des politiques nationales pour le développement des régions les moins favorisées a-t-il changé ?

On peut l'affirmer. En effet, aussi bien au niveau de l'U.E.15 qu'au niveau de l'U.E.12, seulement 38% des citoyens déclarent avoir connaissance de l'adoption de ce type de politique dans leur pays, contre 46% en 1992; le nombre de personnes qui l'ignorent totalement a légèrement augmenté (29% contre 26% en 1992), mais surtout le nombre d'individus qui n'ont pas d'idées précises à ce sujet a augmenté (34% contre 28% en 1992). Il en résulte que plus de 60% des Européens n'ont pas connaissance, de manière précise ou non, de l'existence de ce type de politique.

La baisse du taux de connaissance n'est pas due à l'adhésion des trois nouveaux pays.



Les Etats où l'on a enregistré la baisse la plus sensible du taux de connaissance par rapport à 1992 ont été: l'Italie et le Luxembourg (respectivement de 50% à 31% et de 50% à 35%), la Grèce (46%-31%) et l'Espagne (40%-27%).

La Finlande (61%), la Hollande (55%), l'Irlande (52%), le Danemark (51%) sont les pays où l'on observe la plus grande notoriété, tandis que les trois pays méditerranéens (Espagne, Italie et Grèce) et la Belgique (32%) sont les pays où les citoyens sont le moins informés à ce sujet.

Il faut relever que les citoyens qui n'ont pas d'idée précise en la matière (33% au niveau de l'U.E.15) sont, dans la quasi totalité des Etats, plus nombreux que ceux qui sont convaincus que leur pays n'a pas de politique pour le développement des régions les moins favorisées.

Tableau 2.1. (1)

Le développement des régions les moins favorisées:

Notoriété de la politique régionale nationale

Question	
(NOTRE PAYS) a-t-il ou non une politique pour le développement de ses régions les moins favorisées?	
A.	Oui
B.	Non
C.	Ne Sait Pas

Les résultats sont exprimés en pourcentages calculés sur la base totale

Croisements selon les pays		A		B		C	
		1992	1995	1992	1995	1992	1995
B	Belgique	34	32	24	28	43	40
DK	Danemark	60	51	20	25	20	24
	ex-RFA	52	46	17	20	31	34
	ex-RDA	51	37	23	28	25	35
D	Allemagne	52	44	18	22	30	34
GR	Grèce	46	31	34	51	20	18
E	Espagne	40	27	29	36	32	38
F	France	34	38	42	36	24	27
IRL	Irlande	49	52	23	19	28	29
I	Italie	50	31	26	30	25	39
L	Luxembourg	50	35	20	25	30	40
NL	Pays-Bas	56	55	17	16	27	30
P	Portugal	49	41	22	31	29	27
UK	Royaume-Uni	46	38	24	25	30	37
	UE12	46	38	26	29	28	34
A	Autriche		46		19		35
S	Suède		39		39		22
SF	Finlande		61		20		19
	UE nouveaux 3		46		28		26
	UE 15		38		28		33

Tableau 2.1. (2)
Le développement des régions les moins favorisées:
Notoriété de la politique régionale nationale

	A		B		C	
	1992	1995	1992	1995	1992	1995
Croisements selon le sexe, l'âge, l'âge de fin d'étude.						
Hommes	50	44	28	30	22	26
Femmes	42	33	25	27	34	40
15 -24 ans	42	35	24	27	34	38
25 - 39 ans	49	41	27	31	23	29
40 - 54 ans	50	43	28	29	23	28
55 et plus	42	35	25	27	32	38
15 ans ou moins	39	31	25	28	36	41
16 - 19 ans	47	39	28	28	26	32
20 ans et plus	58	48	26	31	16	22
Encore étudiant	45	41	26	26	30	34
Croisements selon l'échelle politique harmonisée l'index de leadership						
Gauche	46	40	30	32	24	28
Centre	47	39	25	28	28	33
Droite	52	43	23	27	25	29
NSP/refus	36	27	26	26	38	48
Leadership ++	58	50	30	31	12	19
Leadership +	50	43	27	28	23	29
Leadership -	44	37	24	29	31	34
Leadership - -	33	24	25	27	43	49
Croisements selon l'index d'attitude/UE attitude envers l'unification, attitude envers l'appartenance à l'Union européenne.						
Attitude positive/UE	52	45	25	27	23	28
Attitude ambivalente/UE	35	31	27	28	38	40
Attitude négative/UE	42	34	34	37	24	29
Pour l'unification		42		28		30
Contre l'unification		34		34		32
L'appartenance à l'UE est une bonne chose		44		27		29
L'appartenance à l'UE n'est ni une bonne chose, ni mauvaise		33		30		37
L'appartenance à l'UE est une mauvaise chose		33		37		30
Croisements selon le niveau de revenus, l'index d'urbanisation subjective						
Niveau de revenus ++	57	48	24	29	19	23
Niveau de revenus +	48	41	28	30	24	29
Niveau de revenus -	44	39	28	30	29	31
Niveau de revenus --	40	33	26	27	34	40
Rural/village	44	37	25	28	30	35
Petit ou moyen centre	47	40	26	28	28	32
Grand centre	47	39	28	29	25	32

Etant donné que la baisse du taux de connaissance enregistré au niveau des pays s'est également observée au niveau de chaque paramètre socio-démographique, on observe que:

- cette année également, les hommes sont plus informés que les femmes à propos des politiques régionales nationales.
- les jeunes âgés de 15 à 24 ans et les personnes âgées de plus de 55 ans sont, dans l'ensemble, les groupes les moins informés de cette réalité (35% contre 41-43% pour les classes d'âge moyen).
- les citoyens dotés d'une forte personnalité/apptitude au leadership connaissent davantage les politiques régionales nationales, mais sont surtout plus convaincus de leurs idées. En effet, comme c'était déjà le cas en 1992, le nombre d'indécis est inversement proportionnel aux capacités de leadership.
- en 1995 également, la notoriété de cette politique régionale nationale est directement proportionnelle à l'âge d'abandon des études et au niveau de revenus.
- la notoriété est plus prononcée chez les personnes dont l'attitude à l'égard de l'U.E. est positive, chez les personnes favorables à l'unification et chez celles qui estiment que l'appartenance à l'U.E. est une bonne chose.
- même parmi les individus qui se définissent de droite, le nombre de personnes qui connaissent cette politique semble plus élevé.
- au niveau de la typologie des médias "consommés", les personnes qui disposent de sources d'information étrangères sont généralement plus informées que celles qui utilisent des médias nationaux ou locaux.

Tableau 2.1. (3)
Le développement des régions les moins favorisées
Notoriété de la politique régionale nationale

	A 1995	B 1995	C 1995
Croisement selon la source d'information			
Magazines/périodiques étrangers	53	28	18
Magazines/périodiques nationaux	51	29	20
Magazines/périodiques régionaux/locaux	51	26	23
Journaux étrangers	56	24	19
Journaux nationaux	48	29	23
Journaux régionaux/locaux	49	28	23
Radio étrangère	48	26	25
Radio nationale	47	31	23
Radio régionale/locale	48	28	24
Télévision étrangère	52	28	20
Télévision nationale	43	29	28
Télévision régionale /locale	41	31	28

Tableau 2.2. (1)

Le développement des régions les moins favorisées:
Jugement sur la politique régionale nationale

Question:

(Posée uniquement aux personnes ayant dit avoir connaissance d'une politique régionale nationale pour le développement des régions les moins favorisées)

Approuvez-vous ou non la politique pour le développement des régions les moins favorisées de (NOTRE PAYS)?
Diriez-vous que vous...?

- A. Approuvez tout à fait
B. Approuvez assez
C. Désapprouvez assez
D. Désapprouvez tout à fait
E. Ne Sait Pas

Les résultats sont exprimés en pourcentages calculés sur la base totale

Croisements selon les pays

	A		B		C		D		E	
	1992	1995	1992	1995	1992	1995	1992	1995	1992	1995
B Belgique	27	28	55	57	6	9	3	2	10	4
DK Danemark	45	32	48	57	4	5	2	3	1	3
ex-RFA	53	48	43	46	2	3	0	1	1	3
ex-RDA	80	68	19	29	1	1	0	0	0	0
D Allemagne	59	51	38	43	1	3	0	1	1	2
GR Grèce	68	72	25	16	3	9	1	2	3	1
E Espagne	51	38	27	38	7	15	6	4	9	5
F France	45	38	42	49	8	6	2	2	3	6
IRL Irlande	60	57	33	35	3	4	2	2	2	2
I Italie	26	24	38	50	17	17	16	7	3	3
L Luxembourg	35	42	47	41	12	10	3	2	4	5
NL Pays-Bas	33	33	51	50	8	8	2	2	6	7
P Portugal	72	67	23	18	2	5	1	3	3	7
UK Royaume-Uni	48	39	41	49	6	6	1	4	4	2
UE12	47	43	38	47	7	8	4	3	3	3
A Autriche		60		32		3		2		3
S Suède		26		60		8		2		3
SF Finlande		29		61		7		1		3
UE nouveaux 3		39		52		6		2		3
UE 15		41		46		7		3		3

2.1.2. Comment est-elle perçue?

87% des Européens qui ont connaissance de la politique régionale de leur pays déclarent l'approuver. Si l'on ne prend en considération que l'Europe des 12, ce pourcentage s'élève à 90%, soit une augmentation de 5% par rapport à 1992. Il faut cependant observer que le nombre de citoyens qui l'approuvent tout à fait a légèrement diminué (de 47% à 43%).

Seulement 10% d'entre eux désapprouvent ce type de politique.

Ici également, les opinions changent d'un pays à l'autre, même si elles reflètent la tendance générale européenne.

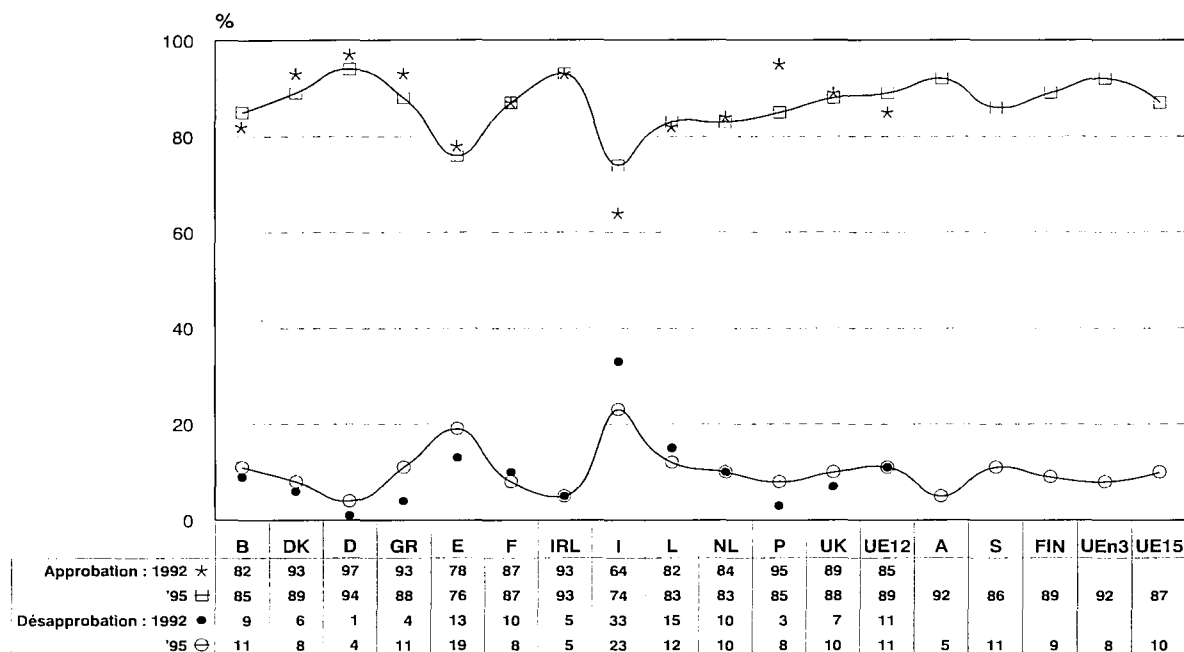
Il est opportun de rappeler que, comme c'était déjà le cas en 1992, la Grèce (72%) et le Portugal (67%) sont les pays où le taux d'approbation le plus élevé est atteint. A ces pays s'ajoute l'Autriche avec 60% de "j'approuve tout à fait".

Le taux total d'approbation est nettement inférieur - comme c'était déjà le cas en 1992 - en Italie (24%), en Belgique (28%) et dans les nouveaux Etats membres: la Suède (26%) et la Finlande (29%).

En outre, en Italie, le taux total de désapprobation est particulièrement élevé (24%). Le taux de désapprobation enregistré en Espagne est inférieur mais tout de même important (19%).

Si l'on prend en considération les deux niveaux d'approbation ("tout à fait", "assez"), on constate que les Allemands, les Autrichiens et les Irlandais sont les peuples les plus sensibles aux problèmes des régions les moins favorisées: ces trois pays atteignent des taux totaux d'approbation supérieurs à 92%. Même le Danemark (89%), la Grèce et le Royaume-Uni (88%) et la France (87%) sont particulièrement favorables à ces politiques de développement.

GRAPHIQUE 2.2 : LE DEVELOPPEMENT DES REGIONS LES MOINS FAVORISEES
Jugement de la politique régionale nationale
Comparaison 1992 -1995



La comparaison au niveau socio-démographique des résultats des deux études permet d'affirmer que le taux total d'approbation a augmenté ou est resté inchangé pour la quasi-totalité des aspects analysés. Cependant, la composition de cette approbation a changé: d'une manière générale, le nombre d'Européens qui approuvent tout à fait les politiques de développement a diminué tandis que le nombre de personnes qui sont "assez d'accord" avec ces politiques a augmenté.

Tableau 2.2. (2)

Le développement des régions les moins favorisées:

Jugement sur la politique régionale nationale

	A		B		C		D		E	
	1992	1995	1992	1995	1992	1995	1992	1995	1992	1995
Croisements selon le sexe, l'âge, l'âge de fin d'étude.										
Hommes	48	41	38	44	7	8	5	3	3	3
Femmes	46	41	39	47	7	7	4	2	4	4
15 -24 ans	45	38	41	47	7	8	4	3	4	5
25 - 39 ans	42	39	41	48	8	9	4	3	4	3
40 - 54 ans	46	42	39	45	7	7	5	4	3	3
55 et plus	54	44	34	43	5	6	4	3	3	4
15 ans ou moins	51	44	34	41	5	8	5	4	4	3
16 - 19 ans	45	43	41	44	8	6	3	3	3	3
20 ans et plus	44	37	40	52	7	7	5	2	3	3
Encore étudiant	45	36	39	48	7	11	5	2	4	4
Croisements selon l'échelle politique harmonisée l'index de leadership										
Gauche	47	42	36	44	10	8	4	3	3	3
Centre	49	42	39	46	5	7	4	2	3	3
Droite	47	40	40	46	6	7	4	4	3	3
NSP/refus	43	40	39	47	7	7	6	2	5	4
Leadership ++	53	48	34	39	6	8	4	3	2	2
Leadership +	46	40	41	47	7	7	4	2	3	3
Leadership -	46	39	37	48	8	7	4	3	4	4
Leadership - -	45	40	39	44	4	8	7	5	5	4
Croisements selon l'index d'attitude/UE attitude envers l'unification, attitude envers l'appartenance à l'Union européenne.										
Attitude positive/UE	49	43	36	46	7	6	4	2	3	3
Attitude ambivalente/UE	42	39	43	45	8	9	4	3	4	5
Attitude négative/UE	39	34	46	46	5	10	6	9	4	1
Pour l'unification		42		46		7		2		3
Contre l'unification		37		46		9		5		3
L'appartenance à l'UE est une bonne chose		43		46		6		2		3
L'appartenance à l'UE n'est ni une bonne chose, ni mauvaise		37		47		9		3		3
L'appartenance à l'UE est une mauvaise chose		36		45		10		8		2
Croisements selon le niveau de revenus, l'index d'urbanisation subjective										
Niveau de revenus ++	51	43	38	48	6	6	2	3	3	3
Niveau de revenus +	50	45	39	43	4	8	3	4	3	2
Niveau de revenus -	44	44	42	47	7	7	4	3	4	4
Niveau de revenus --	51	44	37	46	6	7	4	3	2	3
Rural/village	49	47	37	44	7	6	5	3	3	4
Petit ou moyen centre	46	38	40	47	7	9	4	3	3	3
Grand centre	46	44	39	47	7	7	4	3	4	4

Le sexe ne semble pas influencer le jugement à ce sujet tandis que l'âge est un facteur plus discriminant: les personnes âgées de plus de 55 ans approuvent dans une plus large mesure les politiques régionales que les plus jeunes. La différence de taux d'approbation entre les groupes d'âge est moins prononcée qu'en 1992.

En termes de leadership d'opinion, comme c'était déjà le cas en 1992, les individus qui ont les meilleures potentialités ont fourni les réponses les plus décidées en ce qui concerne l'approbation totale.

L'âge de fin d'études et le niveau de revenus n'ont pas d'incidence particulièrement significative sur l'approbation des politiques régionales.

Au contraire, une attitude favorable à l'U.E., à l'unification ou à l'appartenance à l'Union contribue davantage à la formulation d'opinions positives. Cette année également, les personnes qui ont une opinion négative de l'U.E., tout en étant globalement d'accord sur les politiques régionales, sont moins catégoriques dans leur jugement.

Indépendamment de l'opinion politique déclarée, l'approbation de ces politiques régionales est presque unanime.

Même le fait d'habiter dans une grande ville ou dans un petit centre ne modifie pas le jugement global sur les politiques de développement des régions les moins favorisées.

La source d'information semblerait, en revanche, constituer un facteur discriminant dans l'évaluation de ce type de politique: les lecteurs/utilisateurs de médias locaux approuvent en général de manière plus résolue que les personnes qui utilisent des médias nationaux étrangers, même si le taux d'approbation est globalement homogène.

Tableau 2.2. (3)

Le développement des régions les moins favorisées:

Jugement sur la politique régionale nationale

Croisement selon la source d'information	A	B	C	D	E
	1995	1995	1995	1995	1995
Magazines/périodiques étrangers	32	50	11	2	6
Magazines/périodiques nationaux	39	48	8	3	3
Magazines/périodiques régionaux/locaux	48	44	4	3	1
Journaux étrangers	33	54	7	2	3
Journaux nationaux	40	47	8	3	3
Journaux régionaux/locaux	43	46	7	2	3
Radio étrangère	41	51	4	3	1
Radio nationale	43	45	7	2	3
Radio régionale/locale	49	41	7	2	2
Télévision étrangère	36	52	7	2	3
Télévision nationale	42	46	7	3	3
Télévision régionale /locale	48	41	6	2	2

Tableau 2.3. (1)
Le développement des régions les moins favorisées
Intérêt potentiel de la politique régionale nationale

Question:	
(Posée aux personnes n'ayant pas connaissance d'une politique régionale nationale pour le développement des régions les moins favorisées)	
A votre avis, (NOTRE PAYS) devrait-il ou non avoir une politique pour le développement de ses régions les moins favorisées?	
A.	Oui
B.	Non
C.	Ne Sait Pas

Les résultats sont exprimés en pourcentages calculés sur la base totale

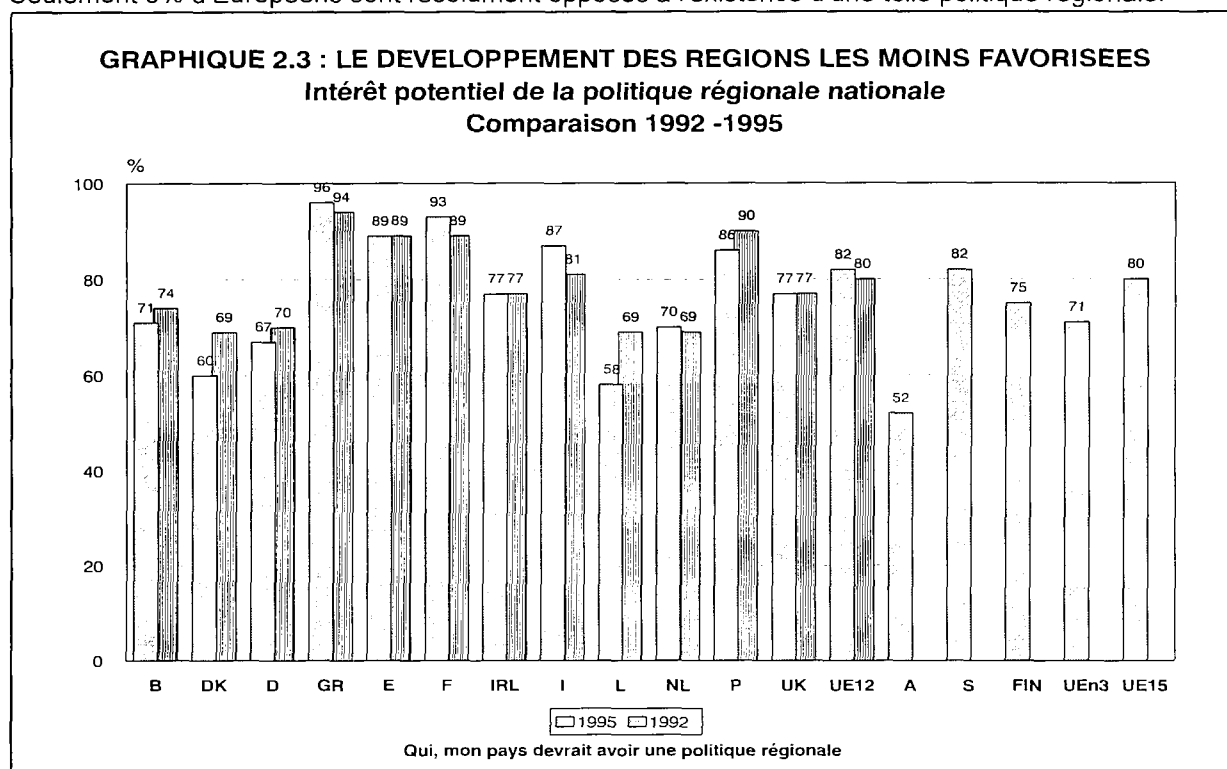
Croisements selon les pays

		A		B		C	
		1992	1995	1992	1995	1992	1995
B	Belgique	74	71	6	9	20	18
DK	Danemark	69	60	19	24	9	15
	ex-RFA	66	62	8	10	25	24
	ex-RDA	85	82	3	2	8	13
D	Allemagne	70	67	7	8	22	22
GR	Grèce	94	96	1	1	6	3
E	Espagne	89	89	2	2	9	9
F	France	89	93	2	3	9	5
IRL	Irlande	77	77	4	2	19	20
I	Italie	81	87	6	2	14	11
L	Luxembourg	69	58	9	12	23	30
NL	Pays-Bas	69	70	8	9	23	22
P	Portugal	90	86	1	2	9	11
UK	Royaume-Uni	77	77	8	7	15	15
	UE12	80	82	5	5	14	13
A	Autriche		52		12		36
S	Suède		82		8		11
SF	Finlande		75		8		17
	UE nouveaux 3		71		9		20
	UE 15		80		5		13

2.1.3. Son intérêt potentiel

80% des Européens qui n'ont pas connaissance (ou qui n'ont pas d'idée précise) de l'adoption d'une politique régionale par leurs pays respectifs pensent que ce type d'approche devrait exister. Le même taux de réponses affirmatives a été observé en 1992 pour l'U.E.12. Cette année, au niveau des 12, le taux est légèrement plus élevé (82%), tandis qu'il tombe à 71% au niveau des trois nouveaux Etats membres.

Seulement 5% d'Européens sont résolument opposés à l'existence d'une telle politique régionale.



Au niveau de chaque pays, les citoyens les plus intéressés par ce type de politique sont encore les Grecs (96%, +3% par rapport à 1992), les Français (93%, +4%), les Espagnols (89%) et les Italiens (87%, +6%). Même le Portugal (86%), quoique dans une mesure inférieure par rapport à 1992, et la Suède (82%) se révèlent plus sensibles au problème.

Des pays comme le Luxembourg, l'Allemagne et le Danemark, dont la recherche précédente avait déjà établi qu'ils manifestaient un intérêt moindre pour ces problèmes, enregistrent une nouvelle diminution du nombre de réponses positives. Ils passent en effet respectivement de 69% à 58%, de 70% à 67% et de 69% à 60%. Parmi les Etats dont l'adhésion est récente, l'Autriche (52%) est le pays qui ressent le moins la nécessité de ce type de politique.

Le Danemark, l'Autriche et le Luxembourg sont également les pays dont les citoyens s'opposent le plus à ce type de politique; au Danemark, parmi les personnes qui n'ont pas connaissance de l'existence de politiques régionales, un citoyen sur quatre est opposé à leur éventuelle adoption.

Cette année également, on observe un taux d'indécision élevé dans les pays qui manifestent un intérêt moindre (Luxembourg, Allemagne, Autriche, Hollande). Cela signifie donc que cette diminution d'intérêt ne se traduit pas nécessairement par un refus systématique d'une politique de développement des régions.

Tableau 2.3. (2)

Le développement des régions les moins favorisées:

Intérêt potentiel de la politique régionale nationale

	A		B		C	
	1992	1995	1992	1995	1992	1995
Croisements selon le sexe, l'âge, l'âge de fin d'étude.						
Hommes	83	83	5	6	11	10
Femmes	78	79	5	5	17	16
15 -24 ans	80	80	5	7	15	13
25 - 39 ans	83	83	5	5	12	11
40 - 54 ans	82	81	6	6	13	12
55 et plus	78	78	5	4	17	16
15 ans ou moins	78	79	5	4	17	16
16 - 19 ans	80	79	5	6	15	14
20 ans et plus	86	84	5	6	8	9
Encore étudiant	85	83	4	5	11	12
Croisements selon l'échelle politique harmonisée l'index de leadership						
Gauche	82	86	5	4	13	9
Centre	82	80	5	5	14	14
Droite	81	78	6	8	13	13
NSP/refus	75	75	6	4	18	20
Leadership ++	90	87	3	5	6	7
Leadership +	84	83	4	5	11	11
Leadership -	79	81	6	5	15	12
Leadership - -	73	73	6	5	21	20
Croisements selon l'index d'attitude/UE attitude envers l'unification, attitude envers l'appartenance à l'Union européenne.						
Attitude positive/UE	86	85	4	4	10	11
Attitude ambivalente/UE	72	77	7	6	21	17
Attitude négative/UE	80	78	9	11	11	11
Pour l'unification		84		4		11
Contre l'unification		76		9		14
L'appartenance à l'UE est une bonne chose		84		4		11
L'appartenance à l'UE n'est ni une bonne chose, ni mauvaise		80		6		13
L'appartenance à l'UE est une mauvaise chose		79		10		11
Croisements selon le niveau de revenus,						
Niveau de revenus ++	85	85	5	6	9	9
Niveau de revenus +	81	84	5	5	13	11
Niveau de revenus -	83	82	4	5	13	13
Niveau de revenus --	76	78	6	6	18	15

En termes socio-démographiques, on constate que:

- comme c'était déjà le cas en 1992, l'intérêt est un peu plus élevé chez les hommes (83%) que chez les femmes (79%) et chez les personnes âgées de 25 à 54 ans que dans les autres groupes d'âge.
- même si le phénomène est moindre par rapport à l'enquête précédente, l'intérêt pour la politique régionale augmente de manière significative avec les potentialités de leadership d'opinion. En effet, 83% des "leaders" sont intéressés contre seulement 73% des "non-leaders". Le taux d'indécision diminue également à mesure qu'augmentent les aptitudes en matière de leadership. Parmi les "leaders d'opinion", on n'observe en effet que 7% d'indécis contre 20% chez les personnes dont les aptitudes au leadership sont moins marquées.
- les différences observées au niveau de l'âge de fin d'études sont moins prononcées qu'en 1992. Cette année également, les personnes qui sont encore aux études (83%) ou qui ont un niveau d'instruction plus élevé (84%) sont plus favorables aux politiques régionales que les personnes qui ont terminé leur études plus tôt (79%). Cependant, dans ces deux premiers groupes, le nombre d'individus opposés aux politiques régionales et le nombre d'indécis ont augmenté.
- l'analyse des résultats en fonction du niveau de revenus permet de relever que pour la quasi-totalité des niveaux de revenus, le nombre de personnes favorables à ce type de politique a augmenté et que le nombre d'indécis a diminué.
- les personnes qui ont une attitude positive à l'égard de l'U.E. ont tendance à être plus favorables (85%-84%-84%) aux politiques régionales que les personnes qui ont une attitude négative (78%-76%-79%) ou qui sont indécises (77%-80%). L'indécision à l'égard de l'U.E. se traduit également par une plus grande indécision à l'égard de ces politiques de développement (17%-13%).

Contrairement à ce qui avait été observé en 1992, alors que les idées politiques n'influençaient pas l'attitude à l'égard des politiques régionales, cette année, les personnes de gauche sont plus favorables (86%) ou moins indécises (9%) que les personnes de droite (respectivement 78% - 13%).

Les personnes qui tirent leurs informations de médias locaux ou nationaux sont plus favorables aux politiques régionales que les personnes qui utilisent des moyens de communication étrangers. Il est à noter que 20% des individus qui écoutent des radios étrangères sont indécis.

Tableau 2.3. (3)

Le développement des régions les moins favorisées:
Intérêt potentiel de la politique régionale nationale

	A 1995	B 1995	C 1995
Croisement selon la source d'information			
Magazines/périodiques étrangers	80	9	12
Magazines/périodiques nationaux	84	5	10
Magazines/périodiques régionaux/locaux	84	7	7
Journaux étrangers	80	9	11
Journaux nationaux	86	5	8
Journaux régionaux/locaux	86	5	8
Radio étrangère	69	11	20
Radio nationale	86	5	8
Radio régionale/locale	85	5	8
Télévision étrangère	79	7	13
Télévision nationale	86	5	9
Télévision régionale /locale	86	5	8

Lorsqu'elle est connue, la politique nationale pour le développement des régions les moins favorisées est appréciée par la grande majorité des citoyens dans tous les pays. La Grèce et le Portugal sont les pays où le degré d'approbation est sensiblement supérieur à la moyenne européenne.

Au niveau des sous-populations, il semblerait que le fait d'avoir une attitude globalement favorable à l'U.E. ou l'utilisation de sources d'informations locales contribuent à la formulation d'opinions positives.

Lorsque cette politique n'est pas connue, la grande majorité des citoyens dans tous les Etats estime que leur pays devrait s'en doter. Le "souhait" de se doter de ce type de politique est nettement plus marqué dans l'U.E.¹⁵, en Grèce, en France et en Espagne. Les Etats où cette exigence est ressentie dans une mesure nettement moindre sont l'Autriche, le Luxembourg et le Danemark. L'adhésion des trois nouveaux Etats membres n'a pas réduit, au niveau de l'U.E., le taux de réponses affirmatives.

Ici également, on peut souligner que, comme en 1992, l'intérêt pour ces politiques est plus accentué dans certains sous-groupes comme les leaders d'opinion et les personnes dont le niveau de revenus ou d'instruction est plus élevé. Egalement chez les personnes de gauche ou celles dont l'attitude à l'égard de l'U.E. est positive, on enregistre les taux d'approbation les plus élevés.

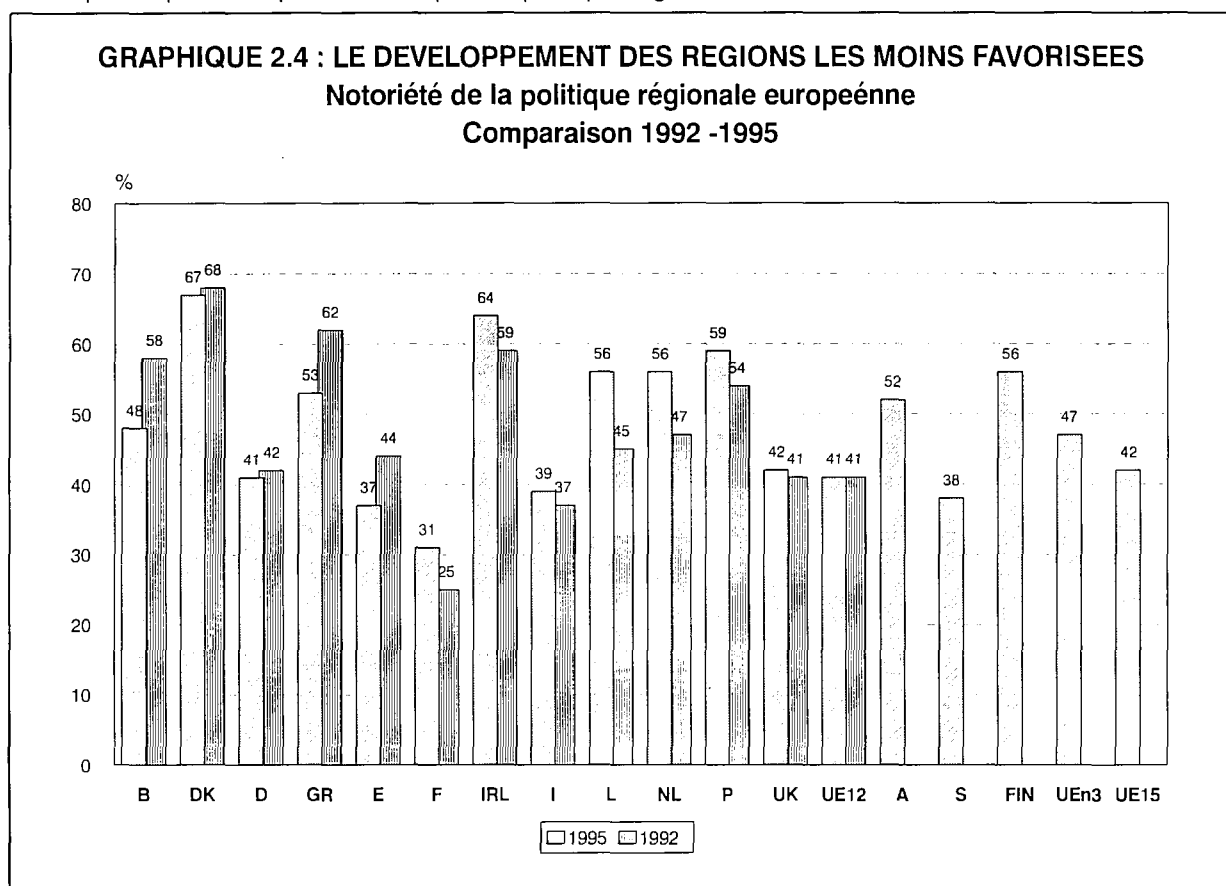
2.2. La politique communautaire pour le développement des régions les moins favorisées

2.2.1. Sa notoriété

Cette année également, aussi bien au niveau de l'U.E.15 que de l'U.E.12, quatre Européens sur dix affirment avoir connaissance d'une politique communautaire en faveur des régions les moins développées.

L'adhésion récente des trois nouveaux Etats n'a donc presque pas modifié le résultat global qui est passé de 41% à 42%.

Un nombre tout aussi élevé de citoyens (43%) n'a pas d'idées précises à ce propos, tandis que 15% d'Européens pensent que l'U.E. n'a pas de politique régionale.



Le Danemark (67%) et l'Irlande (64%) sont encore les pays où la notoriété de ce type de politique est la plus élevée.

Les plus fortes augmentations du taux de notoriété sont enregistrées au Luxembourg (de 45% à 56%) et en Hollande (de 47% à 56%).

La Belgique (de 58% à 48%) et la Grèce (de 62% à 53%) enregistrent en revanche les différences négatives les plus sensibles par rapport à l'enquête précédente. Malgré la forte augmentation enregistrée (+6 points), la France (31%) reste l'Etat où la politique régionale européenne est la moins connue.

Tableau 2.4. (1)

Le développement des régions les moins favorisées:
Notoriété de la politique régionale européenne

Question:	
L'Union européenne a-t-elle ou non une politique pour aider les régions les moins favorisées de ses pays membres?	
A.	Oui
B.	Non
C.	Ne Sait Pas

Les résultats sont exprimés en pourcentages calculés sur la base totale

Croisements selon les pays

		A		B		C	
		1992	1995	1992	1995	1992	1995
B	Belgique	58	48	11	14	31	38
DK	Danemark	68	67	9	14	23	19
	ex-RFA	42	42	12	13	46	45
	ex-RDA	41	38	11	12	47	50
D	Allemagne	42	41	12	12	46	46
GR	Grèce	62	53	10	22	28	25
E	Espagne	44	37	14	18	42	45
F	France	25	31	31	30	44	39
IRL	Irlande	59	64	8	6	33	30
I	Italie	37	39	12	10	52	51
L	Luxembourg	45	56	18	14	38	31
NL	Pays-Bas	47	56	12	12	41	33
P	Portugal	54	59	9	13	37	28
UK	Royaume-Uni	41	42	12	11	47	48
	UE12	41	41	15	15	45	44
A	Autriche		52		10		38
S	Suède		38		28		35
SF	Finlande		56		17		27
	UE nouveaux 3		47		19		34
	UE 15		42		16		43

Parmi les pays dont l'adhésion est récente, signalons la Finlande pour son degré de connaissance élevé (56%) des politiques régionales européennes et la Suède pour son niveau particulièrement bas (38%).

Le nombre élevé d'Européens sans opinion (43% au niveau de l'U.E.15 et un pourcentage encore plus élevé en Italie, au Royaume-Uni, en Allemagne et en Espagne) est probablement l'indice d'une mauvaise communication au niveau du citoyen ordinaire.

Tableau 2.4. (2)

Le développement des régions les moins favorisées:

Notoriété de la politique régionale européenne

	A		B		C	
	1992	1995	1992	1995	1992	1995
Croisements selon le sexe, l'âge, l'âge de fin d'étude.						
Hommes	47	49	15	17	38	34
Femmes	34	34	15	14	51	51
15 -24 ans	39	40	13	15	49	45
25 - 39 ans	42	44	15	17	44	39
40 - 54 ans	44	47	16	16	40	37
55 et plus	38	36	16	14	46	49
15 ans ou moins	35	34	15	15	51	51
16 - 19 ans	39	41	16	17	44	43
20 ans et plus	53	54	15	15	32	31
Encore étudiant	43	45	10	15	47	41
Croisements selon l'échelle politique harmonisée l'index de leadership						
Gauche	42	45	17	17	41	38
Centre	43	42	15	15	43	43
Droite	45	45	14	16	42	40
NSP/refus	29	30	14	14	57	56
Leadership ++	57	56	14	15	29	29
Leadership +	44	47	15	15	40	39
Leadership -	38	39	15	16	47	45
Leadership - -	28	27	14	16	58	57
Croisements selon l'index d'attitude/UE attitude envers l'unification, attitude envers l'appartenance à l'Union européenne.						
Attitude positive/UE	46	50	13	13	40	37
Attitude ambivalente/UE	30	33	17	17	53	50
Attitude négative/UE	37	33	22	25	42	42
Pour l'unification		47		14		39
Contre l'unification		35		23		42
L'appartenance à l'UE est une bonne chose		49		13		38
L'appartenance à l'UE n'est ni une bonne chose, ni mauvaise		35		18		47
L'appartenance à l'UE est une mauvaise chose		34		24		41
Croisements selon le niveau de revenus, l'index d'urbanisation subjective						
Niveau de revenus ++	49	53	14	16	37	31
Niveau de revenus +	43	45	17	17	40	38
Niveau de revenus -	41	41	14	18	45	41
Niveau de revenus --	34	33	15	15	51	51

Sur le plan socio-démographique, les différences enregistrées au sein des sous-classes sont nombreuses.

Les hommes (49%) sont nettement plus informés que les femmes (34%).

Les plus jeunes et les plus âgés ont une connaissance moindre de ce type de politique que les personnes âgées de 25 à 54 ans.

Le degré d'instruction et le niveau de revenus ont également une incidence sur la notoriété: comme c'était déjà le cas en 1992, les plus riches et les plus instruits sont plus informés de l'existence des politiques régionales européennes.

Comme c'était déjà le cas pour la politique régionale nationale, la notoriété des politiques communautaires est nettement plus marquée chez les personnes dotées de capacités de leadership et celles qui sont plus ouvertes et positives à l'égard de l'Union européenne.

Si les idées politiques n'ont aucune incidence dans ce contexte, le fait d'habiter dans un petit centre ou dans une grande ville a une incidence sur le type de réponse: les individus qui habitent en ville sont plus informés, probablement en raison d'un accès plus facile aux moyens de communication.

Le degré de connaissance des politiques communautaires en faveur des régions les moins favorisées est également fonction du type de média utilisé: il semblerait que les médias à diffusion supranationale donnent plus d'informations sur les initiatives prises par la Communauté dans ce secteur que les moyens de communication locaux.

Tableau 2.4. (3)

Le développement des régions les moins favorisées:

Notoriété de la politique régionale européenne

	A 1995	B 1995	C 1995
Magazines/périodiques régionaux/locaux	51	16	33
Journaux étrangers	67	11	22
Journaux nationaux	55	15	31
Journaux régionaux/locaux	51	17	32
Radio étrangère	65	14	21
Radio nationale	53	18	30
Radio régionale/locale	50	17	34
Télévision étrangère	64	16	20
Télévision nationale	47	16	37
Télévision régionale /locale	45	17	38

Dans chaque sous-classe analysée, le pourcentage d'individus qui n'ont pas connaissance des politiques européennes en faveur des régions les moins développées tourne constamment autour des 15%. On observe en revanche que les catégories qui regroupent un faible pourcentage de personnes informées sont celles où l'on enregistre les taux d'indécis et de "sans opinion" les plus élevés.

En synthèse, on peut affirmer, comme c'était déjà le cas en 1992, qu'il existe un certain parallélisme entre la notoriété de la politique nationale (38%) et celle de la politique européenne (42%). Cependant, si le rapport entre les individus qui sont informés et ceux qui ne le sont pas est resté inchangé au niveau européen, on a enregistré, au niveau des politiques nationales régionales, une baisse de la notoriété et une augmentation des réponses négatives et, surtout, du nombre de personnes qui se déclarent sans opinion.

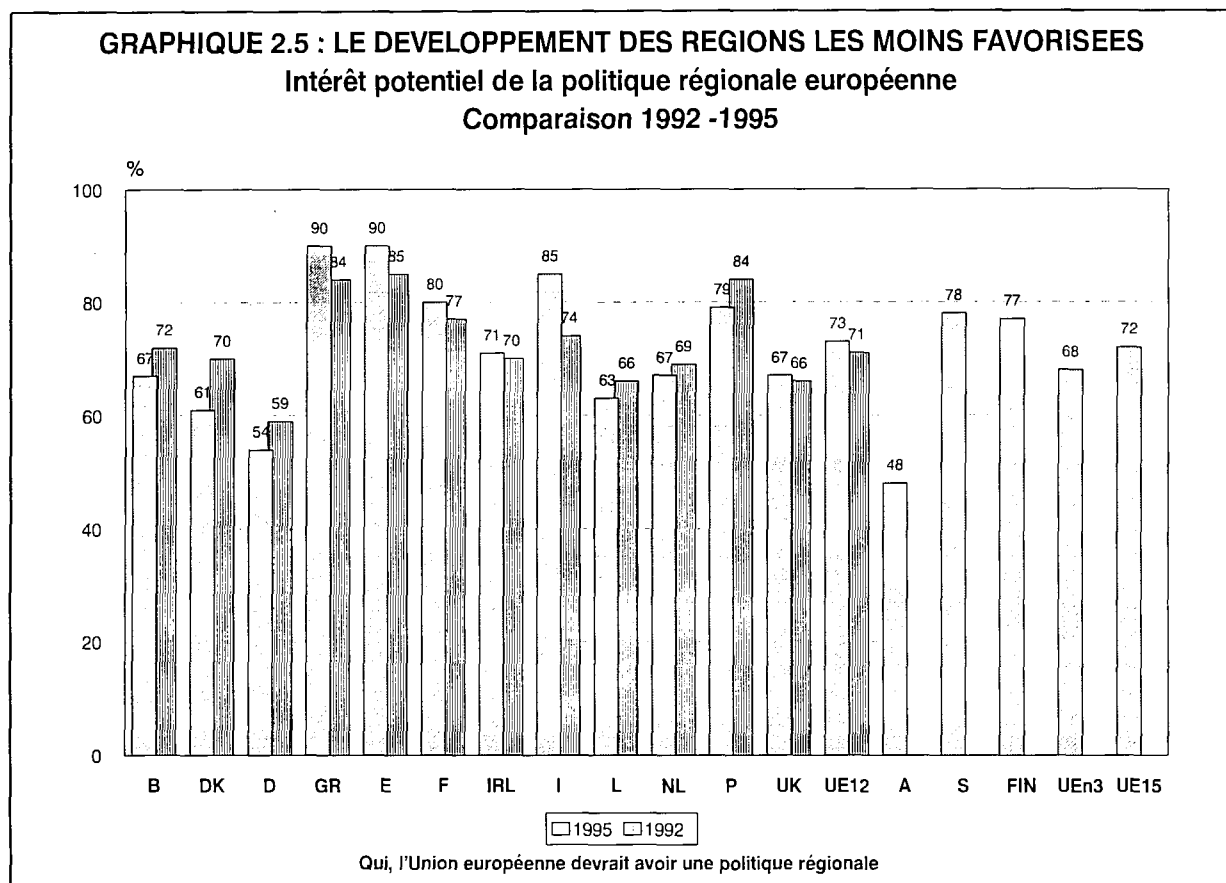
Le même parallélisme s'observe au niveau des différentes couches sociologiques.

2.2.2. Son intérêt potentiel

Cette année également, des six Européens sur dix qui affirment avoir connaissance de la politique régionale européenne, plus de 70% estiment que l'Union européenne devrait avoir une politique pour le développement des régions les moins favorisées. Par rapport au sondage précédent, on observe une augmentation de 2% au niveau de l'U.E. 12 (73%) et de 1% au niveau de l'U.E. 15 (72%).

Dans l'ensemble, on enregistre donc un appui quasi-total, étant donné que l'opposition formelle à ce type de politique ne s'élève qu'à 8%.

Au niveau des pays, on note une légère variabilité, qui ne se traduit cependant jamais par un désintérêt; il ne s'agit que de l'indice d'un degré différent de sensibilité à ce type de politique.



Cette année également, les plus "enthousiastes" sont les Espagnols et les Grecs (90%), suivis des Italiens (85%). Même s'il reste parmi les pays les plus intéressés, le Portugal manifeste en revanche une baisse d'intérêt (de 84% à 79%).

Les Autrichiens (48%), les Allemands (54%) et les Danois (61%) sont les citoyens européens les moins convaincus de la nécessité d'adopter ce type de politique. Cette donnée est également confirmée par le fait que l'on enregistre dans ces trois Etats les taux d'opposition les plus élevés, tandis que l'Allemagne et le Danemark enregistrent des taux plus élevés par rapport à il y a trois ans.

Il faut observer qu'un citoyen européen sur cinq est incapable d'exprimer une opinion à ce sujet et que le nombre de "je ne sais pas" est plus élevé dans les pays les moins intéressés.

Tableau 2.5. (1)

Le développement des régions les moins favorisées:
Intérêt potentiel de la politique régionale européenne

Question:

(Posée aux personnes n'ayant pas connaissance d'une politique régionale européenne pour le développement des régions les moins favorisées)

A votre avis, l'Union européenne devrait-elle ou non avoir une politique pour développer les régions les moins favorisées de ses pays membres?

- A. Oui
- B. Non
- C. Ne Sait Pas

Les résultats sont exprimés en pourcentages calculés sur la base totale

Croisements selon les pays

		A		B		C	
		1992	1995	1992	1995	1992	1995
B	Belgique	72	67	9	10	19	23
DK	Danemark	70	61	15	19	15	20
	ex-RFA	56	50	11	18	31	31
	ex-RDA	73	68	7	6	18	23
D	Allemagne	59	54	10	15	28	29
GR	Grèce	84	90	2	1	14	9
E	Espagne	85	90	3	2	12	9
F	France	77	80	8	9	15	12
IRL	Irlande	70	71	4	3	26	26
I	Italie	74	85	8	2	19	13
L	Luxembourg	66	63	8	6	26	32
NL	Pays-Bas	69	67	10	8	22	25
P	Portugal	84	79	3	1	14	19
UK	Royaume-Uni	66	67	13	8	20	25
	UE12	71	73	9	8	20	19
A	Autriche		48		13		39
S	Suède		78		6		17
SF	Finlande		77		5		18
	UE nouveaux 3		68		8		24
	UE 15		72		8		19

Au niveau des sous-populations, les seules variations par rapport aux résultats de 1992 concernent le croisement des réponses avec les idées politiques déclarées. Les personnes de gauche font preuve d'une sensibilité nettement supérieure aux personnes de droite: 79% contre 69% de personnes favorables et 6% contre 11% de personnes défavorables.

Pour le reste, à l'exception de quelques faibles variations en pourcentage, le cadre d'ensemble n'a pas changé.

- l'intérêt pour ce type de politique est légèrement supérieur chez les hommes.
- parmi les personnes plus âgées (+ 55 ans), le nombre de personnes ouvertes à ces politiques de développement régional a légèrement diminué.
- les aptitudes au leadership d'opinion constituent encore une fois un facteur particulièrement discriminant et l'intérêt s'accroît à mesure que ces capacités augmentent.
- cette répercussion sur la croissance de l'intérêt existe également pour le niveau de revenus et d'instruction qui, par ailleurs, sont sensiblement liés.
- le fait d'être Européistes convaincus est un critère discriminant: en effet, les individus qui ont une attitude positive à l'égard de l'U.E. et qui sont favorables à l'unification et à l'appartenance à l'U.E. manifestent un plus grand intérêt.

Tableau 2.5. (2)

Le développement des régions les moins favorisées:
Intérêt potentiel de la politique régionale européenne

	A		B		C	
	1992	1995	1992	1995	1992	1995
Croisements selon le sexe, l'âge, l'âge de fin d'étude.						
Hommes	74	74	10	9	16	17
Femmes	69	71	8	7	22	21
15 -24 ans	73	75	8	7	19	18
25 - 39 ans	75	75	8	8	16	17
40 - 54 ans	71	72	9	9	19	19
55 et plus	67	69	10	8	23	23
15 ans ou moins	67	71	9	7	24	22
16 - 19 ans	72	71	8	9	19	19
20 ans et plus	77	74	11	11	12	16
Encore étudiant	77	78	8	6	15	16
Croisements selon l'échelle politique harmonisée l'index de leadership						
Gauche	73	79	8	6	19	15
Centre	73	73	8	7	18	20
Droite	70	69	14	11	18	19
NSP/refus	68	67	8	8	24	25
Leadership ++	78	77	11	9	10	14
Leadership +	74	76	9	8	16	16
Leadership -	70	74	9	8	20	18
Leadership --	64	63	8	9	27	28
Croisements selon l'index d'attitude/UE attitude envers l'unification, attitude envers l'appartenance à l'Union européenne.						
Attitude positive/UE	78	79	7	6	15	15
Attitude ambivalente/UE	62	67	10	9	27	24
Attitude négative/UE	59	67	22	14	18	18
Pour l'unification		78		6		16
Contre l'unification		66		14		20
L'appartenance à l'UE est une bonne chose		78		6		16
L'appartenance à l'UE n'est ni une bonne chose, ni mauvaise		70		9		20
L'appartenance à l'UE est une mauvaise chose		69		13		18
Croisements selon le niveau de revenus,						
Niveau de revenus ++	76	77	11	10	13	12
Niveau de revenus +	72	76	8	7	19	18
Niveau de revenus -	73	73	8	8	18	20
Niveau de revenus --	66	69	8	9	25	22

Contrairement à ce qui se passe au niveau de la politique nationale, il semblerait que le fait de tirer ses informations de moyens de communication nationaux contribue au développement d'un plus grand intérêt.

Tableau 2.5. (3)

Le développement des régions les moins favorisées:
Intérêt potentiel de la politique régionale européenne

	A	B	C
	1995	1995	1995
Croisement selon la source d'information			
Magazines/périodiques étrangers	75	7	18
Magazines/périodiques nationaux	80	8	12
Magazines/périodiques régionaux/locaux	72	9	19
Journaux étrangers	63	9	27
Journaux nationaux	80	6	13
Journaux régionaux/locaux	77	10	13
Radio étrangère	61	17	23
Radio nationale	80	8	13
Radio régionale/locale	76	11	13
Télévision étrangère	75	7	18
Télévision nationale	79	7	14
Télévision régionale /locale	79	8	13

2.2.3. *Quels sont les objectifs attendus?*

A ce point, nous n'avons pris en considération que les personnes qui connaissent la politique régionale européenne et celles qui, bien qu'elles ne la connaissent pas, estiment qu'elle serait opportune, ou n'ont pas d'opinion précise en la matière, à savoir 95% des Européens interrogés.

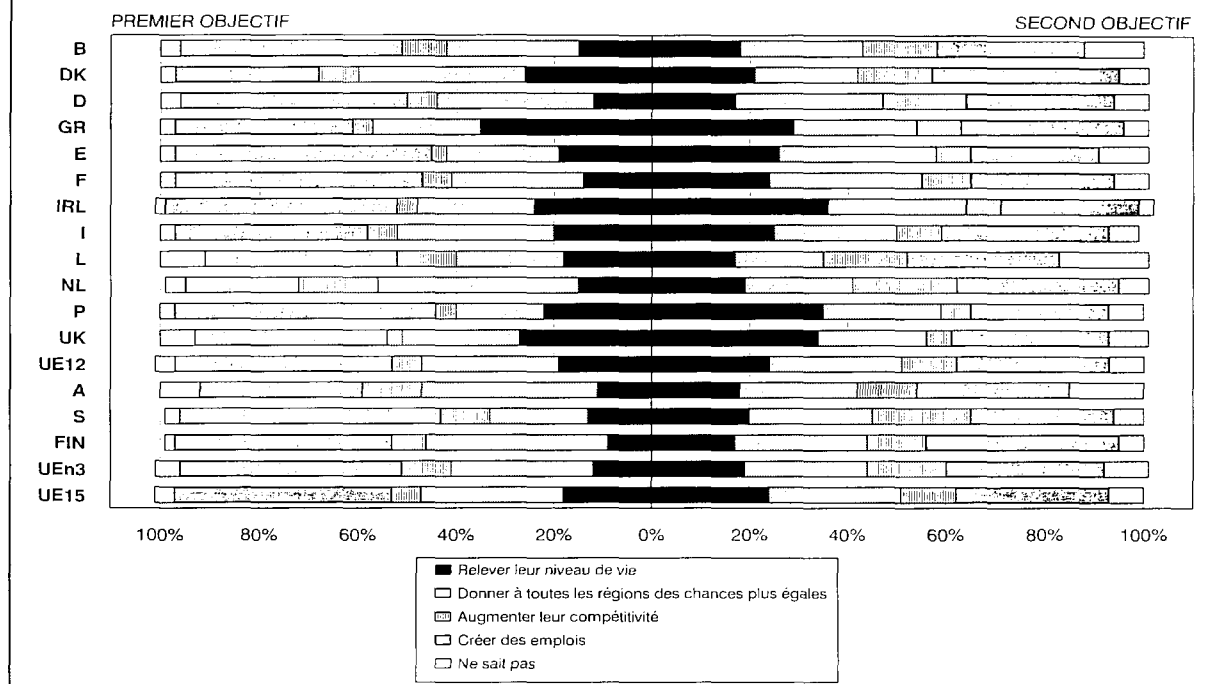
Les réponses ne sont pas directement comparables à celles de l'étude précédente dans la mesure où le critère d'admissibilité à l'interview a changé et, surtout, en raison du fait que l'on a introduit un quatrième objectif: "créer des emplois".

Globalement, on constate que l'objectif le plus attendu est la création de nouveaux emplois. On pourrait en trouver la raison dans l'ampleur de ce problème, qui touche chaque jour des millions d'Européens, et dans le caractère concret de cet objectif par rapport aux trois autres objectifs cités.

Quarante-quatre Européens sur cent au niveau de l'U.E.15 et quarante-six Européens sur cent au niveau de l'U.E.12 estiment en effet que les politiques régionales européennes devraient en premier lieu contribuer à la création de nouveaux emplois.

Le fait de garantir des chances égales à toutes les zones recueille cette année l'approbation de 29% des Européens.

GRAPHIQUE 2.6 : LE DEVELOPPEMENT DES REGIONS LES MOINS FAVORISEES
Objectifs attendus de la politique régionale européenne



Au niveau du deuxième choix, la priorité des objectifs reste identique, mais les opinions sont nettement plus réparties. Dans le cas de l'objectif le plus important, la différence entre le premier et le troisième choix est de 26 points; elle n'est que de 7 points dans le cas du second objectif. Sur la base du critère du deuxième objectif, on observe donc une baisse en pourcentage de l'objectif "création de nouveaux emplois" à l'avantage du concept "relever le niveau de vie".

Tableau 2.6. (1)

Le développement des régions les moins favorisées:
Objectifs attendus de la politique régionale européenne

Question:	
(Posée aux personnes ayant une connaissance de ou un intérêt pour une politique régionale européenne pour le développement des régions les moins favorisées et aux personnes sans avis)	
1. A votre avis, parmi les objectifs suivants, quel devrait être l'objectif le plus important de la politique de l'Union européenne à l'égard des régions les moins favorisées?	
2. Et quel devrait être le deuxième objectif?	
A/F	Relever leur niveau de vie
B/G	Donner à toutes les régions des chances plus égales
C/H	Augmenter leur compétitivité
D/I	Créer des emplois
E/J	Ne Sait Pas

Les résultats sont exprimés en pourcentages calculés sur la base totale

Croisements selon les pays		Premier objectif					Second objectif				
		A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
B	Belgique	15	27	9	45	4	18	25	15	30	12
DK	Danemark	26	34	8	29	3	21	21	15	38	6
	ex-RFA	12	33	7	45	4	15	30	19	30	7
	ex-RDA	13	29	4	53	3	23	33	11	31	5
D	Allemagne	12	32	6	46	4	17	30	17	30	7
GR	Grèce	35	22	4	36	3	29	25	9	33	5
E	Espagne	19	23	3	52	3	26	32	7	26	10
F	France	14	27	6	50	3	24	31	10	29	7
IRL	Irlande	24	24	4	47	2	36	28	7	28	3
I	Italie	20	32	6	39	3	25	25	9	34	6
L	Luxembourg	18	22	12	39	9	17	18	17	31	18
NL	Pays-Bas	15	41	16	23	4	19	22	21	33	6
P	Portugal	22	18	4	53	3	35	24	6	28	7
UK	Royaume-Uni	27	24	3	39	7	34	22	5	32	8
	UE12	19	28	6	44	4	24	27	11	31	7
A	Autriche	11	36	12	33	8	18	24	12	31	15
S	Suède	13	20	10	53	3	20	25	20	29	6
SF	Finlande	9	37	7	44	2	17	27	12	39	5
	UE nouveaux 3	12	29	10	45	5	19	25	16	32	9
	UE 15	18	29	6	44	4	24	27	11	31	7

Compte tenu de l'ensemble des réponses fournies au niveau de l'U.E.15, c'est la "création d'emplois" qui obtient le meilleur score (75%). En deuxième lieu, les "chances égales", qui sont citées par 56% des personnes interrogées, suivies par le "niveau de vie" (42%). En dernière position, on trouve, nettement distancée, la "compétitivité" avec une adhésion de 17%.

Si l'on analyse les résultats au niveau des Etats, on observe dans la quasi-totalité des cas la même priorité accordée aux différents objectifs.

Les pays où cet ordre n'est pas respecté en termes de priorité absolue (première citation) sont la Hollande, l'Autriche et le Danemark. Pour les habitants de ces Etats, les politiques régionales communautaires devraient poursuivre en premier lieu l'objectif de "donner des chances égales à toutes les régions".

Les pays les plus favorables à la création de nouveaux emplois sont le Portugal et la Suède (53%), l'Espagne (52%) et la France (50%).

En ce qui concerne le deuxième choix, comme on l'a déjà vu, les réponses se répartissent de manière plus uniforme entre trois des quatre objectifs pris en considération. En Irlande (36%), au Portugal (35%) et au Royaume-Uni (34%), c'est l'amélioration du niveau de vie qui obtient le plus grand nombre de citations, tandis que les Espagnols (32%), les Français (31%) et les Allemands (30%) citent davantage l'objectif qui consiste à donner des chances égales à toutes les zones.

La création de nouveaux emplois est le deuxième choix le plus fréquent pour les neuf autres pays de l'Union.

Tableau 2.6. (2)

Le développement des régions les moins favorisées:
Objectifs attendus de la politique régionale européenne

	Premier objectif					Second objectif				
	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
Croisements selon le sexe, l'âge, l'âge de fin d'étude.										
Hommes	20	28	7	42	3	24	26	13	31	6
Femmes	16	29	5	45	5	24	28	10	30	8
15 -24 ans	20	27	6	43	4	23	29	11	30	7
25 - 39 ans	17	32	7	41	3	24	26	13	32	6
40 - 54 ans	17	31	6	43	3	24	28	11	32	6
55 et plus	18	25	4	47	6	25	27	10	29	9
15 ans ou moins	18	23	4	51	5	26	29	8	27	9
16 - 19 ans	18	30	6	43	4	24	26	12	32	7
20 ans et plus	18	34	9	37	2	22	25	15	34	5
Encore étudiant	19	30	7	40	3	23	27	11	32	7
Croisements selon l'échelle politique harmonisée l'index de leadership										
Gauche	19	31	6	42	3	25	26	12	32	6
Centre	19	30	5	44	3	23	28	11	32	7
Droite	17	27	7	44	4	24	28	12	30	7
NSP/refus	17	26	5	46	7	24	26	10	28	13
Leadership ++	19	33	8	37	3	22	25	12	35	6
Leadership +	18	30	7	42	3	24	27	13	31	6
Leadership -	18	28	5	45	4	24	28	11	31	7
Leadership - -	18	24	3	48	6	26	27	8	28	11
Croisements selon l'index d'attitude/UE attitude envers l'unification, attitude envers l'appartenance à l'Union européenne.										
Attitude positive/UE	18	32	6	41	3	24	28	12	32	5
Attitude ambivalente/UE	18	25	5	47	5	25	27	10	30	9
Attitude négative/UE	21	20	6	45	8	25	25	10	29	12
Pour l'unification	18	31	6	43	3	24	28	12	32	5
Contre l'unification	20	24	6	45	6	26	26	10	29	10
L'appartenance à l'UE est une bonne chose	18	32	6	41	3	24	28	12	32	6
L'appartenance à l'UE n'est ni une bonne chose, ni mauvaise	18	26	5	48	4	24	28	10	31	8
L'appartenance à l'UE est une mauvaise chose	19	23	6	46	6	25	25	11	30	10
Croisements selon le niveau de revenus, l'index d'urbanisation subjective										
Niveau de revenus ++	18	35	7	40	2	21	27	15	32	5
Niveau de revenus +	17	31	6	46	4	24	28	12	31	6
Niveau de revenus -	18	29	6	47	3	24	28	12	31	6
Niveau de revenus --	19	26	5	50	4	26	29	10	29	7

Au total, si l'on unit les deux citations, la création de nouveaux emplois représente l'objectif prioritaire en absolu pour 14 des 15 Etats, surtout pour la Finlande (83%), la Suède (82%), la France (80%) et l'Espagne (78%). Le seul pays où les citoyens choisissent une échelle de priorités différente est la Hollande qui place en premier lieu les chances égales au niveau régional.

Même en ce qui concerne les variables socio-démographiques, les réponses ont la même teneur: au moins 4 citoyens sur 10, dans chaque sous-classe, indiquent la création d'emplois comme étant l'objectif le plus important des politiques régionales communautaires.

Même si l'on tient compte des deux citations, la création de nouveaux emplois recueille le plus grand nombre d'adhésions (entre 70% et 80%) au niveau de chaque variable socio-démographique.

Au niveau des premières citations, on note que la nécessité de créer de nouveaux emplois est directement proportionnelle à l'âge, mais est inversement proportionnelle au niveau d'instruction et de revenus et aux capacités de leadership.

Les personnes qui ont une attitude intermédiaire à l'égard de l'U.E. (ni favorables, ni défavorables) ont un peu plus tendance à accorder de l'importance à la problématique de l'emploi que celles qui adoptent une position bien définie.

On observe également qu'un niveau de revenus élevé, une instruction poursuivie au-delà de l'âge de 20 ans et le fait d'avoir des aptitudes en matière de leadership amènent à citer, selon une fréquence accrue par rapport aux autres catégories, le fait de "donner des chances égales à toutes les régions" comme objectif le plus important des politiques européennes pour les régions les moins favorisées.

Au niveau des premières citations, les individus qui lisent des périodiques étrangers ou qui écoutent des radios étrangères citent comme objectif le plus important les "chances égales". Toutes les autres personnes interrogées estiment que la création de nouveaux emplois constitue un objectif plus important.

Tableau 2.6. (3)

Le développement des régions les moins favorisées:
Objectifs attendus de la politique régionale européenne

	Premier objectif					Second objectif				
	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
Croisement selon la source d'information										
Magazines/périodiques étrangers	17	37	14	31	1	24	23	15	33	6
Magazines/périodiques nationaux	17	33	9	39	2	21	29	13	33	5
Magazines/périodiques régionaux/locaux	14	34	9	41	2	19	30	13	34	4
Journaux étrangers	18	35	9	37	2	22	27	17	30	5
Journaux nationaux	21	32	8	37	3	25	25	12	34	5
Journaux régionaux/locaux	16	31	7	43	2	21	30	13	33	4
Radio étrangère	17	38	11	31	4	21	25	19	30	7
Radio nationale	19	30	8	40	3	23	28	12	33	6
Radio régionale/locale	15	34	7	41	3	20	30	12	33	5
Télévision étrangère	17	32	12	36	2	23	28	14	32	5
Télévision nationale	19	30	6	43	3	24	27	11	33	5
Télévision régionale /locale	16	27	6	48	3	23	31	12	31	5

3. LE FONDS EUROPÉEN DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL (FEDER)

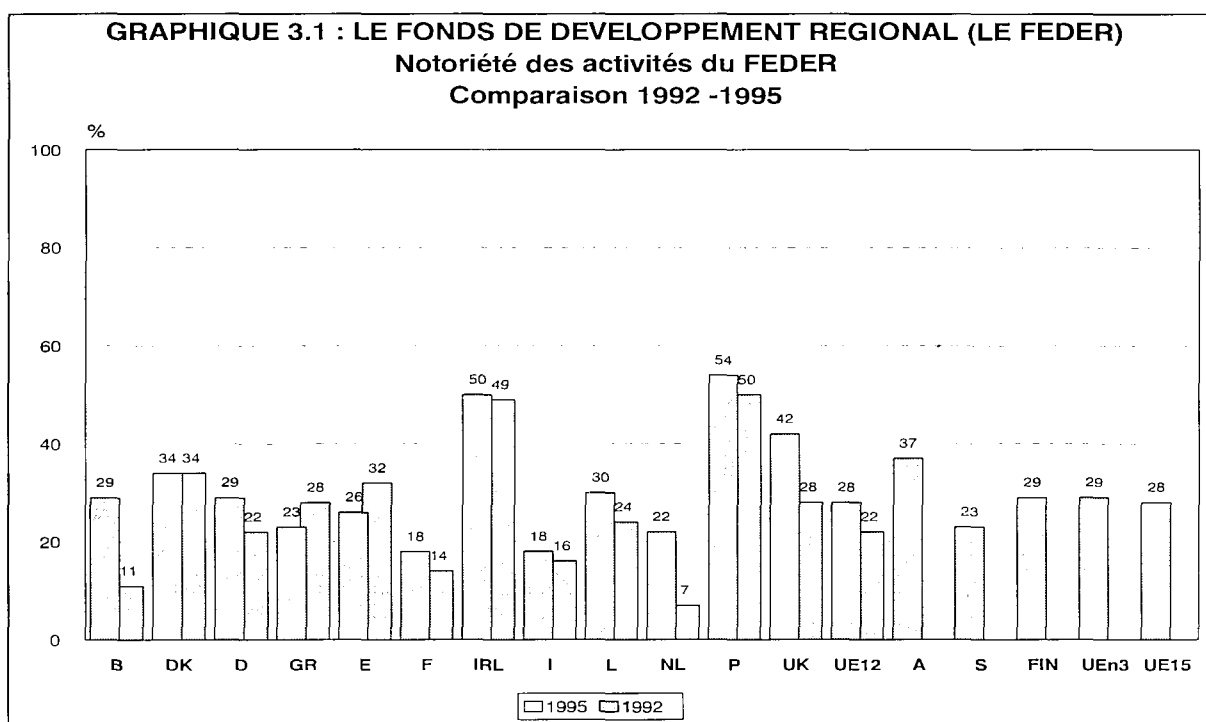
3. LE FONDS EUROPÉEN DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL (FEDER)

3.1. La notoriété des activités du FEDER

Au niveau de l'Union, près de 3 Européens sur 10 ont connaissance des activités du FEDER. Au cours des trois dernières années, on a donc enregistré une augmentation du nombre de citoyens informés (de 22% à 28%).

Au niveau des trois nouveaux Etats membres, le taux de connaissance des activités du FEDER s'aligne également sur celui des pays dont l'adhésion est plus ancienne. On obtient ainsi le même résultat aussi bien pour l'U.E.12 que pour l'U.E.15.

Il est important de souligner que la notoriété des activités du FEDER a augmenté dans 9 des 12 "anciens" pays.



Une analyse plus détaillée permet de relever la présence de nuances significatives au niveau des résultats nationaux.

- la notoriété du FEDER est particulièrement marquée, comme c'était déjà le cas en 1992, au Portugal et en Irlande, où plus d'un citoyen sur deux s'est rendu compte des activités de ce fonds régional de l'U.E. dans son pays (respectivement 54% et 50%).
- en Autriche, un pays dont l'adhésion est récente, on enregistre un taux de notoriété nettement supérieur (37%) non seulement à celui des autres pays d'adhésion récente mais également à celui de la plupart des pays de l'U.E.12.
- les pays où la notoriété est la plus faible sont l'Italie (18%) et la Hollande (22%). En Hollande, on a toutefois observé une augmentation sensible de la notoriété des activités du FEDER (de 7% en 1992 à 22% en 1995).

Tableau 3.1. (1)

Le Fonds européen de Développement régional (le FEDER)
Connaissance des activités du FEDER

Question

L' Union européenne dispose, entre autres, d'un fonds de développement régional (le FEDER) pour aider les régions les moins favorisées de l'Union européenne. Vous êtes-vous rendu compte des activités de ce fonds régional de développement de l'Union européenne (le FEDER) dans (NOTRE PAYS) ?

Les résultats sont exprimés en pourcentages calculés sur la base totale

Croisements selon les pays

		Connaissance			
		OUI		NON	
		1992	1995	1992	1995
B	Belgique	11	29	35	47
DK	Danemark	34	34	84	86
	ex-RFA	22	29	75	76
	ex-RDA	25	31	70	76
D	Allemagne	22	29	74	76
GR	Grèce	28	23	64	64
E	Espagne	32	26	54	55
F	France	14	18	57	58
IRL	Irlande	49	50	64	60
I	Italie	16	18	65	60
L	Luxembourg	24	30	69	68
NL	Pays-Bas	7	22	86	84
P	Portugal	50	54	44	38
UK	Royaume-Uni	28	42	74	51
	UE12	22	28	65	61
A	Autriche		37		52
S	Suède		23		66
SF	Finlande		29		70
	UE nouveaux 3		29		61
	UE 15		28		61

Comment la notoriété varie-t-elle en fonction des différents profils des Européens?

On observe un degré de connaissance accru par rapport à 1992, aussi bien chez les hommes (34%, 27% en 1992) que chez les femmes (23%, 18% en 1992).

Les personnes âgées de 25 à 54 ans ont un degré de connaissance de l'activité du FEDER supérieur à celui des plus jeunes et des plus âgés.

Encore une fois, le fait d'être un leader d'opinion est synonyme de plus grande information; on note, en effet, comme c'était déjà le cas en 1992, qu'une forte capacité de leadership est liée à des taux de connaissance doubles par rapport aux personnes qui ne possèdent que de faibles aptitudes en matière de leadership.

Cette année également, la notoriété augmente de manière significative en fonction du niveau de revenus et de l'âge de fin d'études.

Dans ce cas-ci, comme c'était déjà le cas en 1992, les idées politiques et l'attitude globale à l'égard de l'U.E. n'ont pas d'incidence sur la connaissance du FEDER.

Tableau 3.1. (2)

**Le Fonds européen de Développement régional (le FEDER)
Connaissance des activités du FEDER**

	Connaissance			
	OUI		NON	
	1992	1995	1992	1995
Croisements selon le sexe, l'âge, l'âge de fin d'étude.				
Hommes	27	34	69	67
Femmes	18	23	59	53
15 -24 ans	17	24	60	53
25 - 39 ans	22	29	64	60
40 - 54 ans	25	33	68	65
55 et plus	24	26	66	62
15 ans ou moins	20	24	59	53
16 - 19 ans	21	28	66	62
20 ans et plus	30	37	73	69
Encore étudiant	18	25	63	59
Croisements selon l'échelle politique harmonisée l'index de leadership				
Gauche	23	30	64	63
Centre	25	28	65	59
Droite	23	31	70	65
NSP/refus	16	20	59	49
Leadership ++	34	41	72	71
Leadership +	24	30	67	66
Leadership -	19	26	62	57
Leadership - -	16	20	57	42
Croisements selon l'index d'attitude/UE attitude envers l'unification, attitude envers l'appartenance à l'Union européenne.				
Attitude positive/UE	25	31	67	67
Attitude ambivalente/UE	16	24	60	52
Attitude négative/UE	24	31	68	56
Pour l'unification		29		65
Contre l'unification		29		53
L'appartenance à l'UE est une bonne chose		30		66
L'appartenance à l'UE n'est ni une bonne chose, ni mauvaise		25		53
L'appartenance à l'UE est une mauvaise chose		32		55
Croisements selon le niveau de revenus,				
Niveau de revenus ++	28	36	74	69
Niveau de revenus +	23	32	61	63
Niveau de revenus -	22	26	60	57
Niveau de revenus --	19	22	58	54

Les "consommateurs" de médias étrangers sont globalement plus informés des activités du FEDER que les personnes qui préfèrent les moyens de communication nationaux ou locaux.

Tableau 3.1. (3)

**Le Fonds européen de Développement régional (le FEDER)
Connaissance des activités du FEDER**

	Connaissance	
	OUI	NON
	1995	1995
Croisement selon la source d'information		
Magazines/périodiques étrangers	48	74
Magazines/périodiques nationaux	39	74
Magazines/périodiques régionaux/locaux	37	77
Journaux étrangers	53	72
Journaux nationaux	38	69
Journaux régionaux/locaux	36	75
Radio étrangère	46	71
Radio nationale	36	68
Radio régionale/locale	38	72
Télévision étrangère	38	69
Télévision nationale	30	62
Télévision régionale /locale	33	66

Globalement, la notoriété du FEDER a augmenté par rapport à 1992, mais reste encore relativement faible (28%).

Une amélioration est donc encore possible, surtout dans les Etats où les valeurs les plus basses ont été enregistrées.

Parallèlement, la fluctuation de la notoriété en fonction des profils socio-démographiques montre que la curiosité pour l'Europe et pour le FEDER n'est pas homogène à tous les niveaux et que les personnes les plus ouvertes sont d'une manière générale également les plus informées.

Tableau 3.2. (1)
Le Fonds européen de Développement régional (le FEDER)
Origines de la connaissance des activités du FEDER

Question	
(Posée aux personnes ayant une connaissance des activités du FEDER dans leur pays)	
De quelles façons parmi celles que je vais vous citer, vous êtes-vous rendu compte de ces activités?	
A.	J'en ai entendu parler par la presse
B.	J'en ai entendu parler à la télévision ou à la radio
C.	J'ai vu des panneaux qui les signalaient
D.	J'ai personnellement obtenu de l'aide, un emploi ou des conseils
E.	Je connais quelqu'un qui a obtenu de l'aide, un emploi ou des conseils

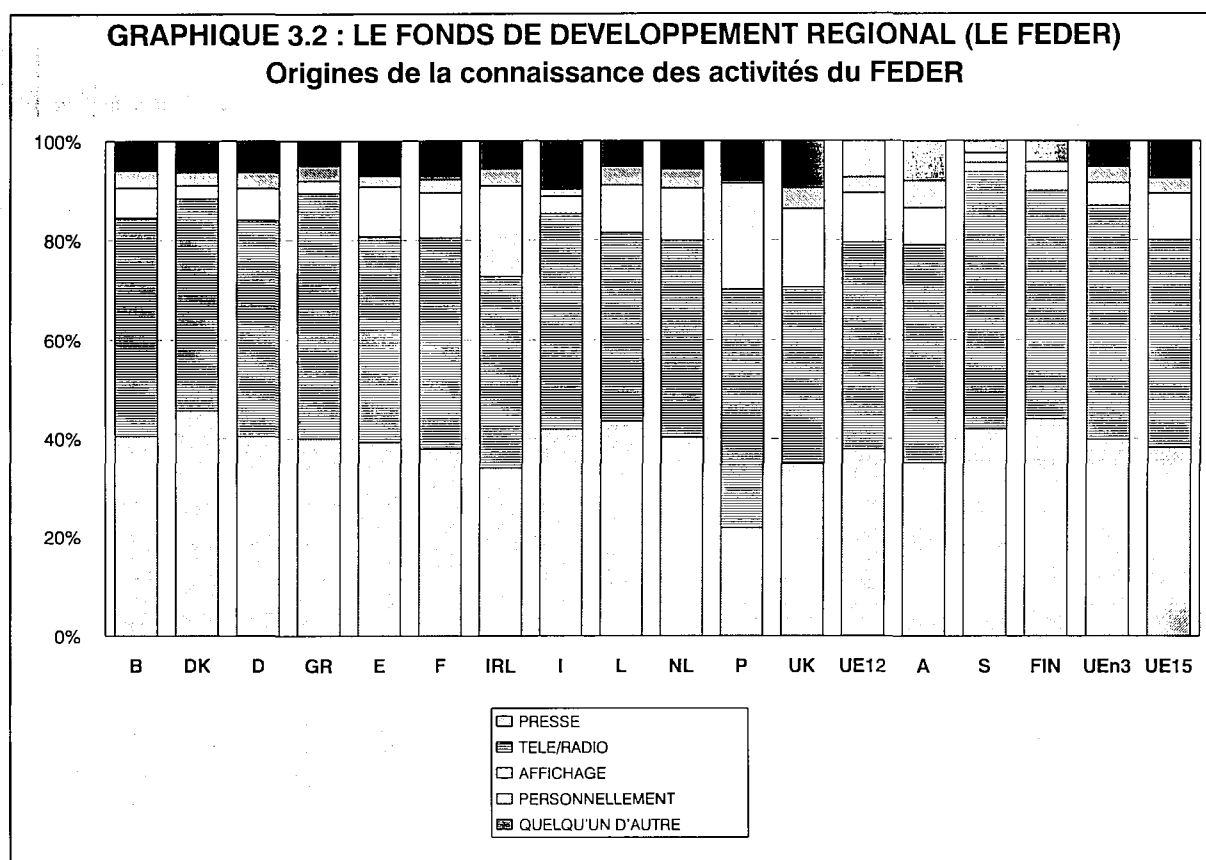
Les résultats sont exprimés en pourcentages calculés sur la base totale

Croisements selon les pays

		A		B		C		D		E	
		1992	1995	1992	1995	1992	1995	1992	1995	1992	1995
B	Belgique	35	47	89	51	6	7	1	4	5	7
DK	Danemark	84	86	79	80	5	5	4	5	16	12
	ex-RFA	75	76	78	81	9	12	6	6	2	12
	ex-RDA	70	76	76	86	7	12	4	7	6	12
D	Allemagne	74	76	77	82	9	12	6	6	7	12
GR	Grèce	64	64	89	79	10	4	6	5	14	8
E	Espagne	54	55	76	58	21	14	3	3	7	10
F	France	57	58	74	65	14	14	6	4	6	12
IRL	Irlande	64	60	77	68	41	32	2	6	8	10
I	Italie	65	60	75	62	10	5	7	2	12	14
L	Luxembourg	69	68	66	59	10	15	3	6	4	8
NL	Pays-Bas	86	84	77	83	16	22	5	8	11	12
P	Portugal	44	38	95	84	22	37	3	1	19	14
UK	Royaume-Uni	74	51	82	52	26	23	6	6	11	14
	UE12	65	61	80	67	16	16	5	5	10	12
A	Autriche		52		65		11		8		12
S	Suède		66		81		3		3		4
SF	Finlande		70		73		6		3		7
	UE nouveaux 3		61		72		7		5		8
	UE 15		61		67		15		5		12

3.2. Comment le FEDER s'est-il fait connaître?

A la question de savoir comment ils ont entendu parler des activités du Fonds européen de Développement régional (FEDER), le rôle prépondérant de la radio-télévision et de la presse écrite dans l'information des citoyens ressort clairement des réponses de 28% des Européens qui le connaissent.



Bien qu'elles soient passées de 80% en 1992 à 67% cette année, la radio et la télévision restent les sources principales d'information sur le FEDER pour les citoyens de 12 pays de l'U.E.

La presse écrite obtient également un score très intéressant (61%).

Il est opportun de rappeler que ces pourcentages sont le résultat de réponses multiples, étant donné qu'une personne peut s'être informée à travers une ou plusieurs sources d'information.

Comme c'était déjà le cas en 1992, la notoriété du FEDER peut également être attribuée, mais dans une mesure nettement inférieure (15%), aux affiches publicitaires qui en signalent l'activité.

Dans l'ensemble, même les sources "plus personnelles" sont génératrices de notoriété (17%, +2 points par rapport à 1992).

Cette année également, on observe que l'incidence de la réponse "d'autres personnes qui ont obtenu de l'aide, un emploi ou des conseils" est plus marquée que la réponse qui concerne le même type d'avantages mais reçus personnellement.

Au niveau des Etats, l'incidence globale des moyens de communication possibles garde la même tendance; on enregistre toutefois différentes nuances spécifiques à chaque pays.

La diminution de l'incidence globale de la radio et de la télévision, enregistrée au niveau de l'U.E.12, est le résultat d'une diminution d'importance plus ou moins marquée de cette source d'information observée dans 9 des 12 Etats. Au niveau des 3 Etats d'adhésion récente, la radio et la télévision informent au total 72% des citoyens.

L'importance de la radio et de la télévision est particulièrement significative au Portugal (84%, +11 points par rapport à 1992), en Hollande (83%, +6 points par rapport à 1992), en Allemagne (82%, +6 points) et en Suède (81%).

Par rapport à 1992, il faut souligner la forte diminution d'importance de la radio et de la télévision enregistrée en Belgique (51%, -38%), en Grande-Bretagne (52% - 30) et en Espagne (58%, -18).

Cette année également, la presse écrite a été particulièrement active dans ce domaine au Danemark (86%) et en Hollande (84%). On observe qu'en Belgique (47%, +12), la presse a acquis plus d'importance en tant que source d'information, tandis que le phénomène contraire a été observé au Royaume-Uni (51%, -23).

Au niveau des médias, si les raisons qui expliquent les variations d'incidence d'un pays à l'autre sont certainement à mettre en relation avec les aspects culturels et les infrastructures, ces scores constituent toutefois des indicateurs des moyens de communication à privilégier à cette fin.

Si, en moyenne, l'incidence des "affiches d'information" est faible (15%), cette affirmation n'est pas valable pour tous les pays. Au Portugal (37%) et en Irlande (32%), par exemple, il s'agit d'un moyen de communication assez répandu et même au Royaume-Uni (23%) et en Hollande (22%), les pourcentages sont significatifs.

Si l'incidence globale due aux avantages reçus personnellement du FEDER n'a pas changé et est encore très faible dans tous les Etats, la connaissance des avantages obtenus par d'autres personnes est légèrement plus élevée qu'en 1992.

Dans les trois pays (Portugal, Danemark et Grèce), où ce type de connaissance était déjà plus élevé en 1992 que dans les neuf autres pays, on enregistre une diminution de 4-6%, qui explique la plus grande homogénéité des résultats.

Tableau 3.2. (2)

Le Fonds européen de Développement régional (le FEDER)
Origines de la connaissance des activités du FEDER

	A		B		C		D		E	
	1992	1995	1992	1995	1992	1995	1992	1995	1992	1995
Croisements selon le sexe, l'âge, âge de fin d'étude.										
Hommes	69	67	79	70	19	17	6	5	11	13
Femmes	59	52	81	64	13	13	4	4	8	10
15 -24 ans	60	53	79	63	18	17	4	6	9	11
25 - 39 ans	64	60	79	68	17	17	6	5	12	14
40 - 54 ans	68	65	76	69	20	14	6	6	11	14
55 et plus	66	62	84	68	12	13	4	3	7	9
15 ans ou moins	59	53	86	67	16	12	5	4	9	10
16 - 19 ans	66	62	81	67	16	15	3	4	8	13
20 ans et plus	73	69	69	70	17	18	7	6	12	14
Encore étudiante	63	59	74	63	19	19	6	6	12	11
Croisements selon l'échelle politique harmonisée l'index de leadership										
Gauche	64	63	77	67	17	18	7	5	13	13
Centre	65	59	81	67	16	14	4	6	8	12
Droite	70	65	81	69	19	14	5	4	8	12
NSP/refus	59	49	79	65	12	13	5	4	10	11
Leadership ++	72	71	76	73	17	15	8	7	14	16
Leadership +	67	66	77	70	18	15	5	5	11	12
Leadership -	62	57	84	65	13	16	4	4	6	12
Leadership - -	57	42	82	58	18	13	5	4	7	6
Croisements selon l'index d'attitude/UE attitude envers l'unification, attitude envers l'appartenance à l'Union européenne.										
Attitude positive/UE	67	67	79	70	12	15	5	5	10	13
Attitude ambivalente/UE	60	52	80	64	21	17	6	6	9	11
attitude négative/UE	68	56	78	63	9	13	1	3	12	11
Pour l'unification		65		70		16		5		13
Contre l'unification		53		66		15		4		13
L'appartenance à l'UE est une bonne chose		66		70		15		5		13
L'app. à l'UE est une chose ni bonne, ni mauvaise		53		68		17		5		10
L'appartenance à l'UE est une mauvaise chose		55		63		15		4		11
Croisements selon le niveau de revenus, index d'urbanisation subjective										
Niveau de revenus ++	74	69	77	71	16	17	5	4	9	14
Niveau de revenus +	61	63	83	71	16	17	3	4	8	12
Niveau de revenus -	60	57	81	69	17	14	7	7	12	11
Niveau de revenus --	58	54	84	66	19	13	6	4	12	10
Niveau de revenus --	58	54	84	66	19	13	6	4	12	10

Les Etats qui enregistrent les scores les plus élevés cette année sont l'Italie, le Portugal et le Royaume-Uni (14% chacun).

Comme il fallait logiquement s'y attendre, les trois nouveaux membres de l'Union enregistrent globalement un score inférieur (8%) à celui de l'U.E.12.

Si l'on applique une analyse identique au niveau des sous-groupes identifiés dans la population européenne, on observe que:

- comme c'était déjà le cas dans l'enquête précédente, l'incidence de la presse écrite et de la radio-télévision est plus marquée chez les hommes (67%,70%) que chez les femmes (52%, 64%). Il en va de même pour les affiches (17% contre 13%).
- si l'on prend l'âge en considération, on constate qu'il existe une certaine homogénéité dans le nombre de citations pour la radio et la télévision comme sources d'information, même si les plus jeunes s'informent moins en lisant ou en écoutant la radio, ou en regardant la télévision mais sont plus attirés par les affiches publicitaires.
- contrairement à ce qui a été observé en 1992, les leaders d'opinion sont plus informés que les personnes "passives", non seulement à travers les organes de presse mais également par l'intermédiaire de la radio et de la télévision.

En revanche, la tendance selon laquelle ce sont les leaders qui déclarent le plus souvent avoir personnellement bénéficié des activités du FEDER, ou connaître d'autres personnes qui en ont bénéficié, n'a pas subi de modifications.

- le rôle de la presse écrite et des affiches s'accroît à mesure qu'augmente le niveau de revenus, tandis que ce dernier n'a aucune incidence sur les réponses "radio-télévision". En d'autres termes, quel que soit le niveau de revenus, le nombre de personnes qui citent la radio et la télévision comme sources d'information ne change pas.
- par rapport à 1992, l'écart qui sépare, en matière de sources d'information, les personnes qui ont une attitude positive à l'égard de l'U.E. et celles qui ont une attitude négative a augmenté.

Les personnes favorables à l'U.E. citent plus fréquemment la presse écrite et la radio-télévision que les personnes qui y sont opposées.

- au niveau des idées politiques, on n'observe qu'une seule différence: les personnes de gauche citent un peu plus souvent les affiches que les autres.
- si l'on croise les résultats sur la connaissance du FEDER avec le type de moyen d'information à travers lequel les personnes interrogées ont entendu parler de l'U.E., on observe que les individus qui utilisent des médias régionaux citent plus fréquemment la presse écrite et la radio-télévision que les individus qui utilisent des médias nationaux ou étrangers, tandis que les personnes qui citent des moyens de communication étrangers ont plus souvent bénéficié personnellement des activités du FEDER ou connaissent plus fréquemment d'autres personnes qui en ont bénéficié.

Tableau 3.2. (3)

Le Fonds européen de Développement régional (le FEDER)

Origines de la connaissance des activités du FEDER

	A	B	C	D	E
	1995	1995	1995	1995	1995
Croisement selon la source d'information					
Magazines/périodiques étrangers	74	65	15	8	16
Magazines/périodiques nationaux	74	73	18	6	15
Magazines/périodiques régionaux/locaux	77	81	18	7	15
Journaux étrangers	72	69	15	9	22
Journaux nationaux	69	67	17	4	13
Journaux régionaux/locaux	75	73	16	5	14
Radio étrangère	71	73	19	17	21
Radio nationale	68	75	18	5	14
Radio régionale/locale	72	81	17	6	13
Télévision étrangère	69	72	14	7	17
Télévision nationale	62	73	16	4	12
Télévision régionale /locale	66	74	18	5	13

4. LE RÔLE DES RÉGIONS DANS LE PROCESSUS DE DÉCISION COMMUNAUTAIRE

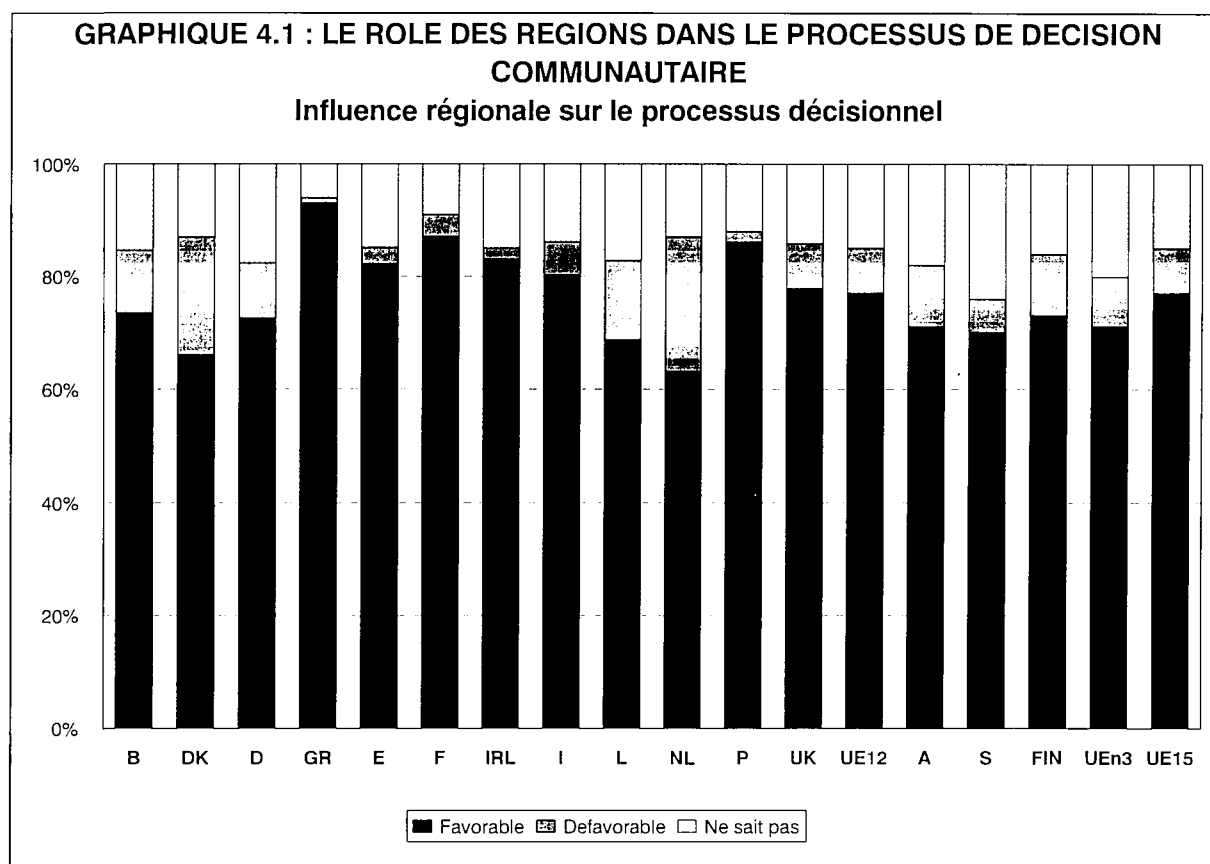
4. LE RÔLE DES RÉGIONS DANS LE PROCESSUS DE DÉCISION COMMUNAUTAIRE

4.1. Influence des régions sur le processus de décision communautaire

Au niveau général, cette année également, trois Européens sur quatre (77%) sont favorables à la possibilité que les régions aient leur mot à dire sur le fonctionnement de l'Union européenne.

L'adhésion des trois nouveaux Etats n'a donc pas produit de changements, malgré le fait que le pourcentage global de personnes favorables soit légèrement inférieur (U.E. 3 nouveaux 71%) par rapport à l'U.E.12.

En revanche, un quart des Européens est divisé entre ceux qui sont opposés à cette proposition (8%) et ceux qui n'ont pas d'opinion précise à ce sujet (15%).



Cette année également, les pays de l'Europe du Sud enregistrent les scores les plus élevés et leur degré d'approbation de cette hypothèse est plus élevé que la moyenne européenne: Grèce (93%), France (87%), Portugal (86%), Espagne (83%) et Italie (81%). A ce groupe de pays très favorables s'est ajoutée cette année l'Irlande (83%).

Les pays les plus opposés à cette idée restent la Hollande (63%) et le Danemark (66%), qui enregistrent en outre les pourcentages les plus élevés de personnes opposées à cette proposition (24% en Hollande et 21% au Danemark).

Tableau 4.1. (1)

Le rôle des régions dans le processus de décision communautaire
Influence régionale sur le processus décisionnel

Question	
Etes-vous favorable ou non à ce que les régions aient leur mot à dire sur le fonctionnement de l'Union européenne?	
A.	Favorable
B.	Défavorable
C.	Ne Sait Pas

Les résultats sont exprimés en pourcentages calculés sur la base totale

Croisements selon les pays

		A		B		C	
		1992	1995	1992	1995	1992	1995
B	Belgique	71	72	11	11	18	15
DK	Danemark	56	66	29	21	15	13
	ex-RFA	61	63	16	14	22	22
	ex-RDA	69	75	13	13	17	21
D	Allemagne	63	66	16	9	21	16
GR	Grèce	85	93	2	1	13	6
E	Espagne	87	83	2	3	11	15
F	France	86	87	7	4	8	9
IRL	Irlande	75	83	6	2	19	15
I	Italie	81	81	7	6	12	14
L	Luxembourg	56	68	16	14	28	17
NL	Pays-Bas	61	63	22	24	17	13
P	Portugal	89	86	2	2	8	12
UK	Royaume-Uni	75	77	12	8	13	14
	UE12	76	77	10	8	14	15
A	Autriche		71		11		18
S	Suède		70		6		24
SF	Finlande		73		11		16
	UE nouveaux 3		71		9		20
	UE 15		77		8		15

Tableau 4.1. (2)

Le rôle des régions dans le processus de décision communautaire

Influence régionale sur le processus décisionnel

	A		B		C	
	1992	1995	1992	1995	1992	1995
Croisements selon le sexe, l'âge, l'âge de fin d'étude.						
Hommes	77	78	11	10	11	12
Femmes	75	75	9	7	16	18
15 -24 ans	78	78	8	7	13	15
25 - 39 ans	77	79	10	9	13	12
40 - 54 ans	77	78	11	9	12	14
55 et plus	73	73	10	8	17	19
15 ans ou moins	74	73	9	6	18	20
16 - 19 ans	76	77	11	9	14	14
20 ans et plus	78	79	13	11	9	11
Encore étudiant	81	80	9	8	10	12
Croisements selon l'échelle politique harmonisée l'index de leadership						
Gauche	79	79	9	8	12	13
Centre	76	78	10	7	14	14
Droite	75	75	13	11	12	14
NSP/refus	72	71	8	6	20	23
Leadership ++	80	80	12	9	8	11
Leadership +	78	78	10	9	11	14
Leadership -	76	78	10	8	14	14
Leadership - -	69	70	9	7	22	23
Croisements selon l'index d'attitude/UE attitude envers l'unification, attitude envers l'appartenance à l'Union européenne.						
Attitude positive/UE	80	81	10	7	10	12
Attitude ambivalente/UE	69	72	10	9	21	19
Attitude négative/UE	65	72	19	12	16	15
Pour l'unification		80		8		12
Contre l'unification		71		13		16
L'appartenance à l'UE est une bonne chose		80		7		13
L'appartenance à l'UE n'est ni une bonne chose, ni mauvaise		75		9		16
L'appartenance à l'UE est une mauvaise chose		73		12		15
Croisements selon le niveau de revenus, l'index d'urbanisation subjective						
Niveau de revenus ++	76	78	14	11	10	11
Niveau de revenus +	78	79	9	8	12	13
Niveau de revenus -	76	77	10	8	14	15
Niveau de revenus --	74	75	8	8	18	18

Au niveau des profils psycho-sociaux, on observe que:

- les hommes sont un peu plus favorables que les femmes.
- les personnes âgées de plus de 55 ans sont moins favorables que les plus jeunes.
- le degré d'adhésion est légèrement plus élevé chez les personnes qui ont un niveau d'instruction et de revenus plus élevé.
- dans ce dernier cas, les "leaders d'opinion" expriment une opinion nettement favorable à cette modalité de fonctionnement de l'U.E. et selon une plus grande fréquence par rapport aux personnes qui ne possèdent pas d'aptitudes en matière de leadership.
- comme c'était déjà le cas en 1992, les personnes qui ont une attitude positive à l'égard de l'U.E. sont plus fréquemment favorables à une influence régionale sur les décisions de la Communauté. On peut affirmer qu'il en va de même pour les personnes qui sont favorables à l'unification et pour celles qui estiment que faire partie de l'Union européenne est une chose positive.
- les idées politiques n'ont qu'une incidence marginale sur les réponses à cette question. On enregistre en effet 79% de personnes favorables chez les personnes de gauche et 75% chez les personnes de droite.

Tableau 4.2. (1)

Le rôle des régions dans le processus de décision communautaire
Notoriété du Comité des Régions

Question:	
Le traité de Maastricht sur l'Union européenne a institué un Comité des Régions. Avez-vous ou non entendu parler de ce Comité?	
A.	Non, je n'ai pas entendu parler de ce Comité
B.	Oui, j'ai entendu parler de ce Comité

Les résultats sont exprimés en pourcentages calculés sur la base totale

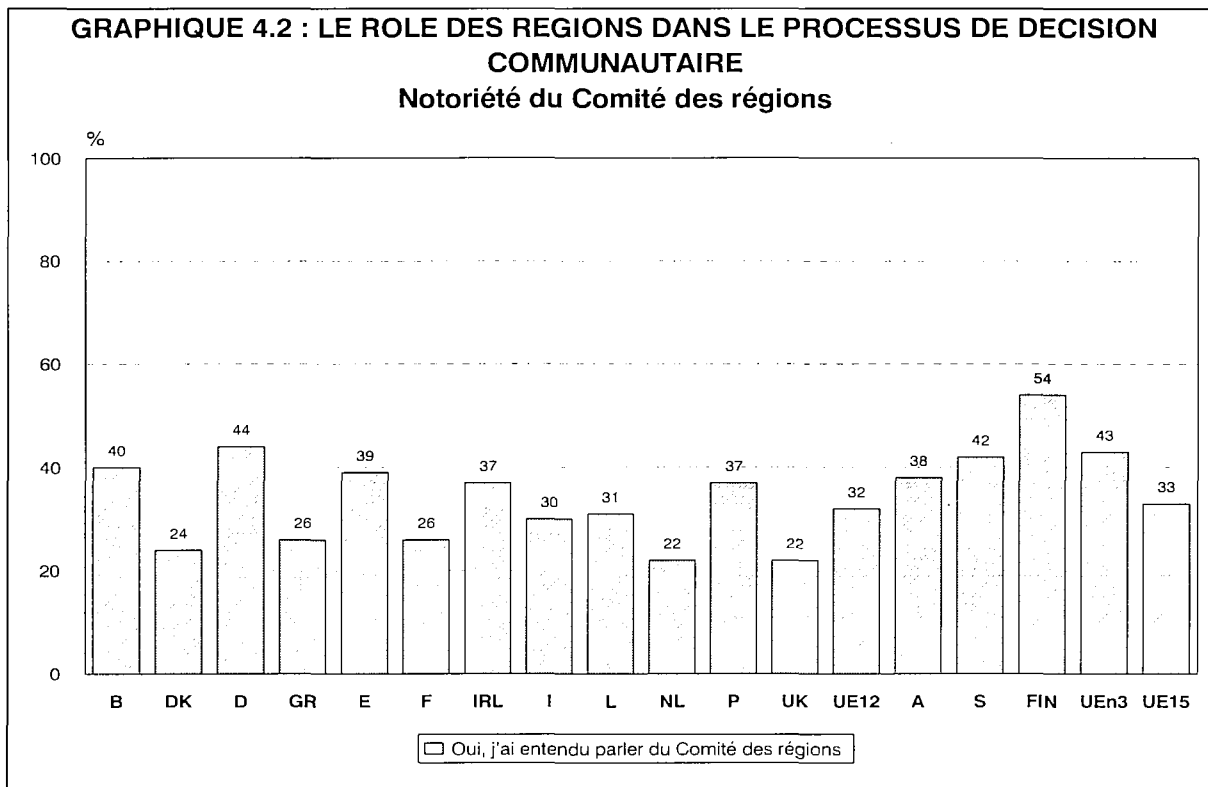
Croisements selon les pays

	A	B
B Belgique	60	40
DK Danemark	76	24
ex-RFA	54	46
ex-RDA	60	40
D Allemagne	56	44
GR Grèce	74	26
E Espagne	61	39
F France	75	26
IRL Irlande	63	37
I Italie	70	30
L Luxembourg	69	31
NL Pays-Bas	78	22
P Portugal	64	37
UK Royaume-Uni	78	22
UE12	68	32
A Autriche	62	38
S Suède	58	42
SF Finlande	46	54
UE nouveaux 3	57	43
UE 15	67	33

4.2. Le Comité des Régions (CdR): sa notoriété et ses pouvoirs

4.2.1. Sa notoriété

Le Comité des Régions, qui a été institué par le Traité de Maastricht sur l'Union européenne en 1992, est un organe encore inconnu de la grande majorité des citoyens européens. En effet, environ 70% des personnes interrogées (68% au niveau de l'U.E.12 et 67% au niveau de l'U.E.15) n'en ont jamais entendu parler. Au niveau des trois Etats qui ont adhéré à l'Union européenne après l'institution du CdR, ce pourcentage tombe à 57%, probablement en raison du fait qu'ils en ont entendu parler comme d'un des organes communautaires.



Une analyse détaillée de chaque pays permet d'observer que rien qu'en Finlande plus de la moitié des citoyens (54%) ont entendu parler du Comité des Régions. Les autres Etats où la connaissance de ce nouvel organe communautaire est plus répandue sont l'Allemagne (44%), la Suède (42%), la Belgique (40%) et l'Autriche (38%).

En revanche, les pays qui ont une moindre connaissance du CdR sont la Hollande, la Grande-Bretagne (22%) et le Danemark (24%).

Au niveau des profils socio-démographiques, on peut formuler les considérations suivantes:

- comme toujours, les hommes sont plus informés que les femmes.
- les personnes âgées de 40 à 54 ans ont plus fréquemment entendu parler du Comité des Régions que les plus jeunes, mais également que les plus âgés.
- dans ce cas-ci également, le degré d'information augmente à mesure que s'accroissent le niveau de revenus, l'âge de fin d'études et les capacités de leadership d'opinion.

Tableau 4.2. (2)

Le rôle des régions dans le processus de décision communautaire
Notoriété du Comité des Régions

Croisements selon le sexe, l'âge, l'âge de fin d'étude.	A	B
Hommes	65	35
Femmes	68	32
15 -24 ans	69	31
25 - 39 ans	67	33
40 - 54 ans	63	37
55 et plus	69	31
15 ans ou moins	70	30
16 - 19 ans	66	34
20 ans et plus	63	38
Encore étudiant	67	33
Croisements selon l'échelle politique harmonisée l'index de leadership		
Gauche	66	34
Centre	67	33
Droite	67	33
NSP/refus	67	33
Leadership ++	56	44
Leadership +	66	35
Leadership -	69	31
Leadership - -	74	26
Croisements selon l'index d'attitude/UE attitude envers l'unification, attitude envers l'appartenance à l'Union européenne.		
Attitude positive/UE	66	34
Attitude ambivalente/UE	68	32
Attitude négative/UE	70	30
Pour l'unification	65	35
Contre l'unification	71	29
L'appartenance à l'UE est une bonne chose	66	34
L'appartenance à l'UE n'est ni une bonne chose, ni mauvaise	68	32
L'appartenance à l'UE est une mauvaise chose	66	34
Croisements selon le niveau de revenus, l'index d'urbanisation subjective		
Niveau de revenus ++	63	37
Niveau de revenus +	66	34
Niveau de revenus -	67	33
Niveau de revenus --	68	32

Comme il fallait logiquement s'y attendre, les personnes les plus ouvertes à l'U.E. se sont révélées être les plus attentives aux changements et, donc, les plus informées à ce propos.

Les personnes qui entendent parler de l'Union européenne à travers des moyens d'information locaux connaissent plus le CdR que les personnes qui tirent leurs informations de médias nationaux, mais beaucoup moins que celles qui utilisent des médias étrangers.

Tableau 4.2. (3)

Le rôle des régions dans le processus de décision communautaire
Notoriété du Comité des Régions

Croisement selon la source d'information	A	B
Magazines/périodiques étrangers	53	47
Magazines/périodiques nationaux	58	43
Magazines/périodiques régionaux/locaux	54	46
Journaux étrangers	51	49
Journaux nationaux	63	37
Journaux régionaux/locaux	60	40
Radio étrangère	51	50
Radio nationale	63	37
Radio régionale/locale	60	40
Télévision étrangère	59	41
Télévision nationale	66	34
Télévision régionale /locale	61	39

4.2.2. Ses pouvoirs

Parmi les Européens qui connaissent le Comité des Régions, un sur trois (35%) pense qu'il devrait avoir plus de pouvoirs, un sur quatre (25%) estime qu'il en a déjà suffisamment et seulement 5% considèrent qu'il devrait en avoir moins.

On observe également une forte présence de personnes (34%) qui n'ont pas d'idées précises.

Tableau 4.3. (1)

Le rôle des régions dans le processus de décision communautaire
Pouvoir du Comité des Régions

Question:	
(Posée aux personnes ayant une connaissance du CdR)	
D'après vous, ce Comité des Régions devrait-il avoir plus de pouvoir, a-t-il assez de pouvoir ou devrait-il avoir moins de pouvoir?	
A.	Oui, j'ai entendu parler de ce Comité et il devrait avoir plus de pouvoir
B.	Oui, j'ai entendu parler de ce Comité et il a assez de pouvoir
C.	Oui, j'ai entendu parler de ce Comité et il devrait avoir moins de pouvoir
D.	Ne Sait Pas

Les résultats sont exprimés en pourcentages calculés sur la base totale

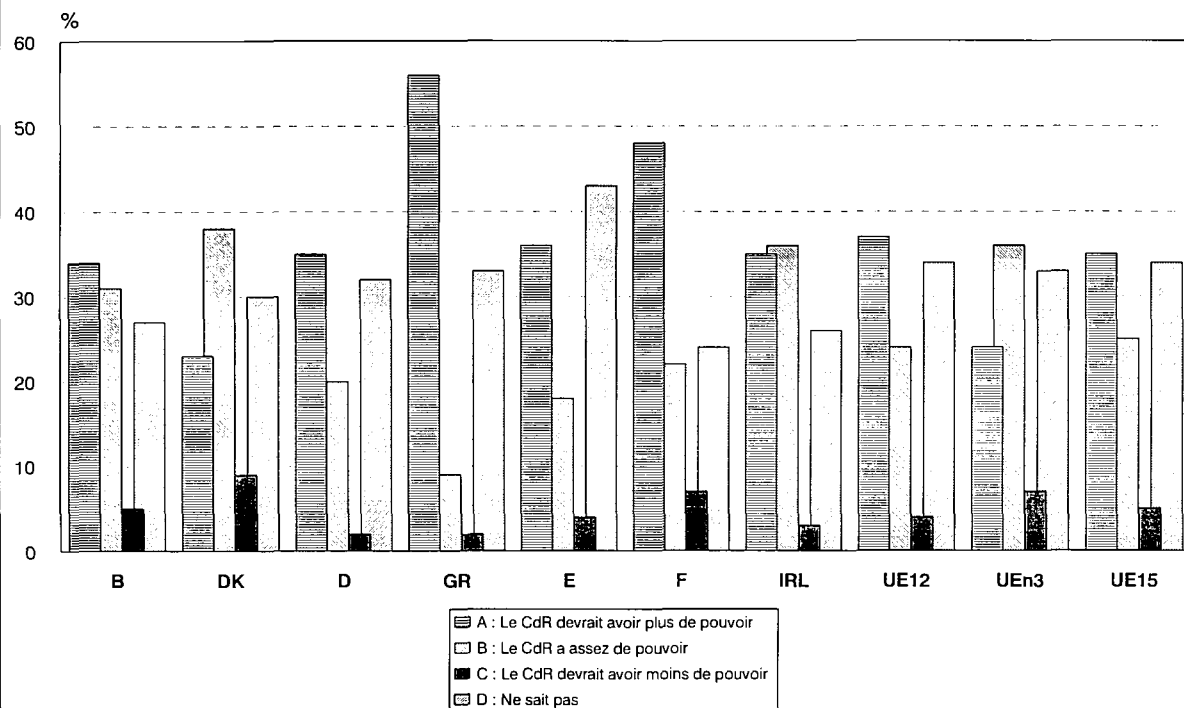
Croisements selon les pays

	A	B	C	D
B Belgique	34	31	5	27
DK Danemark	23	38	9	30
ex-RFA	32	26	2	39
ex-RDA	37	28	3	42
D Allemagne	35	20	2	32
GR Grèce	56	9	2	33
E Espagne	36	18	4	43
F France	48	22	7	24
IRL Irlande	35	36	3	26
I Italie	46	18	2	34
L Luxembourg	35	34	3	29
NL Pays-Bas	27	36	3	34
P Portugal	41	22	3	33
UK Royaume-Uni	21	34	12	31
UE12	37	24	4	34
A Autriche	41	35	4	20
S Suède	14	32	7	46
SF Finlande	20	43	9	28
UE nouveaux 3	24	36	7	33
UE 15	35	25	5	34

Ces résultats restent inchangés également au niveau de l'U.E.12.

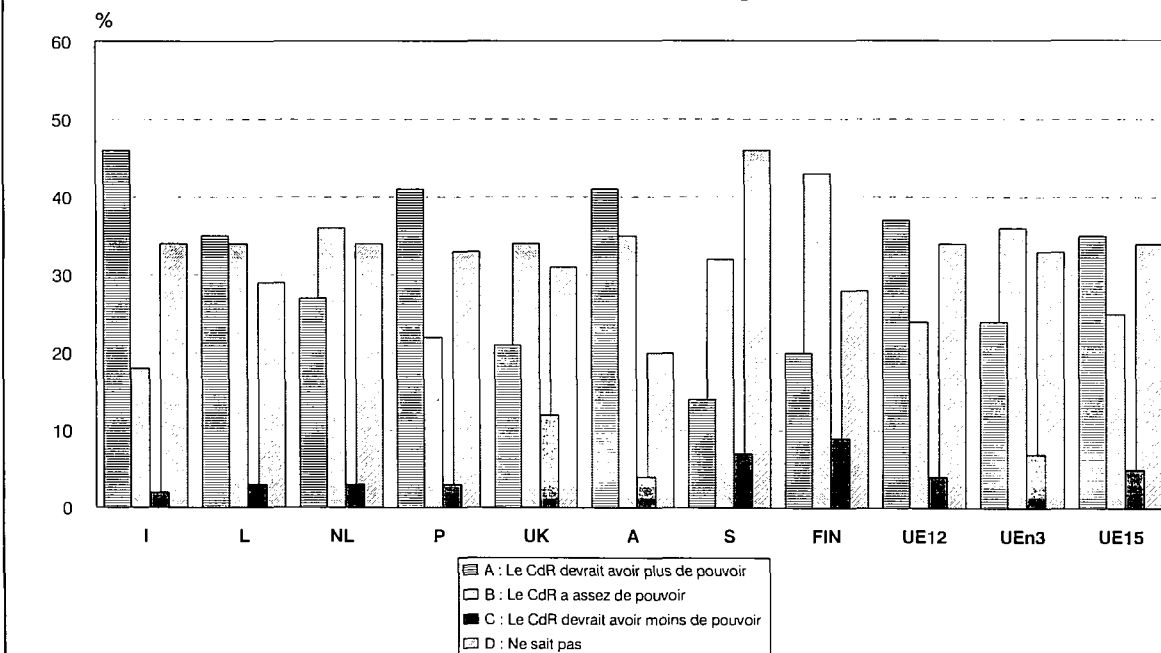
GRAPHIQUE 4.3(a) : LE ROLE DES REGIONS DANS LE PROCESSUS DE DECISION COMMUNAUTAIRE

Pouvoir du Comité des régions



GRAPHIQUE 4.3(b) : LE ROLE DES REGIONS DANS LE PROCESSUS DE DECISION COMMUNAUTAIRE

Pouvoir du Comité des régions



Les pays qui soutiennent le plus la thèse selon laquelle le Comité des Régions devrait avoir plus de pouvoirs sont la Grèce (56%), la France (48%) et l'Italie (46%).

La Suède (14%), la Finlande (20%) et le Royaume-Uni (21%) sont au contraire les pays où la proposition d'attribuer plus de pouvoirs recueille le moins d'adhésions.

En cohérence avec ce que nous venons d'affirmer, en Grande-Bretagne (12%), en Finlande (9%) et au Danemark (9%), on enregistre la plus forte concentration de citoyens qui estiment que le Comité des Régions devrait avoir moins de pouvoirs.

La Finlande (43%) et le Danemark (38%) sont également les pays dont les habitants, comme ceux de l'Irlande et de la Hollande (36%), estiment avec la plus grande fréquence que le CdR a déjà suffisamment de pouvoirs.

Les Autrichiens sont les Européens dont les idées sont les plus claires (seulement 20% d'indécis) tandis que près de la moitié des Suédois qui connaissent le CdR sont incapables de formuler une opinion.

Au niveau des variables socio-démographiques, on retrouve la même répartition selon trois critères, naturellement avec certaines nuances spécifiques.

La plupart des hommes (40%) pensent que le Comité des Régions devrait avoir plus de pouvoirs tandis que 40% des femmes n'ont pas d'opinion précise.

L'âge n'influence pas beaucoup l'opinion, même si l'on observe une forte présence d'indécis chez les personnes plus âgées.

Tableau 4.3. (2)

Le rôle des régions dans le processus de décision communautaire
Pouvoir du Comité des Régions

Croisements selon le sexe, l'âge, l'âge de fin d'étude.	A	B	C	D
Hommes	40	25	5	28
Femmes	30	25	4	40
15 -24 ans	35	29	4	32
25 - 39 ans	37	27	4	31
40 - 54 ans	37	23	6	34
55 et plus	33	23	5	39
15 ans ou moins	31	19	5	44
16 - 19 ans	38	26	4	31
20 ans et plus	37	28	5	29
Encore étudiant	37	31	4	29
Croisements selon l'échelle politique harmonisée l'index de leadership				
Gauche	40	24	4	33
Centre	36	26	4	34
Droite	37	29	6	28
NSP/refus	27	20	4	49
Leadership ++	48	26	6	20
Leadership +	39	27	4	30
Leadership -	33	26	4	37
Leadership - -	21	20	5	54
Croisements selon l'index d'attitude/UE attitude envers l'unification, attitude envers l'appartenance à l'Union européenne.				
Attitude positive/UE	43	25	2	29
Attitude ambivalente/UE	28	24	6	41
Attitude négative/UE	23	30	14	32
Pour l'unification	41	26	3	30
Contre l'unification	25	29	11	34
L'appartenance à l'UE est une bonne chose	41	25	2	31
L'appartenance à l'UE n'est ni une bonne chose, ni mauvaise	30	26	6	38
L'appartenance à l'UE est une mauvaise chose	27	29	12	32
Croisements selon le niveau de revenus, l'index d'urbanisation subjective				
Niveau de revenus ++	42	26	5	27
Niveau de revenus +	37	27	5	31
Niveau de revenus -	34	25	5	36
Niveau de revenus --	34	18	4	40

Les personnes qui ont des capacités de leadership et celles dont le revenu est plus élevé sembleraient être les plus enclines à attribuer plus de pouvoirs au CdR par rapport aux personnes passives et à celles qui ont un revenu moindre. Plus de la moitié des individus qui se situent au bas de l'échelle de l'indice de leadership sont incapables d'exprimer une opinion à ce sujet.

Il est intéressant de noter que plus de 40% des personnes positives et bien disposées à l'égard de l'U.E. estiment que ce nouvel organe communautaire devrait avoir plus de pouvoirs. Parmi les personnes qui, au contraire, s'opposent à l'U.E., le nombre de personnes qui n'ont pas d'idées précises est plus élevé.

Contrairement à ce qui pourrait être attendu, ce ne sont pas les individus qui "consomment" des médias locaux qui pensent le plus fréquemment que le CdR devrait avoir plus de pouvoirs, mais les personnes qui s'informent au travers de médias étrangers. Les consommateurs de médias locaux sont ceux qui, le plus souvent, n'ont pas d'opinion précise en la matière.

Tableau 4.3. (3)

Le rôle des régions dans le processus de décision communautaire
Pouvoir du Comité des Régions

Croisement selon la source d'information	A	B	C	D
Magazines/périodiques étrangers	51	27	6	15
Magazines/périodiques nationaux	46	29	5	20
Magazines/périodiques régionaux/locaux	41	28	4	26
Journaux étrangers	49	28	7	17
Journaux nationaux	41	30	6	23
Journaux régionaux/locaux	39	30	4	26
Radio étrangère	49	33	2	15
Radio nationale	41	26	6	26
Radio régionale/locale	38	30	4	28
Télévision étrangère	40	35	6	18
Télévision nationale	39	27	5	29
Télévision régionale /locale	41	28	4	27

5. MOYENS DE COMMUNICATION UTILISÉS

5. MOYENS D'INFORMATION UTILISÉS

5.1. Qui lit quoi?

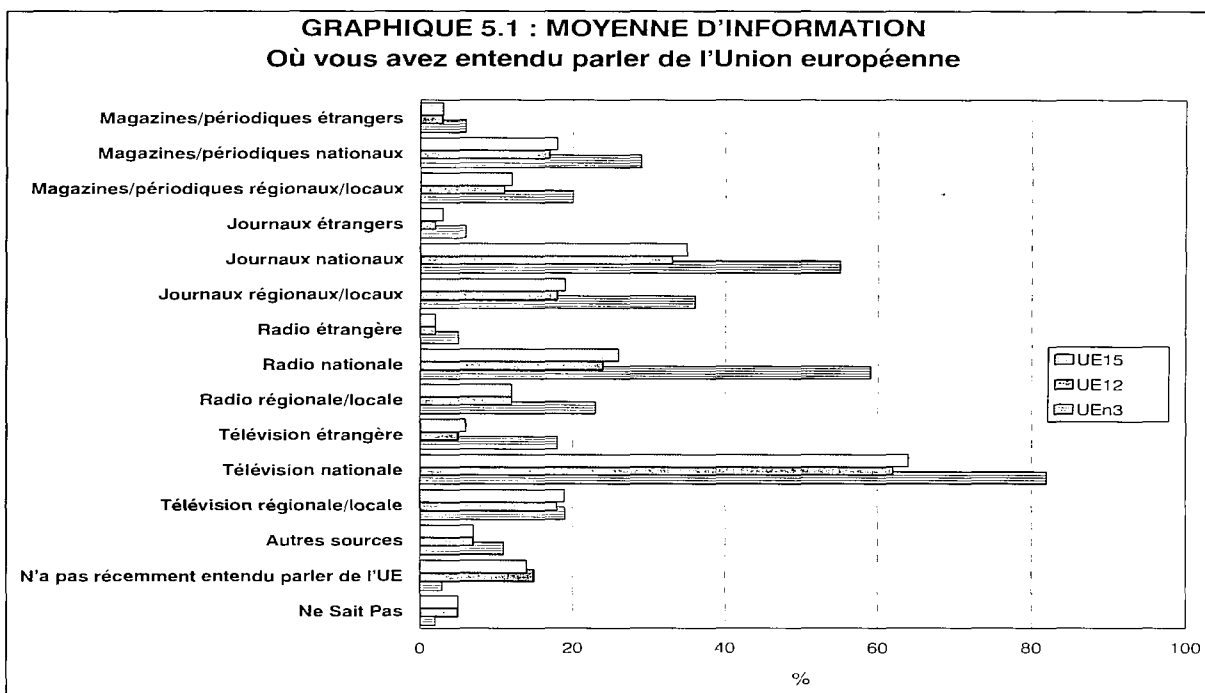
Au cours de la présente analyse, il a souvent été fait référence à la corrélation entre les opinions exprimées et les moyens de communication utilisés (locaux, nationaux, étrangers).

Mais qui sont les personnes qui s'informent au niveau local et combien sont-elles? Combien d'entre elles tirent-elles leurs informations de médias à tirage/couverture nationale? Et qui utilise des sources d'information étrangères?

Nous avons essayé de fournir une réponse à ces questions en demandant aux personnes interrogées à travers quelles sources d'information elles avaient récemment entendu parler de l'Union européenne.

Avant d'entrer dans les détails, il faut souligner le fait que les pourcentages qui seront indiqués ne sont en aucun cas absolus, dans la mesure où il était possible de citer une ou plusieurs sources d'information.

Globalement, au niveau de l'U.E. 15, la source d'information principale est la télévision nationale, qui a été citée par 64% des personnes interrogées.



Mêmes les autres médias à diffusion nationale sont plus utilisés que les médias étrangers ou locaux. Aussi bien au niveau de la presse que de la radio-télévision, la hiérarchie des sources d'information est toujours identique: en première position viennent les moyens de communication nationaux, suivis des moyens locaux/régionaux (dont la diffusion est toujours inférieure à 20%) et, loin derrière, des médias étrangers.

Au niveau de chaque Etat, si l'incidence globale des moyens d'information possibles reste dans les limites de la tendance citée précédemment, il existe certaines spécificités typiques du pays.

Tableau 5.1. (1)

Moyens d'information

Qui lit quoi ?

Question: Pouvez-vous me dire où vous avez récemment entendu parler de l'Union européenne, ses politiques, ses institutions? A l'aide de cette carte, veuillez me dire où?		
A. Magazines/périodiques étrangers	F. Journaux régionaux/locaux	K. Télévision nationale
B. Magazines/périodiques nationaux	G. Radio étrangère	L. Télévision régionale/locale
C. Magazines/périodiques régionaux/locaux	H. Radio nationale	M. Autres sources
D. Journaux étrangers	I. Radio régionale/locale	N. N'a pas récemment entendu parler de l'Union européenne (SPONTANÉ)
E. Journaux nationaux	J. Télévision étrangère	O. Ne Sait Pas

Les résultats sont exprimés en pourcentages calculés sur la base totale

Croisements selon les pays

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	M	N	O
B Belgique	4	14	6	3	31	12	4	26	9	18	56	12	6	20	5
DK Danemark	5	23	8	4	56	24	3	40	10	16	80	12	9	9	1
ex-RFA	2	22	28	3	19	27	3	16	21	6	49	26	8	16	6
ex-RDA	1	13	31	1	11	28	0	16	21	2	48	29	6	14	7
D Allemagne	2	20	29	3	18	27	2	16	21	5	49	27	8	16	6
GR Grèce	3	15	5	2	40	9	2	28	10	3	80	17	7	14	1
E Espagne	1	9	3	1	35	17	1	29	12	2	66	23	5	14	9
F France	2	18	8	3	26	22	2	31	10	4	71	23	8	9	2
IRL Irlande	2	6	3	2	53	10	2	30	7	5	61	3	5	14	6
I Italie	4	26	6	2	35	8	1	17	6	3	62	10	6	20	5
L Luxembourg	34	41	0	38	58	0	40	55	0	43	29	0	5	10	4
NL Pays-Bas	6	25	11	5	54	31	5	33	10	21	78	7	9	5	2
P Portugal	3	14	4	2	34	7	1	27	8	3	73	5	7	11	9
UK Royaume-Uni	2	9	3	2	52	11	1	25	8	3	63	16	6	20	5
UE12	3	17	11	2	33	18	2	24	12	5	62	18	7	15	5
A Autriche	7	34	14	8	55	17	10	48	13	28	73	13	9	5	4
S Suède	5	22	21	5	57	46	2	71	29	11	87	27	12	2	1
SF Finlande	6	35	26	5	53	45	3	52	27	17	85	14	11	2	1
UE nouveaux 3	6	29	20	6	55	36	5	59	23	18	82	19	11	3	2
UE 15	3	18	12	3	35	19	2	26	12	6	64	19	7	14	5

L'importance de la télévision nationale est particulièrement significative dans les trois pays scandinaves (87% en Suède, 85% en Finlande, 80% au Danemark) mais également en Grèce (80%) et en Hollande (78%).

Les télévisions locales sont plus suivies en Allemagne et en Suède (27%) que dans d'autres pays tandis que les chaînes de télévision étrangères atteignent des pourcentages significatifs au Luxembourg (43%) et en Autriche (28%).

Les quotidiens nationaux sont cités comme source d'information par plus de la moitié des Luxembourgeois (58%), des Scandinaves (Suède 57%, Danemark 56%, Finlande 53%), des Autrichiens (55%), des Hollandais (54%) et des habitants des îles britanniques (Grande-Bretagne 52%, Irlande 53%).

Les quotidiens locaux parlent surtout de l'U.E. en Suède (46%) et en Finlande (45%) mais également en Hollande (31%) et en Allemagne (27%) tandis que les quotidiens étrangers ne sont cités avec une certaine fréquence qu'au Luxembourg (38%).

Les radios nationales, globalement citées par un Européen sur quatre (26%), n'ont une grande importance qu'en Autriche, où 71% des citoyens mentionnent cette source d'information.

Dans ce cas-ci également, les Luxembourgeois se révèlent les plus ouverts aux médias étrangers dans la mesure où 40% d'entre eux déclarent écouter des radios étrangères.

Les radios à diffusion locale/régionale sont plus écoutées en Suède et en Finlande.

Les citoyens luxembourgeois sont ceux qui lisent le plus fréquemment des informations relatives aux politiques ou aux institutions communautaires dans des périodiques nationaux (41%) ou étrangers (34%). Les Allemands et les Finlandais sont au contraire ceux qui tirent le plus fréquemment ces informations de la presse périodique locale.

On observe enfin que 20% des Danois, des Italiens et des Portugais n'ont pas entendu parler de l'Union européenne au cours de la période qui a immédiatement précédé l'enquête.

Tableau 5.1. (2)
Moyens d'information
Qui lit quoi ?

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	M	N	O
Croisements selon le sexe, l'âge, l'âge de fin d'étude															
Hommes	4	21	13	3	41	21	3	30	14	7	67	20	8	12	3
Femmes	2	15	11	2	29	17	2	22	11	5	60	17	6	17	6
15 -24 ans	3	19	12	3	36	16	2	24	13	6	63	17	12	15	4
25 - 39 ans	3	21	12	3	38	20	3	28	13	7	66	19	8	14	4
40 - 54 ans	3	20	14	3	37	22	3	28	14	6	65	21	6	13	4
55 et plus	2	14	11	2	29	18	1	23	10	4	61	18	4	15	7
15 ans ou mois	1	10	9	1	24	15	1	21	9	3	60	17	4	19	8
16 - 19 ans	2	17	12	2	34	19	2	25	13	6	62	20	6	15	4
20 ans et plus	6	32	16	6	49	24	5	36	16	10	70	20	10	8	3
Encore étudiant	5	24	12	4	42	18	2	27	13	8	68	16	16	11	2
Croisements selon l'échelle politique harmonisée l'index de leadership															
Gauche	3	20	14	3	38	20	3	28	13	6	65	18	9	13	4
Centre	3	17	12	2	34	20	2	26	14	6	67	20	6	14	3
Droite	3	19	13	3	38	20	2	28	12	7	64	18	7	14	5
NSP/refus	2	14	8	2	24	13	2	19	10	4	56	16	5	18	9
Leadership ++	7	30	18	7	50	25	5	37	18	11	69	23	13	7	2
Leadership +	3	22	14	3	40	20	2	30	13	7	67	19	8	12	4
Leadership -	2	15	12	2	32	19	1	24	12	4	63	18	7	14	5
Leadership - -	1	9	5	2	20	13	1	16	9	3	53	15	3	24	9
Croisements selon l'index d'attitude/UE attitude envers l'unification, attitude envers l'appartenance à l'Union européenne.															
Attitude positive/UE	4	24	15	3	39	21	2	28	14	8	68	19	8	11	4
Attitude ambivalente/UE	2	13	9	2	29	17	2	22	11	4	58	18	6	18	7
Attitude négative/UE	1	12	8	2	37	19	1	29	12	4	65	19	6	17	5
Pour l'unification	3	21	14	3	37	20	2	27	13	7	66	19	8	12	4
Contre l'unification	1	13	9	2	34	18	2	27	12	4	63	19	6	16	5
L'appartenance à l'UE est une bonne chose	4	23	14	3	39	20	2	28	13	7	67	19	8	12	4
L'appartenance à l'UE n'est ni une bonne chose, ni mauvaise	2	13	10	2	30	17	2	22	12	4	60	19	6	18	5
L'appartenance à l'UE est une mauvaise chose	2	13	10	3	36	21	2	30	13	4	64	19	6	15	5
Croisements selon le niveau de revenus, l'index d'urbanisation subjective															
Niveau de revenus ++	5	27	16	5	45	24	3	32	16	9	72	21	11	7	3
Niveau de revenus +	2	21	14	2	40	22	2	31	14	6	68	21	7	12	4
Niveau de revenus -	2	17	12	2	32	20	2	26	12	5	63	18	6	14	4
Niveau de revenus --	2	12	11	2	24	18	2	20	12	5	57	18	6	19	6

En revanche, du point de vue des variables socio-démographiques, quelle que soit la source d'information prise en considération, on observe que:

- les hommes "consomment" plus de médias que les femmes.
- les personnes plus âgées (+ de 55 ans) sont généralement moins informées que les jeunes.
- le nombre de citations, et donc le niveau d'information, s'accroît à mesure qu'augmentent le niveau de revenus, le niveau d'instruction et également les aptitudes au leadership d'opinion.
- les idées politiques n'ont pas d'incidence sur les types de médias utilisés, tandis que le fait d'être positif ou favorable à l'U.E. amène à être plus attentif aux informations qui concernent la Communauté et donc à citer avec plus de fréquence les médias qui rapportent ce type d'informations.

6. LES AIDES AUX RÉGIONS LES MOINS FAVORISÉES ET L'ÉVENTUELLE ADHÉSION DES PAYS DE L'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE À L'UNION EUROPÉENNE

6. LES AIDES AUX RÉGIONS LES MOINS FAVORISÉES ET L'ÉVENTUELLE ADHÉSION DES PAYS DE L'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE À L'UNION EUROPÉENNE

6.1. Réactions aux hypothèses formulées

Comment l'Union européenne devrait elle se comporter vis-à-vis des régions les moins favorisées si les pays de l'ex-bloc communiste devaient y adhérer?

Selon 5 Européens sur 10 (49%), l'U.E. devrait continuer d'aider les régions les moins développées, mais en adoptant des critères plus stricts, de manière à limiter l'augmentation des coûts. Un quart de la population européenne (27%) pense au contraire que rien ne devrait changer, tout en sachant que les coûts de ces aides seraient beaucoup plus élevés.

On observe également qu'un faible pourcentage d'Européens (7%) se déclare spontanément opposé à l'élargissement de l'Union aux pays d'Europe centrale et orientale. Ce pourcentage s'élève à 18% en France.

GRAPHIQUE 6.1(a) : LES AIDES POUR LES REGIONS LES MOINS FAVORISEES ET L'ÉVENTUELLE ADHÉSION DES PAYS DE L'EUROPE CENTRE-ORIENTALE A L'UE
Réaction aux hypothèses données

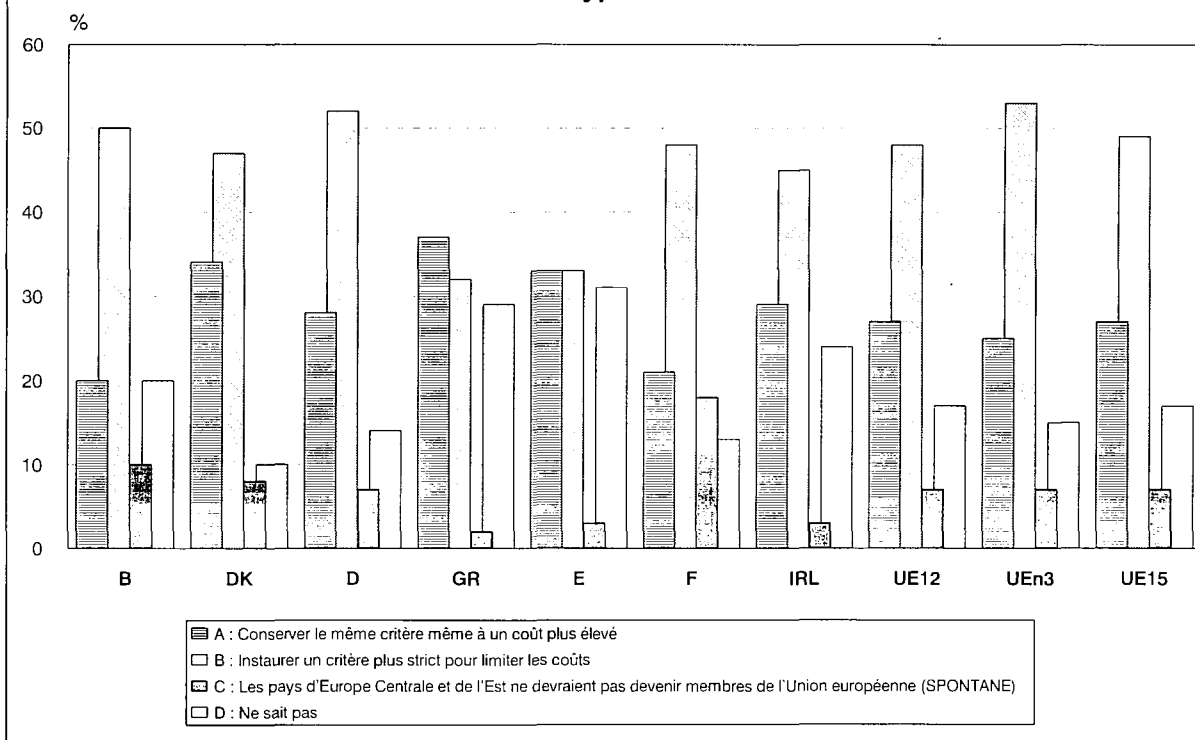


Tableau 6.1. (1)

Les aides aux régions les moins favorisées et l'éventuelle adhésion des pays de l'Europe centrale et orientale à l'Union européenne
Réaction aux hypothèses données

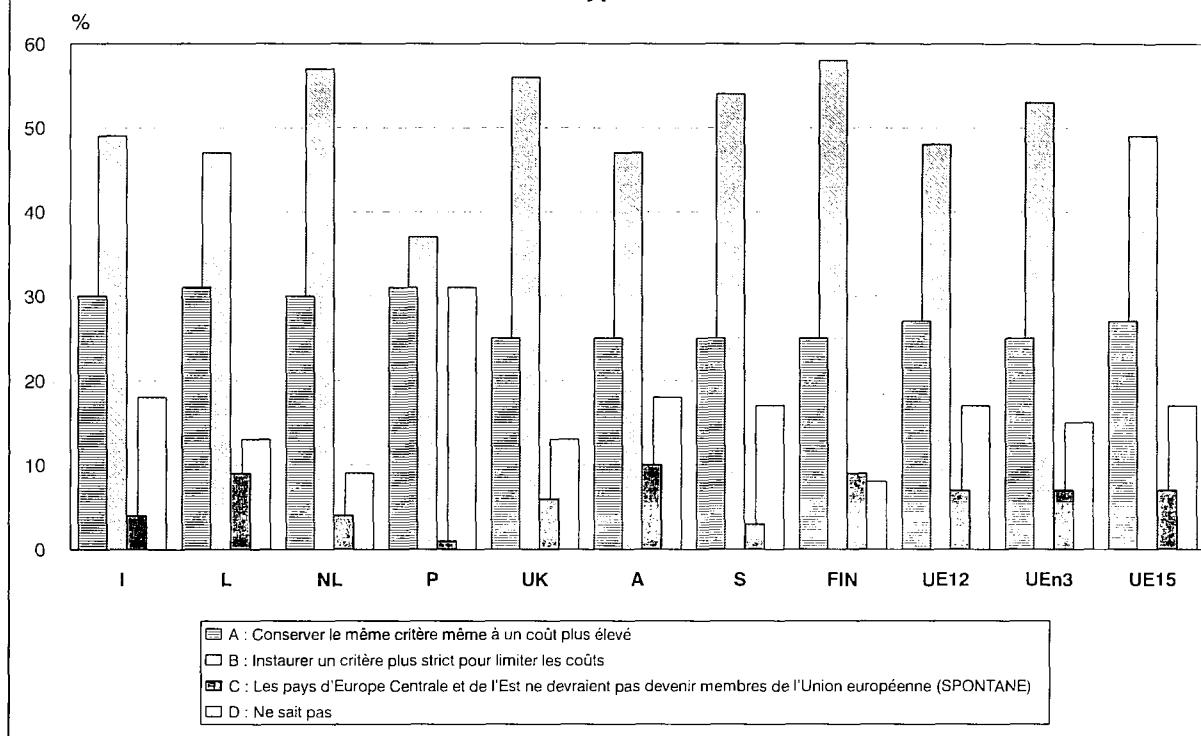
Question:	
Si des pays d'Europe centrale et orientale deviennent membres de l'Union européenne, que pensez-vous que la Commission européenne devrait faire pour toutes les régions les moins favorisées de l'Union européenne? Voici deux opinions, veuillez me dire celle qui se rapproche le plus de la vôtre.	
A.	Aider toutes les régions les moins favorisées, en gardant les mêmes critères d'aide qu'aujourd'hui, même si les coûts de ces aides seront beaucoup plus élevés suite à l'adhésion des pays d'Europe centrale et orientale
B.	Aider toutes les régions les moins favorisées, mais selon des critères d'aide plus stricts qu'aujourd'hui, pour limiter l'augmentation des coûts de ces aides suite à l'adhésion des pays d'Europe centrale et orientale
C.	Les pays d'Europe centrale et orientale ne devraient pas devenir membre de l'Union européenne (SPONTANE)
D.	Ne Sait Pas

Les résultats sont exprimés en pourcentages calculés sur la base totale

Croisements selon les pays

		A	B	C	D
B	Belgique	20	50	10	20
DK	Danemark	34	47	8	10
	ex-RFA	27	52	7	14
	ex-RDA	31	51	5	13
D	Allemagne	28	52	7	14
GR	Grèce	37	32	2	29
E	Espagne	33	33	3	31
F	France	21	48	18	13
IRL	Irlande	29	45	3	24
I	Italie	30	49	4	18
L	Luxembourg	31	47	9	13
NL	Pays-Bas	30	57	4	9
P	Portugal	31	37	1	31
UK	Royaume-Uni	25	56	6	13
	UE12	27	48	7	17
A	Autriche	25	47	10	18
S	Suède	25	54	3	17
SF	Finlande	25	58	9	8
	UE nouveaux 3	25	53	7	15
	UE 15	27	49	7	17

GRAPHIQUE 6.1(b) : LES AIDES POUR LES REGIONS LES MOINS FAVORISEES ET L'EVENTUELLE ADHESION DES PAYS DE L'EUROPE CENTRE-ORIENTALE A L'UE
Réaction aux hypothèses données



Les Finlandais (58%), les Hollandais (57%) et les Britanniques (56%) sont les plus enclins à vouloir modifier les critères d'attribution des aides, tandis que les Grecs (37%) et les Danois (34%) sont ceux qui voudraient maintenir les modalités actuelles plus que les autres. On observe que la Grèce enregistre également le plus faible pourcentage de personnes disponibles au changement (32%), ce qui confirme la volonté grecque de ne pas modifier les critères.

Il est opportun de souligner que le niveau d'indécis est plutôt élevé (17% dans l'U.E.15) et que, dans certains pays d'Europe méridionale (Portugal, Espagne, Grèce), cette composante représente 30% de la population.

Tableau 6.1. (2)

Les aides aux régions les moins favorisées et l'éventuelle adhésion des pays de l'Europe centrale et orientale à l'Union européenne
Réaction aux hypothèses données

Croisements selon le sexe, l'âge, l'âge de fin d'étude.	A	B	C	D
Hommes	28	52	8	13
Femmes	27	46	7	21
15 -24 ans	31	48	5	17
25 - 39 ans	31	51	7	12
40 - 54 ans	26	51	7	15
55 et plus	23	46	9	22
15 ans ou moins	23	44	8	25
16 - 19 ans	28	51	8	14
20 ans et plus	29	54	7	9
Encore étudiant	34	46	4	16
Croisements selon l'échelle politique harmonisée l'index de leadership				
Gauche	35	46	5	15
Centre	26	52	7	15
Droite	23	55	10	13
NSP/refus	25	39	7	30
Leadership ++	34	50	7	8
Leadership +	29	52	7	13
Leadership -	26	51	6	17
Leadership - -	22	39	10	29
Croisements selon l'index d'attitude/UE attitude envers l'unification, attitude envers l'appartenance à l'Union européenne.				
Attitude positive/UE	31	52	5	12
Attitude ambivalente/UE	24	46	8	22
Attitude négative/UE	22	44	17	16
Pour l'unification	30	52	5	13
Contre l'unification	22	48	14	15
L'appartenance à l'UE est une bonne chose	31	51	5	13
L'appartenance à l'UE n'est ni une bonne chose, ni mauvaise	23	50	9	18
L'appartenance à l'UE est une mauvaise chose	24	43	15	18
Croisements selon le niveau de revenus, l'index d'urbanisation subjective				
Niveau de revenus ++	28	57	6	9
Niveau de revenus +	29	52	7	12
Niveau de revenus -	28	49	7	17
Niveau de revenus --	26	44	10	20

Si nous mettons en corrélation les réactions avec les différents profils des Européens, nous obtenons le cadre suivant.

Etant donné qu'indépendamment du profil socio-démographique, on préfère la modification des critères, on note que les hommes préfèrent cette hypothèse un peu plus fréquemment que les femmes et on enregistre une plus forte présence de "sans opinion" chez les femmes.

Les personnes âgées de 25 à 54 ans sont légèrement plus favorables à la modification des critères que les personnes plus jeunes et les personnes plus âgées, tout comme c'est le cas des personnes qui ont étudié plus longtemps.

Le revenu n'est pas un élément discriminant chez les personnes qui préfèrent l'hypothèse qui consiste à maintenir ces mêmes critères, mais il le constitue chez les personnes qui préfèrent la limitation des coûts. En d'autres termes, les individus qui perçoivent un revenu élevé sont plus favorables à la modification des critères que les personnes qui ont un faible revenu.

Comme toujours, les individus dotés d'une forte personnalité (leadership ++) sont plus convaincus de leurs idées que les personnes "passives". On trouve en effet un pourcentage élevé d'indécis (29%) dans cette dernière catégorie.

Une analyse des résultats au niveau de l'attitude à l'égard de l'U.E. permet d'observer le pourcentage élevé de personnes qui, étant opposées à l'Union, se déclarent défavorables à l'hypothèse de l'adhésion des pays ex-communistes.

ANNEXES

EUROBAROMETRE STANDARD 43.1 bis

SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES

Entre Mai, 19 et Juin, 26 1995, INRA (EUROPE), un réseau européen d'agences d'études de marché et d'opinion publique, a réalisé la vague 43.1 bis de l'EUROBAROMETRE STANDARD à la demande de la COMMISSION EUROPEENNE.

L'EUROBAROMETRE 43.1 bis couvre la population - avec la nationalité d'un des pays membres de l'Union Européenne -, de 15 ans et plus, résident dans chaque Etat membre de l'Union Européenne. Le principe d'échantillonnage appliqué dans tous les Etats membres est une sélection aléatoire (probabiliste) à multiples phases. Dans chaque pays EU, divers points de chute ont été tirés avec une probabilité proportionnelle à la taille de la population (afin de couvrir la totalité du pays) et à la densité de la population.

Pour ce, ces points de chute ont été tirés systématiquement dans chacune des "unités régionales administratives", après avoir été stratifiés par unité individuelle et par type de région. Ils représentent ainsi l'ensemble du territoire des Etats membres, selon les EUROSTAT-NUTS II et selon la distribution de la population résidente nationale en termes de régions métropolitaines, urbaines et rurales. Dans chacun des points de chute sélectionnés, une adresse de départ a été sélectionnée aléatoirement. D'autres adresses ont ensuite été sélectionnées, comme chaque adresse N, par des procédures de "random route" à partir de l'adresse initiale. Dans chaque ménage, le répondant a été tiré aléatoirement. Toutes les interviews ont été réalisées en face à face chez les répondants et dans la langue nationale appropriée.

PAYS	INSTITUTS	N° INTERVIEWS	DATES DE TERRAIN	POPULATION 15+ (x000)
Autriche	SPECTRA	1015	23:05 - 13:06	6 044
Belgique	MARKETING UNIT	1071	29:05 - 16:06	8 356
Danemark	GFK DANMARK	1000	27:05 - 19:06	4 087
Allemagne(Est)	SAMPLE INSTITUT	1032	26:05 - 15:06	13 608
Allemagne(Ouest)	SAMPLE INSTITUT	1058	26:05 - 16:06	52 083
Grèce	KEME	1002	29:05 - 16:06	7 474
Espagne	CIMEI	1000	29:05 - 13:06	28 075
France	TMO Consultants	1001	29:05 - 15:06	43 590
Irlande	LANSDOWNE Market Research	1006	20:05 - 20:06	2 549
Italie	PRAGMA	1070	27:05 - 13:06	44 495
Luxembourg	ILRES	501	19:05 - 23:06	372
Les Pays Bas	NIPO	1008	29:05 - 26:06	11 232
Portugal	NORMA	1000	01:06 - 15:06	7 338
Suède	TEMO	1092	31:05 - 22:06	7 808
Finlande	MARK. DEVELOPMENT CENTER	1032	31:05 - 22:06	4 017
Grande Bretagne	NOP Corporate and Financial	1096	29:05 - 15:06	44 225
Irlande du Nord	ULSTER MARKETING SURVEYS	316	29:05 - 15:06	1 159

Dans chaque pays, l'échantillon a été comparé à l'univers. La description de l'univers se base sur les données de population EUROSTAT. Pour tous les Etats membres EU, une procédure de pondération nationale a été réalisée (utilisant des pondérations marginales et croisées), sur base de cette description de l'univers. Dans tous les pays, au moins le sexe, l'âge, les régions NUTS II et la taille de l'agglomération ont été introduits dans la procédure d'itération. Pour la pondération internationale (i.e. les moyennes EU), INRA (EUROPE) recourt aux chiffres officiels de population, publiés par EUROSTAT dans l'Annuaire 1989 des Statistiques Régionales. Les chiffres complets de la population, introduits dans cette procédure de post-pondération, sont indiqués ci-dessus.

Les résultats des études EUROBAROMETRE sont analysés et sont présentés sous forme de tableaux, de fichiers de données et d'analyses. Pour chaque question, un tableau de résultats est fourni, accompagné de la question complète (en anglais et en français) en tête de page; ces résultats sont exprimés 1) en pourcentage calculé sur la base totale et 2) en pourcentage calculé sur le nombre de réponses "valables" (i.e. "Ne sait pas" et "Sans réponses" exclus). Tous les fichiers de données de l'EUROBAROMETRE sont déposés au Zentralarchiv (Universität Köln, Bachemer Strasse 40, D-5000 Köln 41). Ils sont à la disposition de tous les instituts membres du "European Consortium for Political Research" (Essex), du "Inter-University Consortium for Political and Social Research" (Michigan) et de toute personne intéressée par la recherche en sciences sociales. Les résultats des enquêtes EUROBAROMETRE sont analysés par l'unité Sondages et Recherches (EUROBAROMETRE) de la DG X de la Commission Européenne, Rue de la Loi 200, B-1049 Bruxelles ; ils peuvent être obtenus à cette adresse.

Il importe de rappeler aux lecteurs que les résultats d'un sondage sont des estimations dont l'exactitude, toutes choses égales par ailleurs, dépend de la taille de l'échantillon et du pourcentage observé. Pour des échantillons d'environ 1.000 interviews, le pourcentage réel oscille dans les intervalles de confiance suivants :

Pourcentage observé	10% or 90%	20% or 80%	30% or 70%	40% or 60%	50%
Intervalle de confiance	± 1.9%	± 2.5%	± 2.7%	± 3.0%	± 3.1%

EUROBAROMETRE STANDARD 43.1 bis

INSTITUTS ET RESPONSABLES DE RECHERCHE

INRA (EUROPE) - European Coordination Office SA/NV
 Dominique VANCRAEYNST
 Avenue R. Vandendriessche, 18
 B -1150 BRUSSELS - BELGIUM
 Tel. ++/32/2/775 01 11 - Fax. ++/32/2/772 40 79

AUSTRIA	SPECTRA Brucknerstrasse, 3-5/4 DK-4020 LINZ-AUSTRIA	Ms Jitka NEUMANN	tel. ++/43/732/60.35.30 fax. ++/43/732/60.35.304
BELGIQUE	MARKETING UNIT 430, Avenue Louise B-1050 BRUXELLES	Ms Pascale BERNARD	tel. ++/32 2 648 80 10 fax. ++/32 2 648 34 08
DANMARK	GFK DANMARK Toldbodgade, 10B DK-1253 COPENHAGEN K.	Mr Erik CHRISTIANSEN	tel. ++/45 33 93 17 40 fax. ++/45 33 13 07 40
DEUTSCHLAND	SAMPLE INSTITUT Papenkamp, 2-6 D-23879 MÖLLN	Ms Doris SIEBER	tel. ++/49 4542 801 0 fax. ++/49 4542 801 201
ELLAS	KEME Ippodamou Street, 24 GR-11635 ATHENA	Ms Fotini PANOUTSOU	tel. ++/30 1 701 80 82 fax. ++/30 1 701 78 37
ITALIA	PRAGMA Via Salaria, 298a I-00199 ROMA	Ms Maria-Adelaide SANTILLI	tel. ++/39 6 884 80 57 fax. ++/39 6 854 00 38
ESPAÑA	CIMEI Alberto Aguilera, 7-5º E-28015 MADRID	Ms Carmen MOZO	tel. ++/34 2 594 47 93 fax. ++/34 2 594 52 23
FRANCE	TMO Consultants 22, rue du 4 Septembre F-75002 PARIS	Ms Isabelle CREBASSA	tel. ++/33 1 44 94 40 00 fax. ++/33 1 44 94 40 01
IRELAND	LANDSDOWNE Market Research 12, Hatch Street IRL-DUBLIN 2	Mr Roger JUPP	tel. ++/353 1 661 34 83 fax. ++/353 1 661 34 79
LUXEMBOURG	ILRES 6, rue du Marché aux Herbes GD-1728 LUXEMBOURG	Mr Charles MARGUE	tel. ++/352 47 50 21 fax. ++/352 46 25 20
NEDERLAND	NIPO "Westerdokhuis" Barentszplein, 7 NL-1013 NJ AMSTERDAM	Mr Martin JONKER	tel. ++/31 20 551 66 01 fax. ++/31 20 638 63 74
PORTUGAL	NORMA Av. Infante Santo 70-1 s1 P-1300 LISBOA	Ms Mafalda BRASIL	tel. ++/351 1 601 09 12 fax. ++/351 1 396 15 48
GREAT BRITAIN	NOP Corporate and Financial 1 & 2 Berners street London W1P 3AG UK	Mr Chris KAY	tel. ++/44 71 612 01 81 fax. ++/44 71 612 02 22
SWEDEN	TEMO AB Gärdsfögdevägen, 5-7 17126 SOLNA-SWEDEN	Mr Michael SÖDERSTRÖM	tel. ++/46 8 764 64 90 fax. ++/46 8 28 64 28
FINLAND	MARKETING DEVELOPMENT CENTER Ltd Itätuulenkuja 10 02100 ESPOO-FINLAND	Mr Juhani PEHKONEN	tel. ++/358 0 613 500 fax. ++/358 0 6135 0510

EUROBAROMETRE STANDARD 43.1bis
Questionnaire 'LES REGIONS'

Q.33

Les gens appellent souvent la partie du pays dans laquelle ils vivent, ou bien l'endroit où ils ont grandi "leur région", la région à laquelle ils appartiennent. Veuillez me dire ce que vous considérez comme étant "votre région"? (END. : NOTEZ-LA EN ENTIER, Y COMPRIS LE NOM DE LA REGION - UNE SEULE RÉPONSE POSSIBLE)

EB36 - Q.63 - TREND MODIFIE

Q.34

Les gens peuvent se sentir attachés à des degrés divers à leur ville/village, à leur région, à leur pays, à l'Union Européenne ou à l'Europe entière. Veuillez me dire dans quelle mesure vous vous sentez attaché à... ? (MONTRER CARTE)

VOTRE VILLE/VILLAGE
VOTRE RÉGION QUE VOUS VENEZ DE MENTIONNER
(NOTRE PAYS)
L'UNION EUROPEENNE
L'EUROPE ENTIERE

Très attaché
Plutôt attaché
Plutôt pas attaché
Pas du tout attaché
NSP

EB36 - Q.64 - TREND

Q.35

(NOTRE PAYS) a-t-il/elle ou non une politique pour le développement de ses régions les moins favorisées ?

Oui	PASSER EN Q36
Non	PASSER EN Q37
NSP	PASSER EN Q37

EB36 - Q.65 - TREND

Q.36

a) (SI OUI EN Q.35)

Approuvez-vous ou non la politique pour le développement des régions les moins favorisées de (NOTRE PAYS) ?

Diriez-vous que vous ... ? (LIRE)

... l'approuvez tout à fait
... l'approuvez assez
... la désapprouvez assez
... la désapprouvez tout à fait
NSP

EB36 - Q.66a - TREND

Q.37

b) (SI NON/NE SAIT PAS EN Q.35)

A votre avis, (NOTRE PAYS) devrait-il/elle ou non avoir une politique pour le développement de ses régions les moins favorisées ?

Oui
Non
NSP

EB36 - Q.66b - TREND

A TOUS

Q.38

L'Union Européenne a-t-elle ou non une politique pour aider les régions les moins favorisées de ses pays membres?

Oui	PASSER EN Q.40
Non	PASSER EN Q.39
NSP	PASSER EN Q.39

EB36 - Q.67 - TREND

Q.39

(SI NON/NE SAIT PAS EN Q.38)

A votre avis, l'Union Européenne devrait-elle ou non avoir une politique pour développer les régions les moins favorisées de ses pays membres ?

Oui	PASSER EN Q.40
Non	PASSER EN Q.41
NSP	PASSER EN Q.40

EB36 - Q.68a - TREND

STANDARD EUROBAROMETER 43.1 bis
Questionnaire : "Europeans and their region"

Q.33

People often call the area of their country where they live or where they grew up, "their region", the region to which they belong. What do you consider to be "your region"?

(INT : RECORD IN FULL - ONE ANSWER ONLY)

EB36 - Q.63 - TREND MODIFIED

Q.34

People may feel different degrees of attachment to their town or village, to their region, to their country, to the European Union or to Europe as a whole. Please tell me how attached you feel to ... ? (SHOW CARD)

YOUR TOWN/VILLAGE
YOUR REGION YOU JUST MENTIONED
(OUR COUNTRY)
THE EUROPEAN UNION
EUROPE AS A WHOLE

Very attached
Fairly attached
Not very attached
Not at all attached
DK

EB36 - Q.64 - TREND

Q.35

Does (OUR COUNTRY) have policies for developing its less favoured regions or not ?

Yes	GO TO Q36
No	GO TO Q37
DK	GO TO Q37

EB36 - Q.65 - TREND

Q.36

(IF YES IN Q.35)

Do you approve or not of these policies for developing (OUR COUNTRY) less favoured regions ?

Would you say that you ...? (READ OUT)

... Approve strongly
... Approve somewhat
... Disapprove somewhat
... Disapprove strongly
... DK

EB36 - Q.66a - TREND

Q.37

(IF NO/DON'T KNOW IN Q.35)

In your opinion, should (OUR COUNTRY) have policies to develop its less favoured regions or not?

Yes
No
DK

EB36 - Q.66b - TREND

ASK ALL

Q.38

Does the European Union have policies to support less favoured regions in its member countries or not ?

Yes	GO TO Q.40
No	GO TO Q.39
DK	GO TO Q.39

EB36 - Q.67 - TREND

Q.39

(IF NO/DON'T KNOW IN Q.38)

In your opinion, should the European Union have policies to develop less favoured regions in its member countries or not ? (SHOW CARD)

Yes	GO TO Q.40
No	GO TO Q.41
DK	GO TO Q.40

EB36 - Q.68a - TREND

EUROBAROMETRE STANDARD 43.1bis
Questionnaire 'LES REGIONS'

Q.40

(SI OUI EN Q38 OU OUI/NSP EN Q39)

A votre avis, parmi les objectifs suivants, quel devrait être le plus important de la politique de l'Union Européenne à l'égard des régions les moins favorisées ? (MONTRER CARTE)
Et quel devrait être le deuxième objectif ? (MONTRER MEME CARTE)

OBJECTIF PLUS IMPORTANT
SECOND OBJECTIF

Relever leur niveau de vie
Donner à toutes les régions des chances plus égales
Augmenter leur compétitivité
Créer des emplois
NSP

EB36 - Q.68b - TREND MODIFIE

A TOUS

Q.41

L' Union Européenne dispose, entre autres, d'un fonds de développement régional (le FEDER) pour aider les régions les moins favorisées de l'Union Européenne.

Vous êtes-vous rendu compte des activités de ce fonds régional de développement de l'Union Européenne (le FEDER) dans (NOTRE PAYS) ? (SI OUI) De quelles facons parmi celles que je vais vous citer, vous êtes-vous rendu compte de ces activités ? (LIRE)

OUI
NON
NSP

Non, je ne m'en suis pas rendu compte
J'en ai entendu parler par la presse
J'en ai entendu parler à la télévision ou à la radio
J'ai vu des panneaux qui les signalaient
J'ai personnellement obtenu de l'aide, un emploi ou des conseils
Je connais quelqu'un qui a obtenu de l'aide, un emploi ou des conseils

EB36 - Q.69 - TREND MODIFIE

Q.42

Etes-vous favorable ou non à ce que les régions aient leur mot à dire sur le fonctionnement de l'Union Européenne ?

Favorable
Défavorable
NSP

EB36 - Q.70 - TREND

Q.43

Le traité de Maastricht sur l'Union Européenne a institué un Comité des Régions.

Avez-vous ou non entendu parler de ce Comité?

(SI OUI) D'après vous, ce Comité des Régions a assez de pouvoir, devrait avoir plus de pouvoir ou devrait avoir moins de pouvoir?

Non, je n'ai pas entendu parler de ce Comité
Oui, j'ai entendu parler de ce Comité et il a assez de pouvoir
Oui, j'ai entendu parler de ce Comité et il devrait avoir plus de pouvoir
Oui, j'ai entendu parler de ce Comité et il devrait avoir moins de pouvoir
NSP

EB43.1bis - NOUVEAU

STANDARD EUROBAROMETER 43.1 bis
Questionnaire : "Europeans and their region"

Q.40

(IF YES IN Q.38 OR YES/DON'T KNOW IN Q.39)

In your opinion, which of the following should be the most important objective of European Union policies towards less favoured regions ? And what should be the second objective ?

(SHOW SAME CARD)

MOST IMPORTANT OBJECTIVE
SECOND OBJECTIVE

To raise their living standards
To give every region more equal opportunities
To increase their competitiveness
Create new jobs
DK

EB36 - Q.68b - TREND MODIFIED

ASK ALL

Q.41

The European Union has, among others, a regional development fund (the ERDF) to give aid to less favoured regions in the European Union. Have you become aware of the activities of this European Union Regional fund (the ERDF) in (OUR COUNTRY) ?

(IF YES) In which of the following ways have you become aware of these activities ? (READ OUT)

YES
NO
DK

No, I have not become aware of it
I have read about them in the press
I have heard about them on television, or on the radio
I have seen signs informing people about it
I have personally received help, employment or advice
I know someone who received help, employment or advice

EB36 - Q.69 - TREND MODIFIED

Q.42

Are you in favour or not of giving regions a say in the way the European Union is run ?

In favour
Not in favour
DK

EB36 - Q.70 - TREND

Q.43

The treaty of Maastricht has set up a Committee of the Regions. Have you heard about this Committee, or not ? (IF YES) Do you think that this Committee of the Regions should have sufficient power, has sufficient power, or should have less power?

No, have not heard about this Committee
Yes, I have heard about it and it should have more power
Yes, I have heard about it and it has sufficient power
Yes, I have heard about it and it should have less power
DK

EB43.1bis - NEW

EUROBAROMETRE STANDARD 43.1bis
Questionnaire 'LES REGIONS'

Q.44

Pouvez-vous me dire où vous avez récemment entendu parler de l'Union Européenne, ses politiques, ses institutions ? Voici une carte. A l'aide de cette carte, veuillez me donner votre réponse. (MONTRER CARTE - LIRE - PLUSIEURS RÉPONSES POSSIBLES)

Télévision étrangère
Télévision nationale
Télévision régionale/locale
Radio étrangère
Radio nationale
Radio régionale/locale
Journaux quotidiens étrangers
Journaux quotidiens nationaux
Journaux quotidiens régionaux/locaux
Magazines hebdomadaires/périodiques étrangers
Magazines hebdomadaires/périodiques nationaux
Magazines hebdomadaires/périodiques régionaux/locaux
Autres sources
N'a pas récemment entendu parler de l'Union Européenne (SPONTANÉ)
NSP

EB43.1bis - NOUVEAU

Q.45

Si des pays d'Europe Centrale et de l'Est deviennent membres de l'Union européenne, que pensez-vous que la Commission européenne devrait faire pour toutes les régions les moins favorisées de l'Union européenne? Voici deux opinions, veuillez me dire celle qui se rapproche le plus de la vôtre. (LIRE)

- Aider toutes les régions les moins favorisées, en gardant les mêmes critères d'aide qu'aujourd'hui, même si les coûts de ces aides seront beaucoup plus élevés suite à l'adhésion des pays d'Europe Centrale et de l'Est
- Aider toutes les régions les moins favorisées, mais selon des critères d'aide plus stricts qu'aujourd'hui, pour limiter l'augmentation des coûts de ces aides suite à l'adhésion des pays d'Europe Centrale et de l'Est
- Les pays d'Europe Centrale et de l'Est ne devraient pas devenir membre de l'Union européenne (SPONTANÉ)

NSP

EB43.1bis - NOUVEAU

STANDARD EUROBAROMETER 43.1 bis
Questionnaire : "Europeans and their region"

Q.44

Could you tell me where you have recently read or heard about the European Union, its policies, its institutions? Please tell me where, using this list.

(SHOW CARD - READ OUT - SEVERAL ANSWERS POSSIBLE)

Foreign magazines
National magazines
Regional/local magazines
Foreign newspapers
National newspapers
Regional/local newspapers
Foreign radio stations
National radio stations
Regional/local radio stations
Foreign television
National television
Regional/local television
Other sources
Has not recently read or heard something about the European Union (SPONTANEOUS)
DK

EB43.1bis - NEW

Q.45

If countries in Eastern and Central Europe become members of the European Union, what do you think the European Commission do for all the less developed regions of the European Union ?

Here are two different opinions, which one come closest to your own ?

(SHOW CARD - READ OUT)

- Give aid to all the less regions, based on the same criteria as today, even if the costs of this aid will become much more higher because countries in Eastern and Central Europe have become members.
- Give aid to all the less developed regions, based on stricter criteria than today, in order to limit the increased costs of this aid, because countries in Eastern and Central Europe have become members
- Countries in Eastern and Central Europe should not become members of the European Union (SPONTANEOUS)

DK

EB43.1bis - NEW

LES CLASSIFICATIONS SPÉCIALES DANS LES ENQUÊTES EUROBAROMETRE

POSITION POLITIQUE

Cette variable est établie au départ des réponses à la question : *"A propos de politique, les gens parlent de "droite" et de "gauche". Vous-même, voudriez-vous situer votre position sur cette échelle ?"* (Instructions pour les enquêteurs : Ne rien suggérer, la personne doit se situer dans une case; si elle hésite, insister) :

GAUCHE

DROITE

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
---	---	---	---	---	---	---	---	---	----

Refus,

NSP

Dans ce rapport, les répondants sont regroupés en tertiles pour chaque pays : ceux qui se placent le plus à gauche, ceux qui se placent le plus à droite et le tiers restant, constitué de ceux qui se placent le plus au centre. La pondération habituelle est alors utilisée pour établir la distribution communautaire.

NIVEAU DE REVENUS

Cette variable est établie au départ des réponses à la question :

"Nous désirons en plus des informations sur les revenus des foyer pour analyser les résultats de cette étude selon les différents types. Voici une série de revenus mensuels (MONTRER LA CARTE D29). Veuillez compter l'ensemble des gains et salaires MENSUELS de tous les membres du foyer, toutes pensions ou allocations sociales ou familiales comprises, ainsi que tout autres revenus tels que les loyers, ...

Bien-sûr, votre réponse, comme toutes celles de cette interview sera traitée confidentiellement et toute référence à vous ou votre foyer sera impossible. Veuillez me donner la lettre correspondant aux revenus de votre foyer et ce, avant toutes taxes ou déductions.,

B	T	P	F	E	H	L	N	R	M	S	K
---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---

Refus,

NSP

Les répondants sont regroupés en quartiles pour chaque pays. Puis ils sont fusionnés pour établir la distribution communautaire.

INDICE DE LEADERSHIP

Il est utile, pour analyser les résultats d'enquêtes portant sur des échantillons représentatifs de l'ensemble du public, de distinguer, dans cet ensemble, ceux des individus qui présentent certaines caractéristiques constitutives de ce que l'on considère généralement comme une attitude de "leadership" : intérêt pour certains problèmes, degré d'activité dans la vie du groupe, etc...

L'analyse des résultats accumulés au cours des sondages de l'EuroBaromètre a montré qu'il était statistiquement significatif de construire un indice suivant les réponses données par l'ensemble des personnes interrogées à deux questions. Cet indice a été construit de telle façon qu'il comporte quatre degrés, le degré le plus élevé correspondant à ceux que nous désignerons désormais comme étant des leaders d'opinion, soit environ 10 % de la population européenne, et le degré le plus bas aux non-leaders (environ 22 %); les deux degrés intermédiaires correspondent, par construction, à des individus qui sont respectivement légèrement plus et légèrement moins leaders que la moyenne du public.

QUESTIONS :

- A. *"Quand vous avez une opinion à laquelle vous tenez beaucoup, vous arrive-t-il de convaincre vos amis, vos camarades de travail, vos relations d'adopter cette opinion ? Cela vous arrive-t-il souvent, de temps en temps, rarement, jamais, NSP."*
- B. *"Quand vous êtes entre amis, diriez-vous qu'il vous arrive souvent, de temps en temps, ou jamais de discuter politique?"*

CONSTRUCTION :

Le tableau suivant indique comment a été construit l'indice de mobilisation cognitive.

A.		de temps			sans
	<u>souvent</u>	<u>en temps</u>	<u>rarement</u>	<u>jamais</u>	<u>réponse</u>
S.					
<u>souvent</u>	++	++	+	+	+
<u>de temps en temps</u>	+	+	-	-	-
<u>jamais</u>	-	-	--	--	--
<u>sans réponse</u>	-	-	--	--	--

TYPOLOGIE DES ATTITUDES EUROPEENNES

Est basé sur les réponses aux deux questions suivantes:

QUESTION 1: *D'une façon générale, pensez-vous que le fait pour (NOTRE PAYS) de faire partie de la Communauté Européenne est ... ? (LIRE)*

Une bonne chose,

Une mauvaise chose,

Une chose ni bonne, ni mauvaise,

NSP

QUESTION 2: *D'une façon générale, êtes-vous pour ou contre les efforts qui sont faits pour unifier l'Europe Occidentale ? Etes-vous ... ?*

Très pour,

Plutôt pour,

Plutôt contre,

Très contre,

NSP

CONSTRUCTION :

	FAIRE PARTIE DE LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE			
UNIFIER L'EUROPE	Une bonne chose,	Ni bonne, ni mauvaise,	Une mauvaise chose,	NSP
Très pour,	POS	AMB	AMB	AMB
Plutôt pour,	POS	AMB	AMB	AMB
Plutôt contre	AMB	AMB	NEG	AMB
Très contre,	AMB	AMB	NEG	AMB
NSP	AMB	AMB	AMB	AMB

POS: Attitudes positives

AMB: Attitudes ambivalentes

NEG: Attitudes négatives

Commission européenne

Études de développement régional
La notoriété des politiques régionales en Europe

Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés européennes

1996 — xxii, 105 p. — 21 x 29,7 cm

ISBN 92-827-6973-9

Prix au Luxembourg, TVA exclue: ECU 7

BELGIQUE / BELGIË
Moniteur belge/ Belgisch Staatsblad Rue de Louvain 42/Leuvenseweg 42 B-1000 Bruxelles/B-1000 Brussel Tél. (02) 512 00 26 Fax (02) 511 01 84
Jean De Lannoy Avenue du Roi 202/Koningslaan 202 B-1060 Bruxelles/B-1060 Brussel Tél. (02) 538 51 69 Fax (02) 538 08 41
Autres distributeurs/ Overige verkooppunten:
Librairie européenne/ Europese boekhandel Rue de la Loi 244/Wetstraat 244 B-1040 Bruxelles/B-1040 Brussel Tél. (02) 231 04 35 Fax (02) 735 08 60
Document delivery:
Credoc Rue de la Montagne 34/Bergstraat 34 Boîte 11/Bus 11 B-1000 Bruxelles/B-1000 Brussel Tél. (02) 511 69 41 Fax (02) 513 31 95
DANMARK
J. H. Schultz Information A/S Herstedvang 10-12 DK-2620 Albertslund Tlf. 43 63 23 00 Fax (Sales) 43 63 19 69 Fax (Management) 43 63 19 49
DEUTSCHLAND
Bundesanzeiger Verlag Postfach 10 05 34 D-50445 Köln Tel. (02 21) 20 29-0 Fax (02 21) 2 02 92 78
GREECE/ΕΛΛΑΔΑ
G.C. Eleftheroudakis SA International Bookstore Nikis Street 4 GR-10563 Athens Tel. (01) 322 63 23 Fax 323 98 21
ESPAÑA
Mundi-Prensa Libros, SA Castelló, 37 E-28001 Madrid Tel. (91) 431 33 99 (Libros) 431 32 22 (Suscripciones) 435 36 37 (Dirección) Fax (91) 575 39 98
Boletín Oficial del Estado Trafalgar, 27-29 E-28071 Madrid Tel. (91) 538 22 95 Fax (91) 538 23 49
Sucursal:
Librería Internacional AEDOS Consejo de Ciento, 391 E-08009 Barcelona Tel. (93) 488 34 92 Fax (93) 487 76 59
Librería de la Generalitat de Catalunya Rambla dels Estudis, 118 (Palau Moja) E-08002 Barcelona Tel. (93) 302 68 35 Tel. (93) 302 64 62 Fax (93) 302 12 99
FRANCE
Journal officiel Service des publications des Communautés européennes 26, rue Desaix F-75727 Paris Cedex 15 Tél. (1) 40 58 77 01/31 Fax (1) 40 58 77 00

IRELAND
Government Supplies Agency 4-5 Harcourt Road Dublin 2 Tel. (1) 66 13 111 Fax (1) 47 52 760
ITALIA
Licosa SpA Via Duca di Calabria 1/1 Casella postale 552 I-50125 Firenze Tel. (055) 64 54 15 Fax 64 12 57
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Messageries du livre 5, rue Raiffeisen L-2411 Luxembourg Tél. 40 10 20 Fax 49 06 61
NEDERLAND
SDU Servicecentrum Uitgeverijen Postbus 20014 2500 EA 's-Gravenhage Tel. (070) 37 89 880 Fax (070) 37 89 783
ÖSTERREICH
Manz'sche Verlags- und Universitätsbuchhandlung Kohlmarkt 16 A-1014 Wien Tel. (1) 531 610 Fax (1) 531 61-181
Document delivery:
Wirtschaftskammer Wiedner Hauptstraße A-1045 Wien Tel. (0222) 50105-4356 Fax (0222) 50206-297
PORTUGAL
Imprensa Nacional — Casa da Moeda, EP Rua Marquês Sá da Bandeira, 16-A P-1099 Lisboa Codex Tel. (01) 353 03 99 Fax (01) 353 02 94/384 01 32
Distribuidora de Livros Bertrand, Ld.º
Grupo Bertrand, SA Rua das Terras dos Vales, 4-A Apartado 37 P-2700 Amadora Codex Tel. (01) 49 59 050 Fax 49 60 255
SUOMI/FINLAND
Akateeminen Kirjakauppa Akademiska Bokhandeln Pohjoisesplanadi 39 / Norra esplanaden 39 PL / PB 128 FIN-00101 Helsinki / Helsingfors Tel. (90) 121 4322 Fax (90) 121 44 35
SVERIGE
BTJ AB Traktorvägen 11 Box 200 S-221 00 Lund Tel. (046) 18 00 00 Fax (046) 18 01 25
UNITED KINGDOM
HMSO Books (Agency section) HMSO Publications Centre 51 Nine Elms Lane London SW8 5DR Tel. (0171) 873 9090 Fax (0171) 873 8463
ICELAND
BOKABUD LARUSAR BLÖNDAL Skólavörðustíg, 2 IS-101 Reykjavík Tel. 551 56 50 Fax 552 55 60

NORGE
NIC Info a/s Boks 6512 Etterstad 0606 Oslo Tel. (22) 57 33 34 Fax (22) 68 19 01
SCHWEIZ/SUISSE/SVIZZERA
OSEC Stampfenbachstraße 85 CH-8035 Zürich Tel. (01) 365 54 49 Fax (01) 365 54 11
BÄLGARIJA
Europress Klassica BK Ltd 66, bd Vitosha BG-1463 Sofia Tel./Fax (2) 52 74 75
ČESKÁ REPUBLIKA
NIS ČR Havelkova 22 CZ-130 00 Praha 3 Tel./Fax (2) 24 22 94 33
HRVATSKA
Mediatrade P. Hatza 1 HR-4100 Zagreb Tel./Fax (041) 43 03 92
MAGYARORSZÁG
Euro-Info-Service Európá Ház Margitsziget H-1138 Budapest Tel./Fax (1) 111 60 61, (1) 111 62 16
POLSKA
Business Foundation ul. Krucza 38/42 PL-00-512 Warszawa Tel. (2) 621 99 93, 628 28 82 International Fax&Phone (0-39) 12 00 77
ROMÂNIA
Euromedia 65, Strada Dionisie Lupu RO-70184 Bucuresti Tel./Fax 1-31 29 646
RUSSIA
CCEC 9,60-letiya Oktyabrya Avenue 117312 Moscow Tel./Fax (095) 135 52 27
SLOVAKIA
Slovak Technical Library Nám. slobody 19 SLO-812 23 Bratislava 1 Tel. (7) 52 204 52 Fax (7) 52 957 85
CYPRUS
Cyprus Chamber of Commerce and Industry Chamber Building 38 Grivas Dhigenis Ave 3 Deligiorgis Street PO Box 1455 Nicosia Tel. (2) 44 95 00, 46 23 12 Fax (2) 36 10 44
MALTA
Miller Distributors Ltd PO Box 25 Malta International Airport LQA 05 Malta Tel. 66 44 88 Fax 67 67 99
TÜRKIYE
Pres AS Dünya Infotel TR-80050 Tünel-Istanbul Tel. (1) 251 91 90/251 96 96 Fax (1) 251 91 97

ISRAEL
Roy International 17, Shimon Hatarssi Street P.O.B. 13056 61130 Tel Aviv Tel. (3) 546 14 23 Fax (3) 546 14 42
Sub-agent for the Palestinian Authority:
INDEX Information Services PO Box 19502 Jerusalem Tel. (2) 27 16 34 Fax (2) 27 12 19
EGYPT/ MIDDLE EAST
Middle East Observer 41 Sherif St. Cairo Tel/Fax (2) 393 97 32
UNITED STATES OF AMERICA/ CANADA
UNIPUB 4611-F Assembly Drive Lanham, MD 20706-4391 Tel. Toll Free (800) 274 48 88 Fax (301) 459 00 56
CANADA
Subscriptions only Uniquement abonnements
Renouf Publishing Co. Ltd 1294 Algoma Road Ottawa, Ontario K1B 3W8 Tel. (613) 741 43 33 Fax (613) 741 54 39
AUSTRALIA
Hunter Publications 58A Gipps Street Collingwood Victoria 3066 Tel. (3) 9417 53 61 Fax (3) 9419 71 54
JAPAN
Procurement Services Int. (PSI-Japan) Kyoku Dome Postal Code 102 Tokyo Kojimachi Post Office Tel. (03) 32 34 69 21 Fax (03) 32 34 69 15
Sub-agent:
Kinokuniya Company Ltd Journal Department PO Box 55 Chitose Tokyo 156 Tel. (03) 34 39-0124
SOUTH and EAST ASIA
Legal Library Services Ltd Orchard PO Box 0523 Singapore 9123 Tel. 243 24 98 Fax 243 24 79
SOUTH AFRICA
Safo 5th Floor, Export House Cnr Maude & West Streets Sandton 2146 Tel. (011) 883-3737 Fax (011) 883-6569
ANDERE LÄNDER OTHER COUNTRIES AUTRES PAYS
Office des publications officielles des Communautés européennes 2, rue Mercier L-2985 Luxembourg Tél. 29 29-1 Télex PUBOF LU 1324 b Fax 48 85 73, 48 68 17

Prix au Luxembourg, TVA exclue: ECU 7



OFFICE DES PUBLICATIONS OFFICIELLES
DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

L-2985 Luxembourg

ISBN 92-827-6973-9



9 789282 769737 >